

RAPPORT FINAL DE LA RECHERCHE-ACTION

**sur les conditions de vie et de travail
des femmes travailleuses dans l'agriculture
et la pêche à pied dans les régions
de Jendouba, Kasserine, Mahdia, Sfax
et Sidi Bouzid**

Projet soutenu par :



Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

Moyen de transport public

22%

43%
ont réagi à la violence subie

18% Connaissent leurs droits de la santé

Accidents de transport

9%
Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

Perception de discrimination au travail à cause du genre

53%

60%

Ont subi des violences

91 femmes interviewées

Moyen de transport public

8%

Moyen de transport public

18% Connaissent leurs droits de la santé

Transport non sécurisé

72%

9%
Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

9%
Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

18% Connaissent leurs droits de la santé

30% Accidents de transport

53%
n'ont pas été scolarisées

9%
Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

63%
prennent leurs décisions en fonction de la famille

Ne prennent pas de décisions parce qu'elles pensent que c'est à l'homme de les prendre

22%

Moyen de transport public

8%

Perception de discrimination au travail à cause du genre

53%

Table des matières

1. OBJET ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE-ACTION	4
2. LE CONTEXTE RECHERCHE-ACTION -MÉTHODOLOGIE	12
3.1 La méthodologie et l'approche	12
3.2 L'échantillon	14
3.3 Les outils	15
4. L'EXPÉRIENCE	19
4.1 Les pratiques de la recherche- action du projet FAIRE	19
5. LES RÉSULTATS	26
5.1 Les données sur les femmes interviewées	26
5.2 La loupe de genre	27
5.3 Les Focus où nous avons dirigé la loupe de genre	28
5.3.1 Travail	28
5.3.2 Ressources	42
5.3.4 Droits	50
5.3.5 Liberté	55
5.3.6 Violence	64
Portrait des femmes	75
ANNEXES	83

1. OBJET ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE-ACTION

La pleine reconnaissance et l'application de l'égalité des droits pour les hommes et les femmes est une étape fondamentale pour réaliser la transition démocratique tunisienne démarrée avec la révolution de 2011. Cette même révolution qui a donné voix à des revendications de liberté, de justice et de dignité des citoyens/ennes et des travailleurs/euses en Tunisie. Le projet FAIRE (Femmes travaillant dans l'Agriculture : Inclusion, Réseautage, Émancipation) reconnaît une double responsabilité à la base des violations des droits socio-économiques des femmes agricultrices: celle de l'Etat, par l'absence de législation et de politiques sociales adéquates, et celles des structures de contrôle et de la société civile, qui ne sont pas suffisamment actives et organisées, pour être un contrepoids à une mentalité socio-culturelle machiste et discriminatoire, pour dénoncer les violations dans ce secteur et pour soutenir les femmes victimes de violences et d'abus. Militer contre toute forme de violence et discrimination exercée sur les femmes actives en milieu rural et pour la promotion et défense de leurs droits économiques et sociaux passe par le démantèlement d'un système de pouvoirs complexe, de mentalités et rapports de genre traditionnels et de mauvaises, voire même illégales, pratiques très enracinées. Pour cela, le projet adopte une logique d'intervention intégrée à plusieurs niveaux, mettant au cœur de l'action les femmes agricoles/pêchuses:

1- agissant au niveau micro, à travers l'empowerment des femmes travailleuses dans l'agriculture et la pêche, leur sensibilisation et conscientisation sur leurs droits et leur autonomisation socio-économique;

2- au niveau méso, à travers le renforcement des acteurs intermédiaires, en particulier syndicaux et associatifs, dont le rôle est d'intervenir dans la promotion, protection et défense des droits des femmes rurales et dans la prévention contre tout abus et violations ;

3- au niveau macro, en agissant sur les institutions et autorités publiques à l'échelle nationale et locale et en faisant un plaidoyer pour améliorer la législation sociale et ajuster les politiques du travail, en mobilisant toutes les parties prenantes concernées -ministères, syndicats, patronats, et associations- dans des actions d'incidence juridique et politique visant à instaurer un climat socioculturel approprié, changer les mentalités et les pratiques. Cela sera réalisé en impliquant en premier lieu les femmes agricultrices, souvent écartées de toutes les prises de décisions et très rarement impliquées dans l'idéation d'initiatives et politiques adaptées à leurs besoins..¹

Les femmes travailleuses dans l'agriculture et la pêche sont une cible complexe à approcher et mobiliser à cause de leur vécu de domination, de marginalisation et de menaces qui les pousse à s'exposer très rarement et qui empêche leur organisation en groupes structurés. Pour cette raison, au démarrage du projet FAIRE, a été réalisée une recherche-action avec une perspective de genre, avec l'objectif de les rendre protagonistes actives en identifiant directement, avec leur propres mots, les conditions de vie et de travail, les obstacles et identifier avec elles les pistes de solutions qui peuvent être mises en œuvre pour surmonter l'exploitation dans le cadre du travail, l'inégalité des droits entre femmes et hommes au niveau de l'accès aux ressources,

.....
¹Texte Projet Faire

du partage équitable des responsabilités familiales, de la liberté de choix et de décisions et de la participation d'une manière générale.

La recherche-action est donc l'outil adopté par le projet FAIRE pour connaître directement des travailleuses, diagnostiquer les conditions d'injustice sociale et d'exploitation dans lesquelles elles vivent, leurs besoins et priorités. Sur la base de cette connaissance, l'objectif est :

1- D'activer des processus d'empowerment personnel et collectif qui les rendent protagonistes et les soutiennent dans leurs processus transformatifs,

2- De restituer au réseau d'acteurs publics et privés les priorités des femmes afin d'identifier des actions sur le plan institutionnel et social qui conduisent à l'amélioration de ces conditions d'exploitation, de marginalité et d'injustice dans lesquelles elles vivent.

2. LE CONTEXTE

Le projet FAIRE se développe dans 5 régions. Chaque territoire possède ses propres spécificités géographiques, socio-économiques et culturelles.

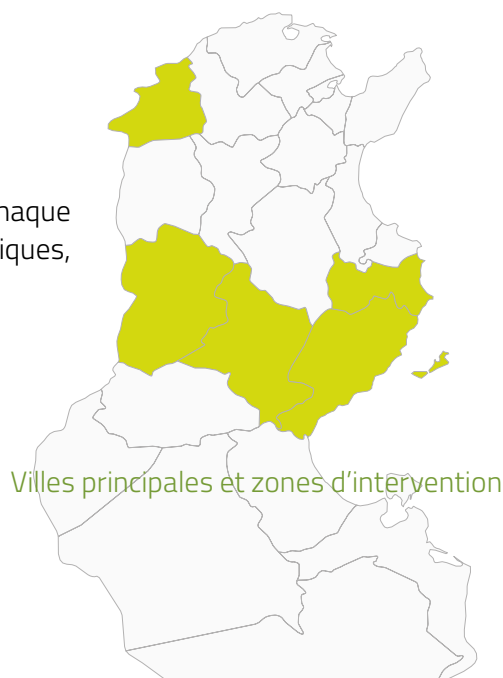
Jendouba

Situé au Nord-Ouest de la Tunisie, le gouvernorat de Jendouba se trouve à 155 km de la capitale ; c'est un gouvernorat à caractère rural et une grande partie de son territoire est composée de terres forestières.

Comptant 401477 habitants (INS 2014), son taux d'urbanisation est de 4,31% (INS 2014), pour une moyenne de 7,42% dans le nord-ouest et 2,68% au niveau national ; il est divisé en neuf délégations aux bords des rives du fleuve Medjerda.

Jendouba est bordée au nord par la mer méditerranée le long de 25 KM de littoral, au sud par les gouvernorats de Siliana et du Kef, à l'est par le gouvernorat de Béja et à l'ouest, Jendouba est délimitée par 135 km de bande frontalière avec l'Algérie.

Le territoire se caractérise par son étendue sur 800 ha de plaines, sa grande richesse



Villes principales et zones d'intervention

naturelle grâce à la qualité et la fertilité des sols ainsi que la diversité et l'abondance des productions agricoles. Jendouba possède un important système hydrique, qui couvre une grande partie du bassin de la vallée nue.

En effet, le gouvernorat est le réservoir d'eau de la Tunisie, où les ressources en eau sont estimées à 662 millions de mètres cubes, dont 59% ont été contrôlées par cinq grands barrages (Bou Heurtma/ Beni M'Tir/ Barbara/ Moula/ Zargua). Et 17 barrages de colline et 40 lacs collinaires. Ces ressources en eau mobilisées ont permis de créer quelques 40000 hectares de zones d'eau et de consolider le stock national d'eau potable.

L'activité économique de Jendouba est basée essentiellement sur le secteur de l'agriculture, en particulier sur la production végétale et l'élevage dans le périmètre irrigué de Medjerda. Ces facteurs naturels accentués par une spécificité sociale de la région pour les grandes cultures ont en fait que 57% de la superficie totale de la région soit à vocation agricole et abrite de nombreuses cultures qui comprennent les céréales, la betterave à sucre, les arbres fruitiers, le fourrage et plusieurs types de légumes, en particulier les pommes de terre.

L'agriculture à Jendouba contribue aux productions nationales par 26% des produits laitiers, 21% des productions céréalières et 11% des pommes de terre².



Bellaregia – Jendouba

Les zones d'intervention

JENDOUBA VILLE : Le centre ville de Jendouba (Jendouba Nord et Jendouba Sud) est réputé pour son marché hebdomadaire du mercredi. Chaque jour, des centaines de femmes installées en ville et venant de zones rurales, pour leurs études ou celles de leurs enfants et habitant des agglomérations de grande densité à Jendouba, utilisent les transports en commun pour se diriger vers les champs à la recherche de travail afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Ces femmes ne se connaissent pas personnellement mais se croisent quotidiennement sur le chemin, en allant au travail dans les champs.

2 Une étude de diagnostic et d'évaluation sur les réalités économiques et les moyens de surmonter les inégalités de développement dans les provinces de Jendouba et Kebili, Tunis- Mars 2021, Dr. Riadh Bachir.

BOU SALEM : est une ville qui se situe entre Béja et Jendouba. Rattachée au gouvernorat de Jendouba, c'est une municipalité comptant 21.638 habitants (INS 2014) ; elle est entourée par plusieurs villages tels que Redjaouna, Dzira, Touatia, Somran, El Mina et Balta. C'est une zone agricole, avec des terrains vastes et des productions diversifiées. Un grand nombre des femmes de Bou Salem exerçaient l'agriculture surtout l'élevage bovin, mais, ces dernières années, les femmes ont commencé à travailler en tant que main d'œuvre chez les agriculteurs pour améliorer leurs situations économiques.

FERNANA : est une ville située à une trentaine de kilomètres au sud de Tabarka sur la route GP17, entre Aïn Draham et Jendouba et à proximité du site antique de Bulla Regia. Rattachée au gouvernorat de Jendouba, elle constitue une municipalité comptant 3831 habitants (INS 2014). C'est la zone la plus connue à Jendouba pour fournir de la main d'œuvre agricole féminine. C'est aussi la commune la plus pauvre du gouvernorat, affichant le plus fort taux d'analphabétisme (44,72%, contre 32,92% au niveau du gouvernorat et 19,27 de la Tunisie)³. Les femmes à Fernana sillonnent quotidiennement tout le gouvernorat à la recherche d'emploi comme ouvrières dans l'agriculture.

Kasserine

Le gouvernorat de Kasserine fait partie de la région économique du centre-ouest et en occupe le flanc sud-ouest longeant les frontières Tuniso-Algériennes sur une longueur de 220 Km. Il est bordé par les gouvernorats du Kef et de Siliana au nord, le gouvernorat de Sidi Bouzid à l'est, le gouvernorat de Gafsa au sud et les frontières Tuniso-Algérienne à l'ouest et couvre une

3 International Alert, octobre 2017, " Les autres femmes : Marginalisation, violence et accès à la justice dans le gouvernorat de Jendouba ", page 15. <https://www.international-alert.org/>

superficie de 8 260 km², divisée en 19 communes et 13 délégations.

Le secteur agricole fournit une grande partie des revenus économiques de ce gouvernorat. Les agriculteurs y pratiquent principalement l'arboriculture et les cultures maraîchères, ce qui a permis à la région d'occuper les premiers rangs sur le plan national dans plusieurs secteurs comme l'indique le directeur régional de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA) à Kasserine, Rhouma Belhouchet. La production agricole annuelle de la région se démarque par celle des pommes qui varie entre 40 à 60 milles tonnes, ainsi que les pistaches avec 1500 tonnes, les figues de barbarie avec 100 milles tonnes et la tomate avec 80 milles tonnes.



Les zones d'intervention

Délégation d'El Ayoun – Zone d'El Grin

Située à plus de 40 Km de Kasserine, au cœur de la délégation EL Ayoun et derrière le mont Semmama. Avec un taux de pauvreté de 50,1%, EL Grin est considérée comme l'une des zones les plus pauvres et marginalisées dans la région. Cette vulnérabilité socio-économique oriente la population locale vers le travail dans l'agriculture qui demeure leur principale source de revenus, non par choix mais par obligation. La majorité des femmes de la délégation se livrent quotidiennement aux camions qui les transportent vers des destinations agricoles dans le voisinage, démunies, elles prennent ces risques pour subvenir aux besoins familiaux de leurs ménages.



Délégation de Hessi El Ferid– Zone Awled Icha

Située à presque 50 Km au sud de la ville Kasserine, derrière le mont Essaloum, Hassi EL Ferid est marquée par un taux de pauvreté de 53,5%, la classant comme la commune la plus pauvre à l'échelle nationale. L'une des caractéristiques de cette région est l'absence totale des moyens de transport, ce qui isole la commune et la rend inaccessible et impacte donc directement la population locale. Le taux de scolarisation est le plus faible du gouvernorat de Kasserine (54.7%), avec un rapport des taux d'alphabétisation femme/homme égal à 0,5, ce qui montre l'ampleur de la disparité dans cette délégation⁴.

L'agriculture est le secteur qui offre à la population ses principales sources de revenus ; il englobe également l'activité irrégulière et illégale de collecte d'alfa. L'alfa est une plante steppique, typiquement méditerranéenne très résistante à la sécheresse. Elle possède une amplitude écologique très large et participe dans l'édification de phytocénoses variées et à grandes envergures⁵. C'est la précarité qui pousse les habitants de Hassi El Ferid à s'orienter vers la surexploitation de l'alfa (défrichage, décapage pour l'affouragement, surpâturage, utilisation comme combustible, ...).⁶

4 Maurice CATIN & Mohamed HAZEM (2004), Région et Développement n° 35-2012, Les disparités de taux d'alphabétisation selon les genres dans les délégations tunisiennes : une approche par l'économie spatiale.

5 El Hamrouni A. 1992 : Végétation forestière et pré-forestière de la Tunisie: typologie et éléments pour la gestion

6 GIZ et Ministère de l'Agriculture, 2014. Etudes de la vulnérabilité de trois écosystèmes tunisiens face au changement climatique : Rapport de synthèse, Vulnérabilité de l'écosystème alfatier face au changement climatique

Mahdia

Le gouvernorat de Mahdia compte 18 municipalités et pas moins de 99 communes administratives, le territoire est composé de 70% de terres agricoles exclusivement rurales et abritant 55.2% de la population locale.

L'évolution de l'infrastructure à l'échelle du gouvernorat ne répond pas au besoin de la population rurale en matière de services, ce qui a induit un indicateur de développement régional de 0.15 qui reflète, pour une région touristique, une distribution des ressources disproportionnée entre la ville de Mahdia et ses communes. Les services et infrastructures de la région se centralisent à la ville de Mahdia, une des plus belles stations balnéaires et touristiques de la Tunisie, ce qui rend le gap de développement entre le centre du gouvernorat et ses communes très palpable et fortement ressenti par les habitants des zones rurales.

La question du transport est souvent soulevée avec les autorités publiques à Mahdia par les habitants des zones rurales et on parle même d'isolement géographique de certaines de ces communes. Cela impacte l'accès aux soins médicaux et même à l'éducation et surtout celle des filles : le taux d'analphabétisme à Mahdia est égal à 21.9% en 2014 et dépasse le taux national qui est de 18.8%. Ce taux touche plus particulièrement les filles avec 30% comparé à 13% chez les garçons. Il en est de même pour l'abandon scolaire précoce qui constitue un énorme fléau, conséquence des conditions socio-économiques difficiles que vit la population locale.

L'agriculture à Mahdia se compose essentiellement de culture d'oliviers (68% de la superficie agricole et 83% de la superficie réservée à l'arboriculture). L'aspect familial est prédominant dans les activités agricoles à Mahdia et il est de coutume de pratiquer l'élevage bovin (38% de la production agricole dont 15% Lait). La pêche est également un secteur agricole important à Mahdia mais ne concerne pas la femme et est exclusivement réservé aux hommes.

Le travail agricole est généralement saisonnier et étroitement lié à l'olivier. La rareté de l'eau et son taux élevé de salinité font que le périmètre irrigué se limite à moins de 15% des terres agricoles, ne permet donc pas de mener des cultures intensives et ne nécessite pas l'emploi de beaucoup de main d'œuvre.



La main-d'œuvre, essentiellement féminine, peine à trouver du travail régulier en agriculture à Mahdia et doivent pratiquer d'autres activités complémentaires.

Ces femmes travailleuses agricoles sont par contre très sollicitées dans des régions qui pratiquent les cultures sous-abris et intensives et se retrouvent donc obligées de subir les conditions pénibles de déplacement pour aller travailler dans d'autres gouvernorats comme Sfax, Kairouan ou Monastir.

Les difficultés de déplacement des femmes travailleuses dans l'agriculture sont liées à la non disponibilité de transport en commun dans les petites communes où les hommes se déplacent souvent en deux roues, ce qui n'est pas culturellement permis aux femmes dans les zones rurales de Mahdia. En effet, les louages et taxis sont rares à l'intérieur du gouvernorat et même pour des urgences, il faudrait les louer et commander par téléphone pour pouvoir se déplacer.

Zones d'intervention

MAHDIA VILLE : c'est une ville côtière du centre-est de la Tunisie, totalement urbanisée, la ville est entourée des oliveraies des communes voisines, elle compte 51833 habitants (Recensement démographique INS 2014). La ville est considérée comme une destination de tourisme balnéaire avec une capacité d'accueil de 10702 touristes. Le secteur offre des emplois saisonniers, loin de combler les demandes d'emploi c'est vers l'agriculture que se dirige la population pour y trouver de l'emploi et ceci est reflété dans un taux de chômage de 12.1%. La main d'œuvre agricole étant très demandée dans le périmètre irrigué avoisinant la ville (Bekalta, Teboulba au gouvernorat de Monastir), les femmes ont recours au travail saisonnier dans l'agriculture pour combler les périodes de basse-saison touristique.

KHMARA : c'est une commune rattachée à la municipalité de Chebba, elle est traversée par la route principale qui relie Mahdia et Ksour Essef à Chebba. Elle est fortement marquée par la migration clandestine de ces jeunes chaque année, fuyant la précarité et le manque d'opportunités d'emploi. La population de la commune s'est par conséquent féminisée et en attendant la régularisation de la situation de leurs migrants en Europe, les femmes vivent essentiellement des ressources agricoles locales qu'elles vendent au bord de l'autoroute.

MELLOULECHE : c'est une zone municipale de 6.704 habitants répartis entre les secteurs de Mellouleche Ville, El Aïtha, El Mansoura, Ben Hssine et Sidi Abdelaziz. La région est sujette d'un problème foncier qui bloque le développement local et la mise en place de projets agricoles et industriels. La principale activité de la population est l'agriculture, avec notamment l'exploitation des oliviers et les petites structures d'élevage bovin. A proximité des grands champs d'oliviers qui caractérisent la région, les femmes attendent chaque année la saison de la cueillette des olives pour générer des revenus familiaux,

que certaines investissent dans l'élevage bovin laitier qui rapporterait des revenus plus réguliers.



SIDI ALOUENE : Elle se situe à 18 kilomètres au sud-ouest de Mahdia, la zone municipale abrite 7.500 habitants et affiche un taux d'analphabétisme de 31% qui dépasse la moyenne nationale qui est de 25% avec un indicateur de développement de 0,265 et un niveau de commodité de la vie négatif à cause du manque de services et d'infrastructure. L'emplacement de la commune à l'écart des grandes agglomérations de la région, favorise le transport clandestin des ouvrières à travers les pistes agricoles et se caractérise par la disponibilité de la main d'œuvre agricole féminine.

Sfax

Sfax est le deuxième centre économique de la Tunisie. C'est une ville portuaire au sud-est du pays, elle est délimitée à l'est par la mer Méditerranée et borde le golfe de Gabès. La région de Sfax compte 272.801 habitants (INS 2014) pour une agglomération principale sur le Grand Sfax, d'environ 600.000 habitants sur 220 km².

Dans la région de Sfax, la pêche représente une importante ressource de revenus des habitants des zones côtières pour atteindre un niveau d'importance capital dans certaines localités. La région contribue avec 17.5% à la production de la pêche et de l'aquaculture en Tunisie. Ce qui différencie le secteur de la pêche à Sfax de celui de

Mahdia, c'est la présence affirmée des femmes dans tous les métiers de la pêche. En effet, à Sfax, il est de tradition qu'une bonne majorité de la population, hommes et femmes, dès leur jeune âge, apprennent à pêcher et la transmission du savoir-faire est assurée de père en fils et filles. Les femmes y pratiquent toutes les opérations de pêche autant que les hommes.

Les zones d'intervention

KERKENNAH : L'archipel de Kerkennah est situé sur les côtes de la Tunisie, au nord du golfe de Gabès, à environ 18 Km à l'est de la ville de Sfax. Le linéaire de côte a été défini à 174 Km dont 171,5 Km de linéaire stable (DGEQV, 2012). L'archipel est composé de deux îles principales l'île Charguia, la grande île et l'île Gharbi ou Mellita au sud-ouest de la première. En outre, Il renferme environ 12 îlots inhabités concentrés dans sa partie nord tels que Gremdi (207 ha), Roumadia (160 ha), Arkadia (5 ha), Sefnou (50 ha) et Charmandia (3,3 ha). Il est à signaler que ces derniers sont classés par l'APAL comme zones littorales sensibles (APAL, 2001).

L'île de Kerkennah abrite 15501 habitants, soit environ 1,6% de la population totale du Gouvernorat de Sfax (INS, 2014). Emprunter le ferry est le seul moyen de gagner l'archipel de Kerkennah, avec une traversée qui dure une heure de temps.

L'activité économique de Kerkennah se base essentiellement sur le secteur primaire caractérisé par une agriculture très ancienne, souvent à caractère familiale ou destinée à l'autoconsommation et surtout une activité de pêche qui constitue la base de l'économie autour de laquelle se structure la vie sur l'archipel. Les femmes travaillent différents métiers de la pêche marine traditionnelle y compris la pêche et la transformation des poulpes. En 2020, la 15ème session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine immatériel relevant de l'UNESCO a décidé d'inscrire, sur la liste représentative du patrimoine culturel de l'humanité, la pêche

à la charfiya aux îles Kerkennah. Un savoir-faire ancestral pratiqué par les femmes et hommes de la région.



GHRAIBA/ LES ÎLES KNEISS : Faisant partie intégrante du golfe de Gabès, rattachées administrativement à la délégation de Ghraiba, les îles Kneiss sont à 65 Km de la ville de Sfax et à une vingtaine de kilomètres du port de Skhira. L'ensemble du territoire de la Réserve Naturelle des Îles Kneiss couvre 5580 ha avec une zone vasière rayonnée par un ensemble d'oueds dont le plus important est l'Oued Eddam. L'Archipel Kneiss est constitué de 4 îlots dont le plus important est l'Île el Bessila qui couvrent environ 480 ha. A proximité d'El Bessila sur une ligne Nord - Sud se dresse Djazirat El Hadjar ou Ile Sidi Salah. Plus loin, émerge Djazirat El Laboua ou île du monastère ; et enfin celle la plus à l'ouest est l'île El Gharbia. Ces îles représentent la source de revenu de plusieurs pêcheurs femmes et hommes. La pêche des palourdes, considérée comme la plus pénible et la moins onéreuse, est quant à elle pratiquée exclusivement par les femmes au moment de la marée basse, principalement à proximité du Golfe de Gabès, principale région productrice de la palourde en Tunisie. La chaîne de valeur de la palourde en Tunisie se caractérise par une importante implication des femmes avec plus de 4000 femmes collectrices des palourdes au Sud de la Tunisie⁷.

Les femmes assurent cette activité environ

7 FAO Tunisie (2021), en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Journée de restitution des résultats du projet de la FAO "Permettre aux femmes de bénéficier de façon plus égale des chaînes de valeur agro-alimentaire dans la filière palourde".

six mois par an (d'octobre à mai). Le travail est épuisant, la femme est en effet constamment courbée du début à la fin des marées basses (de 7h du matin jusqu'à 15h) pour collecter une moyenne de 2 kg de palourdes.

Sidi Bouzid

La ville de Sidi Bouzid se trouve dans la zone nord-ouest de la Tunisie. Elle partage ses frontières avec six villes : Siliana par le nord, Kairouan par le nord-est, Sfax par l'Est, Kasserine par l'ouest, Gafsa par le sud-ouest et enfin Gabès par le sud-est. La ville a une superficie de 7405 km², soit 5% de la superficie totale du pays. En termes de population, Sidi Bouzid est considérée comme moyennement peuplée, avec un nombre d'habitants à 429912 selon le recensement de 2014 et mis à jour à 441.000 en 2016. (source INS ?)

L'économie de Sidi Bouzid est principalement basée sur le secteur agricole qui s'est beaucoup développé avec les cultures maraîchères qui ont participé à la diversification des productions locales, particulièrement les légumes, les arbres fruitiers et les produits laitiers. Le secteur agricole s'est d'autant plus développé grâce aux superficies agricoles, qui représentent 592,2 mille ha comprenant 466,1 mille ha de terres cultivables dont un périmètre irrigué s'élevant à 54,6 mille ha. Ces éléments en font le principal secteur générateur d'emplois avec un taux de 48,7% d'emplois agricoles pour une moyenne nationale de 17,6%.

Sidi Bouzid participe à hauteur de 25% à la production agricole nationale, paradoxalement, la région affiche un taux de pauvreté de 17,4%, un taux de chômage de 17,7%, qui augmente à 28,5% pour les femmes et un taux d'analphabétisme de 39,6% (INS 2014). En dépit de son rôle important dans le secteur agricole à Sidi Bouzid et des différents mécanismes mis en place par l'Etat pour protéger les droits socio-économiques des femmes, les travailleuses dans l'agriculture subissent des violations

de leurs droits au travail d'une manière fréquente, particulièrement lors des trajets parcourus dans les camions de la mort.



Les zones d'intervention

SOUK JDID : La délégation de Souk jedid est caractérisée par l'importance de la main d'œuvre féminine au niveau des exploitations agricoles. Connue aussi par la plupart des transporteurs clandestins qui conduisent les femmes chaque jour dans des camions surchargés pour travailler dans l'agriculture dans différentes exploitations du territoire de Sidi Bouzid.

REGUEB : c'est une délégation qui se situe à 37 kilomètres au sud-est de Sidi Bouzid. Il s'agit d'une zone à vocation principalement agricole puisque 90% des terres sont potentiellement exploitables. C'est pour cela que son économie est essentiellement axée sur l'agriculture comme les cultures maraîchères, l'arboriculture fruitière et l'olivier. L'essentiel de la production est destiné à l'exportation, ce type d'exploitation intensive fait massivement appel à une main d'œuvre agricole majoritairement féminine provenant de la ville de Sidi Bouzid et même des villes du voisinage comme Kasserine.

LES FILIÈRES AGRICOLES REPRÉSENTÉES

Comme on le verra dans les chapitres suivants, les travailleuses sont employées dans plusieurs filières ; certaines d'entre elles travaillent dans plusieurs filières dans leur propre région - en raison de la saisonnalité - et d'autres dans plusieurs régions, ce qui

est uniquement dû à la nécessité de travailler. On trouve ainsi que 78,02% des travailleuses sur l'échantillon ont déclaré travailler dans deux chaînes de valeur ou plus. Pour les produits et les filières, chaque région ayant ses propres spécificités.

Chaines et filières		
Gouvernorat	deux chaines ou plus	
Jendouba	18	25,35%
Kasserine	14	19,72%
Mahdia	17	23,94%
Sidi Bouzid	14	19,72%
Sfax	8	11,27%
Total des régions	71	100%
% par rapport à 87 réponses	81,61%	
% de l'échantillon	78,02%	

3. LA RECHERCHE-ACTION - MÉTHODOLOGIE

3.1 La méthodologie et l'approche⁸

La recherche-action est un outil de méthodologie sociale qui permet aux sujets "objet de l'enquête" d'être les protagonistes du processus de recherche. La recherche-action met en valeur l'échange réciproque de connaissances et de compétences - entre les sujets étudiés et entre les chercheuses et ces mêmes sujets - en alimentant un processus cognitif, premier vecteur de changement dans les actions sociales. Cette méthode de recherche, de type qualitatif, ne se limite pas à l'étude du phénomène en soi, mais vise l'engagement des personnes dans des processus de transformation et d'autonomisation. Pour cela, il est nécessaire de tracer des parcours qui impliquent activement les personnes dans la recherche-action.

Chaque recherche-action, au-delà de la structure méthodologique, a ses propres caractéristiques parce qu'elle part du contexte dans lequel on agit, de la réalité des personnes impliquées, de leurs Intentions et de leur disponibilité à se mettre en jeu dans le processus cognitif et transformatif qui conduit à l'action sociale dont les bénéficiaires seront les principaux acteurs. Des actions qui n'impliquent pas directement le public cible dans des processus participatifs, alimentent la culture de la délégation et de l'assistantat en ne produisant pas de réels changements, ni le gain de l'autonomie qui permet des parcours émancipateurs. Donc, l'accueil des questions et la construction des réponses doivent impliquer nos femmes, sujets de la recherche dans des processus actifs pour pouvoir passer d'une logique purement protectrice à des actions transformatrices.

.....
⁸ Guide à la méthodologie de la Recherche-action - Susi Monzali 2020

Approche adoptée par la Recherche-Action du projet FAIRE et pour la formation et le suivi de l'équipe.

Point de vue de genre

On parle souvent d'approche de genre dans la définition de l'approche de projet, mais qu'est-ce qu'on entend par genre ? Cette notion a été déclinée et décortiquée pour individuer et comprendre les questions à prendre en compte pour définir et partager notre vision du concept de genre, construire un langage commun et adopter une lecture intersectionnelle.

Il faut faire de l'espace pour que les différences et les visions subjectives puissent apparaître et il faut les mettre en dialogue entre elles pour faire émerger cet univers qui constitue la vision collective. A première vue, il peut sembler que le dialogue autour des différences est difficile à tenir entre les différentes parties, mais c'est ça qui nous rend la juste mesure de la vision de la complexité.

La compétence qu'il faut savoir mettre en œuvre, lorsque les chercheuses accompagnent ces processus, est la facilitation du dialogue entre ces différences pour dévoiler la complexité du "regard" de cette collectivité de femmes sur son propre rôle, sur la société, sur le projet, sur leur territoire. Faire émerger les spécificités et les faire dialoguer, signifie faire émerger des demandes et des besoins, des criticités, des obstacles et des points de force, des femmes ressources et des lieux ressources, en activant la conscience et les instruments nécessaires aux processus transformatifs qui peuvent réaliser les objectifs identifiés. Cela nous donne la dimension de la complexité.

Processus d'empowerment

Le processus d'empowerment met en cause les compétences actives de la personne, en la rendant capable d'exercer un contrôle réaliste sur les événements et les situations dans

lesquelles elle est impliquée, de faire face aux changements qui se produisent et de produire elle-même des conditions de changement.

La complexité des processus de transformation sociale - que la recherche-Action veut et peut déclencher - implique simultanément plusieurs niveaux : individuel, familial, collectif, communautaire, public des sujets impliqués. Donc les processus d'empowerment doivent traverser ces niveaux en activant les femmes dans leurs dimensions individuelles et familiales, collectives du groupe de femmes dans leur communauté, sociale dans l'espace public.

Formation et Suivi

Le choix a été fait de faire appel à des femmes chercheuses, non professionnelles dans le domaine de la recherche ni de la sociologie, dans le but de renforcer les compétences de personnes actives dans la société civile des différentes régions. La priorité a été donnée à l'ancrage territorial, à la sensibilité genre et à une proximité des femmes ouvrières agricoles. Afin de pouvoir travailler avec l'approche méthodologique adoptée, l'équipe a nécessité une formation et un accompagnement tout au long du parcours de la Recherche-Action.

Cette approche méthodologique utilisée dans la formation et donc dans la recherche-action, se caractérise par l'expérimentation sur le terrain et l'apprentissage par la pratique.

On a utilisé une méthodologie qui, en intégrant différentes compétences, sensibilités, points d'observation, alimente le savoir-faire de l'équipe et des femmes impliquées, garantit l'attention à la complexité et transforme l'équipe et le groupe ressources en une "chercheuse collective".

Comment implémenter la qualité du travail de l'équipe de recherche-action

Afin de faciliter les processus de changement des "bénéficiaires", il est fondamental de ne pas identifier la personne à son propre malaise,

ou difficulté, ou manque de compétences, ou fragilité sociale. Il est nécessaire de voir et de restituer aux femmes leurs potentialités et celles du contexte, de faire émerger des voies viables pour renforcer leurs capacités et accéder aux opportunités. Un processus participatif, avec ces caractéristiques, génère du capital social et favorise aussi une pratique sociale qui peut innover dans les stratégies de participation. Il est indispensable de reconnaître les différences ainsi que les différents besoins, en accompagnant les personnes à apprendre à négocier au sein d'un groupe mais aussi avec l'extérieur, pour pouvoir modifier la situation de départ.

Il est méthodologiquement erroné et contre-productif de pré-organiser un parcours et de prévoir des actions de manière rigide, sans prendre en considération le fait que nous sommes face à des situations réelles et parfois complexes dont les variables peuvent s'avérer multiples. Il est donc nécessaire d'adopter une approche ouverte et flexible pour traiter ce genre de problématiques mais aussi de maintenir cette même posture face aux éventuelles solutions qui peuvent émerger. C'est pour cette raison que la méthode d'intervention n'est pas prédéfinie, mais elle émerge des acteurs même de la recherche-action, donc conçue sur mesure. Pour pouvoir garder le cap tout en supposant l'incertitude du cheminement par rapport à la méthodologie adoptée, il faut lâcher prise sur ce besoin de certitude en adoptant un mindset d'apprenti, et surtout compléter chaque étape avec un rapport dont les résultats sont communicables et compréhensibles.

Intégrer les différentes compétences, les différentes sensibilités et aussi les différents points d'observations, doit rester constamment en veille pour maintenir l'attention à la complexité et générer une vision d'ensemble pour pouvoir adapter les actions aux besoins qui peuvent émerger. Tout projet, tout chemin, tout processus, créé par des personnes, est susceptible de changer si ces personnes changent. C'est pour ces raisons qu'il est inefficace et contre-

productif pour les membres d'une équipe de rester ancrés dans leurs propres croyances ou de rester accrochés à un schéma préétabli. Il est capital de savoir comment analyser les changements et savoir quand et comment intervenir et changer le cours des choses.

La chercheuse est aussi une observatrice participante : son approche empathique, son absence de jugement et sa capacité de se libérer des stéréotypes, vont lui garantir une participation active dans le processus et permettent aux femmes de comprendre et dépasser les préjugés et les stéréotypes qu'elles intériorisent à leur tour.

3.2 L'échantillon

Contrairement à une recherche classique et quantitative, la recherche-action - étant une recherche qualitative basée sur une approche participative - ne nécessite pas un échantillon construit sur une base représentative à partir de catégories prédéterminées. Le but de connaître et de transformer la réalité sur laquelle la recherche enquête à partir des protagonistes et l'approche d'empowerment adoptée, prévoient que l'échantillon soit construit en suivant un processus d'implication graduelle des personnes objet et sujet de l'enquête, dans ce cas, les femmes qui travaillent dans l'agriculture, la collecte des palourdes et la pêche.

L'échantillon de la recherche-action du projet FAIRE a été identifié selon ce schéma :

1. Chaque équipe territoriale a identifié des travailleuses dans les secteurs concernés, connues par le biais d'autres projets ou activités, et habitant les zones cibles.
2. Un premier noyau de départ s'est constitué dans chaque région, composé par des femmes informées sur la recherche-action et intéressées à y participer ; une interview individuelle en profondeur a été faite avec chacune de ces femmes ;

3. Chaque femme a désigné une autre femme à interviewer, active et potentiellement intéressée à participer. Cela a créé une chaîne jusqu'à atteindre le nombre de femmes qui constitue l'échantillon de recherche (une vingtaine dans chaque région).

Au sein de cet échantillon ont été identifiées des femmes qui, par leur conscience des problèmes, leur détermination, leurs activités, leur capacité à fédérer et mobiliser collectivement, sont une ressource pour la collectivité et donc aussi pour le processus participatif de la recherche-action et du projet FAIRE. Ces femmes seront appelées Femmes Ressources (entre 2 et 5 dans chaque territoire).

3.3 Les outils

Le projet FAIRE a adopté la recherche-action comme outil d'enquête sur la réalité des femmes travailleuses dans l'agriculture et la pêche. Chaque recherche-action, au-delà de la structure méthodologique, a ses propres caractéristiques qui résultent du contexte, de la réalité des personnes impliquées, de leurs intentions et de leur disponibilité à se mettre en jeu dans le processus transformatif qui conduit à l'action sociale. Dans la Recherche-Action du projet Faire, caractérisée par le processus participatif, même les outils sont créés ad hoc en impliquant toute l'équipe.

Le processus d'élaboration de chaque outil de la recherche-action du projet FAIRE départ d'une première conception proposée par notre experte Susi Monzali et ensuite alimenté et développé par l'équipe en suivant les indications données pendant l'accompagnement continu de l'experte.

La particularité très importante dans le processus d'élaboration des outils de cette recherche-action est la modularité de ces outils. Tout outil utilisé est passé par trois étapes : première conception, développement et alimentation et vérification finale. La modularité a une double fonction : d'une part

elle permet d'avoir des outils à géométrie variable qui s'implantent dans les fonctions selon les différentes phases (recherche, systématisation) et d'autre part elle permet à une équipe de non professionnels de la R.A., d'apprendre les techniques, de créer les outils et de réussir à les utiliser, au fur et à mesure que le niveau de complexité augmente.

La modularité, par ailleurs, alimente une compétence fondamentale dans la recherche action qu'est la capacité de se tenir dans le changement, surtout dans les processus avec les actrices de la R.A. Il s'agit des changements du point d'observation qui produisent des perspectives différentes et nécessitent des changements d'approche de la part de l'équipe. Cela a été expérimenté aussi avec les outils, chacun d'eux a fait émerger des perspectives et des visions différentes. L'enchaînement d'outils mis en place a caractérisé chaque phase par son outil bien approprié.

Outil focus - indicateurs – dimensions

Le premier outil dans la R.A. était le tableau ou on a identifié les focus, ou thèmes tournant autour de la vie sociale de la femme travailleuse dans l'agriculture et la pêche, en fonction des différentes dimensions (individuelle, familiale, collective, communautaire et publique) qui marquent les interactions de chaque femme avec son environnement complexe. À partir du tableau focus, les questions qui ont constitué la piste d'entretien ont été déclinées, et ce à travers un travail articulé et ponctuel, alimenté par l'échange réciproque au sein de l'équipe pour trouver la meilleure manière de ramifier les focus en indicateurs et en questions touchant tous les obstacles et les potentialités, les points de force et les fragilités des femmes et du territoire.

Il s'agit de décortiquer chaque focus séparément en déclinant le plus possible ses indicateurs et avoir ensuite un schéma de déclinaison des réponses en fonction du focus.

Entretien en profondeur (voir annexe 1)

La grille des questions des entretiens a été élaborée grâce à l'outil tableau focus-indicateur-dimension et à cette étape il s'agit de concevoir comment se déroule l'entretien en profondeur, l'un des outils clés de la recherche-action. L'entretien en profondeur est une interview de questions ouvertes qui, de par leur même nature, peuvent amener le fil de la pensée de la personne interviewée sur un tout autre sujet que celui de départ, avec le risque de détourner le cheminement de l'interview, mais aussi de l'enrichir d'éléments qui n'avaient pas été pris en compte dans la conception de la trame d'entretien. C'est pourquoi les chercheuses n'ont pas été obligées de suivre la séquence (ordonnée et logique) des questions, mais toutes les interviews ont été réalisées avec deux chercheuses : l'une dialoguant avec la femme interrogée et l'autre surveillant la grille des questions pour ne pas perdre les informations nécessaires.

Les entretiens représentent donc l'outil de base permettant de toucher la réalité des femmes. Il s'agit de poser les questions déjà préparées tout en approfondissant l'échange et tout en gardant la posture d'observateur en écoute active et concentrée sur la personne interviewée.

Une vérification de la cohérence et de la durée des questions était essentielle à travers un entretien test à l'intérieur de l'équipe et deux entretiens test pour chaque région.

Les entretiens sont des rencontres entre la femme cible et deux chercheuses de l'équipe, dans des conditions de confort et d'aisance favorisant l'ouverture et la concentration. Chaque interview est enregistrée par un dictaphone et transcrite par la suite soit en dialecte tunisien soit en langue française pour passer par la suite à la systématisation des données à travers des fiches de synthèse.

Outil de Systématisation (voir annexe 2)

Fiche de synthèse des entretiens

La fiche de synthèse est le premier outil de récolte de données à partir des entretiens en fonction des focus et des indicateurs ressortis au début du parcours RA. Il s'agit de classer les réponses de la personne interrogée d'une façon à avoir pour chaque focus et chaque indicateur les informations collectées correspondantes.

On a commencé la systématisation par le classement des réponses de la femme, qui recèlent elles-mêmes des données qualitatives et quantitatives, dans la fiche de synthèse qui est un schéma simplifié des focus déjà décortiqués en indicateurs. Il faut bien identifier l'indicateur auquel appartient chaque phrase surtout que parfois une seule phrase doit être divisée ou insérée sur deux indicateurs. Chaque entretien doit donc être systématisé dans la fiche à partir de la transcription.

L'outil de systématisation est utilisé comme un schéma de référence des informations recueillies selon les indicateurs appartenant à ces focus. Il s'agit d'un passage d'évolution de l'outil fiche de synthèse des entretiens et du tableau focus-indicateur, vers une systématisation globale et ciblée.

C'était aussi le moyen d'appui pour toute l'équipe permettant de bien insérer les informations des entretiens dans un cadre de synthèse. Cet outil a servi aussi à repérer, à tout moment, les réponses par rapport au focus, dans la phase de lecture et systématisation des données et dans l'élaboration du rapport de la recherche-action.

L'outil de systématisation des fiches de synthèse et des outils indicateurs et focus ont été la base sur laquelle on a développé les tableaux de données territoriaux, pour avoir une vision plus spécifique, et au niveau des 5 régions, pour avoir une vision globale. De même, des outils de systématisation des données quantitatives ont été mis au point.



Focus Group

Les focus groupes, dans la recherche-action, sont un outil qui remplit plusieurs fonctions : le passage de la dimension individuelle de l'entretien vers un dialogue avec "les autres", afin d'alimenter une dimension collective des problèmes et des solutions; un moment d'approfondissement qui permet de restituer la dimension de la complexité, qui souvent se perd dans la vision individuelle. Ce passage d'une dimension à une autre facilite aussi l'activation des processus d'empowerment qui permettent le protagonisme des femmes "objet de la recherche" et de passer de la phase recherche à celle de l'action, en trouvant des pistes de solution aux problèmes et surmonter des obstacles.



Il s'agit d'un espace d'échange autour de différentes thématiques ressorties lors des entretiens et qui sont restées non approfondies.

Le focus group est un outil qui, à partir d'une thématique, met en articulation les connaissances et les compétences, ce qui fait que les femmes ne se sentent pas seules face au problème qui est souvent perçu comme "personnel". Le groupe devient ainsi vecteur de changement.⁹

Donc ces focus Group ont comme objectifs principaux :

- L'activation des "femmes ressources", qui sont les agents promoteurs de la participation active des femmes pour rendre les processus de changement nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail réels et durables ;
- Renforcer la dynamique du groupe et les relations entre les femmes à travers l'échange d'expérience et la gestion des conflits ;

.....
 9 Guide à la méthodologie de la Recherche-action - Susi Monzali 2020

- Approfondir des thématiques desservies dans les entretiens pour identifier clairement les obstacles et les perspectives de solutions au niveau du territoire.

La méthode de facilitation des focus group a été conçue de façon à favoriser le partage d'expérience entre les participantes et la construction d'une réflexion collective sur des solutions aux problématiques liées aux conditions de travail et de vie des travailleuses de l'agriculture et de la pêche.

La méthode se base sur les interactions entre les membres du groupe autour des questions soulevées par les facilitatrices. Le nombre de participantes est restreint, afin de donner à chacune le temps d'intervenir et d'interagir avec les autres et de favoriser une diversité de perceptions et des sujets à discuter.

Cartographie sociale

Les cartes conceptuelles, arbres, cartes sociales géo localisées, etc. sont des outils qui se sont révélés très utiles dans toute recherche-action. Les cartes représentent un schéma riche et surtout immédiat à comprendre, qui affiche la lecture du contexte, des besoins et des conditions des personnes objet/sujet de la recherche ainsi que leurs potentiels, leurs forces et leurs faiblesses, les ressources du contexte, leur accessibilité, etc.

Les cartes sont un outil simple qui aide à visualiser les processus et peuvent être utilisées même par les femmes sans avoir à connaître des techniques spécifiques et même sans avoir à savoir lire et écrire.

Ils dessinent la cartographie du contexte de point de vue du genre, du processus et de ses étapes. De cette manière, une géographie procédurale de la recherche-action est également tracée.¹⁰



10 Guide à la méthodologie de la Recherche-action - Susi Monzali 2020

4. L'EXPÉRIENCE

4.1 Pratiques de la recherche-action du projet FAIRE

Le projet FAIRE d'une façon générale et la recherche action spécifiquement se basent sur des ressources humaines qui vont être le catalyseur des territoires pour arriver aux objectifs attendus. Pour cette raison, la composition de l'équipe a été faite avec beaucoup de soin, afin d'avoir une équipe homogène, avec un ancrage territorial important, consciente de la situation des femmes travailleuses en agriculture, motivée à s'engager dans un parcours avec ces femmes, afin de faire émerger les problématiques à travers des outils et des processus participatifs de recherche-action et de travail social.

La formation s'est déroulée de façon continue, tout au long de l'année consacrée à la recherche-action, à travers des sessions de formation et d'accompagnement en ligne à cause de la pandémie, bien que la première session de formation s'est déroulée en présentiel, sous forme résidentielle, pendant 10 jours.

Les cinq équipes territoriales ont été bien mises dans le cadre du projet et étaient prêtes à entrer un cycle de formation pour alimenter leurs capacités et acquérir des outils spécifiques pour la recherche-action.



Le projet FAIRE, est un projet où le genre est bien clair dans tous ses détails et pour cela les premières journées de formation se sont déroulées sur la clarification et définition partagée des concepts de base qui définissent le genre, la vision de genre et l'approche à adopter dans la recherche-action.

En plus, on a décrit la vision intersectorielle qui met en valeur les différences dans leurs détails dans les dimensions individuelles, culturelles, sociales, des genres, etc. Il faut faire de l'espace pour que les différences et les visions subjectives puissent apparaître et il faut les mettre en dialogue entre elles pour faire émerger les éléments qui vont constituer une vision commune du point de vu de genre, et un langage commun pour la communiquer.

La formation en présentiel était un espace d'échanges, d'apprentissages, de réflexions et d'expérimentations. Cela a été bien clair durant les restitutions.

La restitution c'est le premier outil que l'équipe a utilisé dès la première formation et qui consiste non pas à rendre compte du travail accompli, mais à restituer au groupe, à mettre en commun, à la fin de la session de formation ou de travail : comment chacun/e s'est senti pendant le travail ? Qu'est-ce qu'il a appris ? Ce qu'il a trouvé le plus intéressant ? Les difficultés rencontrées, ? Comment il s'est trouvé dans la dynamique du groupe ?

Ces questions amènent à une lecture interne d'apprentissage et ressenti de l'équipe, ainsi que ça facilite l'auto évaluation en matière d'observation interne et externe (soi-même et le groupe). Cet outil est valorisant pour l'équipe, lui permettant de penser d'une

façon logique et structurée, d'organiser ses pensées et de bien discuter ses sentiments, les difficultés, le degré d'intégration dans le groupe et permettre ainsi à chaque étape de revoir les données qui sont acquises. C'est un outil de suivi adopté par l'experte et même par l'équipe elle-même pour l'auto-évaluation.

La situation sanitaire mondiale, a été un obstacle devant la continuation de formation en présentielle ce qui nous a obligé à faire des sessions de travail et formation en ligne pour l'élaboration collective des outils de la recherche-action.

Les premières sessions de travail en ligne se sont concentrées sur l'identification des thèmes sur lesquels reposer la recherche-action sur les travailleuses dans l'agriculture et la collecte de palourdes. À travers un travail intense et de grand échange, nous avons identifié des questions nodales dans la vie de ces femmes : liberté, autonomie, accès aux services, ressources, droits, et violence. On a défini 5 focus et on a commencé leur déclinaison en indicateurs et dimensions pour chaque focus. Cela a nécessité d'une part, un travail d'approfondissement de la part de l'équipe sur le quotidien de la vie des femmes, pour comprendre quels aspects investiguer, et d'autre part, une formation technique avec l'experte, pour comprendre les concepts de focus, indicateurs, items, dans une recherche et d'apprendre les techniques pour les utiliser correctement dans la construction des outils et la lecture des données.

Une fois les focus et les indicateurs choisis, le temps était favorable pour travailler sur **la trace d'entretien** - qui va être la piste pour les interviews individuelles en profondeur avec les femmes travailleuses – ou les indicateurs et les focus déclinés doivent être traduits en questions à poser aux femmes. Cet outil, dans une étape suivante, sera implémenté et deviendra la base de données à analyser lors de la systématisation.

Pour valider la trace d'entretien, nous avons procédé à des tests : un entretien test a eu lieu entre la coordinatrice et la chercheuse

de Sidi Bouzid, avec l'observation sans intervention du reste de l'équipe. Ce test a été une expérience utile pour expérimenter la trace mais aussi pour voir comment se déroule l'entretien, le temps nécessaire à sa conduite, la manière de communiquer. Après le premier test "à blanc", l'équipe a eu un moment de réflexion pour faire sortir les points faibles et forts, ce qui est à adopter et ce qui est à modifier. Faire le test a été donc un bon archétype pour l'équipe de voir la trace pratiquée et avoir l'occasion de corriger avant d'entamer le travail de terrain, là où faire des erreurs pourra être préjudiciable ou avoir des entretiens faibles en termes d'informations.

Parallèlement à ce travail de préparation des entretiens, le processus d'identification des femmes à interviewer et d'identification des femmes que nous appelons **Femmes Ressources** a été lancé.



L'identification des femmes à interviewer a commencé par contacter des femmes proches des associations locales partenaires du projet, des femmes actives dans leur territoire qui sont devenues notre point de relais avec les femmes cibles de la recherche action. Ces femmes sont originaires de plusieurs délégations des régions impliquées, travailleuses dans l'agriculture et la pêche, actives dans leur communauté, autonomes, motivées et intéressées pour faire l'entretien et participer à la R.A. Elles sont des ressources pour elles-mêmes, pour les autres femmes, pour la recherche-action et c'est pour cela que nous les appelons Femmes Ressources.

Les femmes ressources représentent donc une base fondamentale dans le processus de la RA, elles représentent le moteur de dynamisation des femmes travailleuses dans le domaine de l'agriculture dans ces territoires, elles sont le noyau de tout avancement, des entretiens et des focus groupes.

Imen, de Sidi Alouane, Mahdia, 35 ans, mariée et mère de 4 enfants. Imen travaille dans la cueillette d'olives et dans la culture sous serre. Elle est très serviable et active, elle s'est impliquée avec enthousiasme dans le projet. De plus, elle est une femme très courageuse et de forte personnalité qui essaie toujours d'élargir ses ambitions, de changer de qualité de vie et se développer.

Nesrine, de El Ayoun, Kasserine, 26 ans, mariée et mère de 2 enfants. Nesrine travaille en agriculture. Elle est une jeune femme motivée. C'est la première fois qu'elle échange avec une association sur sa situation surtout qu'elle se sent incomprise de la part de sa famille et son entourage. Elle dit qu'elle a trouvé la force et l'appui de notre part quand on s'est approfondi avec elle au sujet de la violence exercée par son mari et sur ce qu'elle souhaite concrétiser dans sa vie. On a découvert une femme forte cachée derrière la femme victime des conditions économiques et sociales.

Samia, de Fernana, Jendouba, 43 ans, mariée et mère d'une seule fille et travaille dans l'agriculture. Samia est une femme avec un caractère fort, qui a la capacité de parler de sa tristesse et de l'injustice qu'elle vit tout en gardant le sourire. L'entretien avec elle était très dur en termes de sentiments et ressentis, elle a fourni beaucoup d'informations sans aucune hésitation ni méfiance, comme si elle attendait ce moment pour raconter son histoire. Quand elle parle, elle s'exprime par "nous" dans le sens où elle appartient à un groupe qui vit et partage les mêmes problèmes et souffrances, et parfois elle privilégie ses collègues "ma situation est misérable mais s'il y'a des solutions je préfère que ma collègue en profite avant moi, moi j'ai un peu d'énergie pour en supporter

plus". Elle a pensé à faire un projet en faveur de la commune, un jardin d'enfant dans son quartier où les enfants en bas âge n'ont aucun endroit où ils peuvent aller apprendre et se divertir.

Rabiaa, de Ghraiba, Sfax, 64 ans, mariée et mère de 3 garçons. Elle travaille dans la collecte de palourdes depuis 30 ans. Une femme motivée et énergique, aimable, responsable, positive et disponible à tout moment. Elle a des relations importantes avec les femmes dans le secteur de la pêche à pied.

Basma, de Souk Jedid, Sidi Bouzid, 35 ans, veuve, mère de 5 enfants et elle travaille dans l'agriculture. Elle possède une personnalité fière qui n'accepte pas d'être soumise et elle est aussi une personne très solidaire avec les autres, qui a la confiance de tout son entourage. Elle a évoqué sa volonté de constituer un syndicat des travailleuses agricoles. Quelques jours après l'entretien, elle nous a appelé pour manifester son intérêt de faire un acte de manifestation en fédérant toutes les ouvrières agricoles dans sa région pour changer leurs conditions de travail. Elle a exprimé qu'après notre rencontre et la découverte du projet, s'est réveillé en elle un besoin de changer sa situation et celle des femmes de sa région.

Les femmes ressources vivent dans des zones des régions où se développe la recherche-action. Les équipes du projet ayant fait le choix de ne pas effectuer la recherche sur toute la région mais de se focaliser sur des délégations à forte densité de main d'oeuvre agricole :

Kasserine à El Ayoun, une délégation située à 40km du centre du gouvernorat, connue pour être parmi les zones les plus pauvres et marginalisées et par une forte main d'oeuvre de femmes travailleuses agricoles. Cette dernière caractéristique est partagée par la deuxième zone d'intervention qui est Hassi el Ferid. En plus de l'agriculture, les femmes collectent de l'alfa comme activité complémentaire.

Mahdia à Sidi Alouane, une délégation située à 18 kilomètres au sud-ouest de Mahdia ville. Sidi Alouane présente un taux d'analphabétisme de 31%, un chiffre qui dépasse le taux national, et se caractérise surtout par le transport clandestin des travailleuses agricoles. Melloulech, notre deuxième zone d'intervention, est une délégation dont la principale activité économique est l'agriculture, notamment l'oléiculture (olives du Sahel).

Jendouba, nous intervenons dans trois délégations : -Jendouba nord, qui est caractérisée par une forte immigration des familles des zones rurales pour faciliter l'accès à l'éducation à leurs enfants et cette même raison les poussent à travailler dans l'agriculture pour pouvoir mieux subvenir à leurs besoins; - Boussalem, une région agricole bien connue par sa forte demande de main d'œuvre qui est presque intégralement constituée de femmes qui viennent de toutes les délégations du gouvernorat; - Fernana, une zone rurale et qui est connue par des centaines de femmes qui sortent chaque jour pour aller travailler dans les champs, est aussi connue par un taux élevé d'analphabétisme.

Sidi Bouzid, à Souk Jedid, une délégation caractérisée aussi par l'importance de la main-d'œuvre féminine qui travaille dans l'agriculture dans des conditions défavorables. Les femmes sont même obligées de se déplacer vers le gouvernorat de Sfax pour travailler. Et la région de Regueb, une autre zone à vocation agricole où les cultures maraîchères, les fruits et l'olive constituent les principales activités de cette zone et dont la main-d'œuvre est principalement les femmes.



Sfax, deux délégations, Kerkennah et Ghraiba, toutes les deux caractérisées par la pêche à pied. À Kerkennah la femme est souvent collectrice de palourdes et travaille aussi dans la préparation des outils de pêche. La seconde zone comprend aussi les îles Kneiss qui font partie intégrante du golfe de Gabès et l'ensemble du territoire de la Réserve Naturelle. Ces îles représentent la source de revenu de plusieurs pêcheurs Hommes et Femmes.

Dès le début de la R.A, L'équipe a été consciente du rôle capital des femmes ressources pour avoir un parcours réussi. La relation qui les lie est une relation d'échange, de femmes à femmes, basée sur la confiance, avec aussi l'objectif de former un groupe ou un réseau de femmes ressources avec lesquelles nous pouvons, ensemble, affronter les problèmes et chercher des pistes de solutions.

C'est dans cette perspective que les **focus groupes** ont été organisés : pour enrichir la recherche action, pour faciliter la connaissance et l'échange entre les bénéficiaires elles-mêmes, et entre elles et l'équipe, et pour approfondir certains thèmes prioritaires issus des témoignages collectés.



Le contact avec les femmes ressources a toujours été maintenu, même en marge des activités du projet. Ceci a été très bénéfique surtout pendant les différentes périodes de confinement. Les femmes, par elles même, ont aussi pris l'initiative de contacter les équipes régionales, signe qu'une relation s'est construite et a été maintenue.



Au cours des **entretiens** plusieurs femmes ont montré leur motivation et leur joie pour le fait d'avoir l'occasion de s'exprimer et de faire parvenir leurs voix ; des femmes ont pleuré et beaucoup parlé en racontant leurs conditions de vie.

"Je ne trouve pas de temps pour moi, même pour me reposer cinq minutes, je suis tellement fatiguée"

Ftima, 56 ans - Hassi el Ferid, Kasserine

"Les hommes travaillent une demie heure puis prennent une pause pour fumer et boire du thé pendant que, nous, les femmes, continuons à travailler sans relâche du matin jusqu'à la fin de journée"

Imen, 35 ans - Sakiet El Khadem, Mahdia

"La femme qui travaille en agriculture n'a aucun droit"

Mahbouba, 56 ans - Souk Jedid, Sidi Bou Zid

"Nous quittons nos maisons à 3h00 du matin et nous rentrons à 17h épuisées"

Hadhba, 26 ans - El Ayoun, Kasserine

"Je passe la nuit à la mer et je ne rentre que le matin"

Fathia, 46 ans - Kerkennah, Sfax

"Nous sommes plus de 25 femmes dans un camion. Nous sommes contraintes de nous asseoir les unes sur les autres"

Saida, 43 ans - Fernana, Jendouba

Entre les conditions de travail, transport et vie d'une façon générale les femmes témoignent d'une vie dure ce qui a sans

doute laissé un impact sur l'équipe du projet qui a fait les interviews. Des sentiments de tristesse, des moments de perturbations, des actes de solidarité et de partage, des moments de pleurs et de sourires ont été vécu lors de ses échanges. Bien que ce travail n'a pas été facile pour l'équipe en termes de ressentis vis -à vis des témoignages, il a aussi été une source de motivation pour donner les efforts/de l'énergie/volonté pour changer ces conditions de vie.



91 témoignages ont été recueillis, un peu moins de 20 par région. Les interviews ont été enregistrées, après l'autorisation des femmes rencontrées, et chaque témoignage a été transcrit sur une fiche entretien. Cette étape a pris plus de temps prévu dans le calendrier et, vu que les interviews ont été faites en dialecte tunisien et que tous les documents et outils de recherche-action sont traités en français, des séances de travail avec l'experte ont été nécessaires pour définir des critères et une grille pour la systématisation des réponses et des récits des femmes interrogées. Un autre outil de notre recherche-action, que nous avons appelé fiches de synthèses des entretiens a été conçu.

La méthode d'archivage par drive des outils et des tableaux de suivi ainsi que d'autres documents ont représenté une source de vérification et guidage pour l'équipe en cas de besoin.

Tout au long des entretiens et des transcriptions, l'équipe a vécu des moments de réussite et aussi des difficultés et cela ne peut que renforcer les capacités et les compétences de ses membres. Un processus de vérification des conditions de déroulement des entretiens à travers l'écoute des enregistrements, et la relecture des transcriptions et la validation de la qualité du contenu recueilli lors des entretiens des cinq gouvernorats, a été mis en place. Ce travail méthodologique a eu pour but d'activer des processus d'analyse de la qualité des entretiens, d'identification des points forts et des faiblesses de la gestion des entretiens, d'auto-évaluation pour mieux comprendre les techniques indiquées par l'experte et identifier des situations de terrain, des éléments et des comportements qui peuvent affecter la qualité des entretiens. En réécoutant les enregistrements des entretiens on a constaté que les conditions dans lesquelles certaines interviews se sont déroulées n'étaient pas favorables et adaptées à une collecte fiable de témoignages et ont affecté la pleine réussite de l'entretien. Il s'agit principalement de conditions de manque d'intimité, de nuisances sonores ou de sollicitations familiales de la femme interviewée.

La fiche de synthèse des entretiens est un outil qui synthétise les données et les informations récupérées des transcriptions. La maîtrise de cet outil a nécessité un accompagnement et une formation spécifiques.

Comme tous les outils développés spécialement pour cette recherche-action, les fiches de synthèse sont conçues sous forme modulaire en commençant par une fiche de synthèse d'entretien jusqu'à obtenir une fiche de synthèse globale pour chaque région.

Après la finalisation des fiches, toujours en suivant la méthode de construction modulaire des outils, on est passée à une autre étape

de systématisation : les tableaux focus territoriaux. Pour entamer la systématisation des données, à travers la construction partagée de tous les outils, d'autres sessions de formation et de travail en ligne avec toute l'équipe ont eu lieu sur l'utilisation des instruments et un suivi continu pour la vérification de l'exactitude des données et de leur systématisation a été fait par l'experte. Cette partie étant très technique, elle a été traitée dans le chapitre consacré aux outils de la R.A.

Pour commencer à activer une dimension collective, nous sommes passés des entretiens individuels au focus groupe comme un outil collectif de collecte des informations qui regroupe les femmes ressources, femmes interviewées, d'autres femmes, selon les choix territoriaux.

Les focus groupes ont été des rencontres de dialogue et d'échange autour des thématiques sorties au cours des entretiens. Les focus groupes ont été facilités par les équipes territoriales qui, bien que partageant une même base méthodologique, ont chacune donné leur empreinte en adoptant des techniques de facilitation différentes. Les objectifs étaient aussi spécifiques à chaque territoire, ils sont mis en place par chaque équipe et ont défini des propositions de focus groupes complémentaires et cohérentes avec la méthodologie et utiles aux approfondissements selon les priorités qui ont émergé des interviews dans chaque territoire.

Les thématiques ressorties :

- À Mahdia, l'exploitation au travail et l'inégalité des chances, l'optimisation des ressources individuelles et collectives des femmes dans la région de Chebba, la violence à l'égard des femmes, l'accès au travail et la dépendance de l'intermédiaire ;
- À Jendouba, la question du choix et de la prise de décision au niveau individuel, familial et professionnel, les compétences et les

idées pour générer des sources de revenus complémentaires avec d'autres femmes ;

- À Sfax, la structuration de l'activité de collecte de palourdes et l'organisation du secteur, le rôle de l'intermédiaire dans la chaîne de valeur de la collecte et vente des palourdes, la perte de confiance dans les initiatives de la société civile et les promesses non tenues des différentes instances ;
- À Kasserine, le transport, la sécurité et l'infrastructure.

Les focus groupes à Sidi Bouzid n'ont pas eu lieu en raison de la prolongation du confinement strict.

Bonnes pratiques, défis, obstacles dans une recherche-action menée par des chercheuses non professionnelles de la méthodologie pendant la pandémie

Bien que la recherche action ait été impactée par la crise sanitaire du COVID 19, l'équipe a poursuivi les activités de la recherche à distance en termes de réunion, d'organisation et de suivi de travail, et en présentiel tel que les entretiens, les focus groupes et les réunions des équipes territoriales, en respectant le protocole sanitaire.

Une approche participative bottom-up est adoptée dans la gouvernance interne de l'équipe élargie, qui comprend les cinq équipes régionales (Jendouba, Kasserine, Sidi Bouzid, Mahdia et Sfax) ainsi que dans le processus de la prise de décision collective, afin de faciliter le travail inter-régional et fluidifier le partage des informations. Des réunions de planification, d'organisation et de travail en ligne hebdomadaires ont ainsi été réalisées. Des sessions de travail collectif, de suivi et de renforcement des capacités et outillage ont été assurées par l'experte. L'accompagnatrice, en tant que relais de l'experte, a assuré le rôle de facilitation d'apprentissage et de modération des séances de travail.

Étant donné cette dynamique d'échange et de travail quotidien, l'équipe a construit sa propre charte des bonnes pratiques pour mieux gérer les échanges, les rencontres et les réunions en favorisant l'écoute active, l'interactivité, la transparence, la prise de parole à tour de rôle...etc pour faciliter le travail de groupe.

Le travail à distance avec une équipe nombreuse de quinze personnes, qui prennent beaucoup de temps pour interagir et donner leurs avis ou réflexions, a causé plusieurs prolongations et modifications dans le calendrier de travail. Dans ce sens, l'experte a toujours essayé d'échanger avec l'équipe pour connaître les difficultés rencontrées et a réorganisé le travail en le confiant à des groupes restreints répartis équitablement selon leurs compétences, ce qui a facilité l'avancement du travail. Ainsi, ont été mises en place une équipe dédiée à la rédaction, une autre à l'analyse des données...

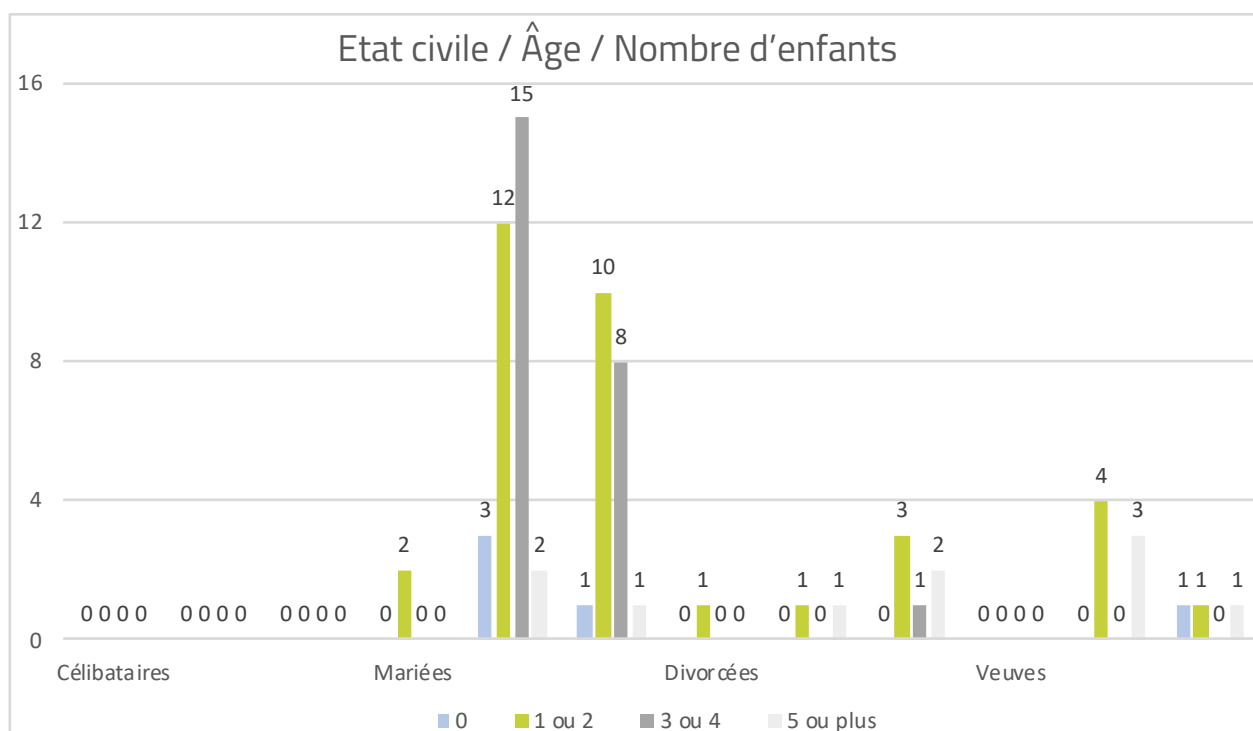
Au cours de cette riche expérience de recherche action, nous avons été confrontés à plusieurs difficultés, mais la plus importante recommandation, à partir de notre expérience, est de créer des mécanismes de résolution de problèmes qui privilégient les échanges, le partage et la communication des difficultés quotidiennes et déterminer des actions correctives.

La recherche action est basée sur un ensemble de ressources humaines. La complexité des relations, des caractères et des réactions a rendu le travail plus complexe. L'adoption d'une modélisation d'accompagnement pour formaliser les représentations partagées était primordiale. Ceci a permis à l'équipe d'apprendre et d'appliquer les bonnes pratiques de gouvernance quotidiennement pour essayer d'éviter les erreurs.

5. LES RÉSULTATS

5.1 Les données sur les femmes interviewées

ECHANTILLON	
Gouvernorat	Femmes interviewées
Jendouba	18
Kasserine	18
Mahdia	19
Sidi Bouzid	17
Sfax	19
Total des régions	91
Pourcentage	100%



5.2 La loupe de genre

L'approche adoptée dans la conception de la recherche-action et dans l'analyse de la situation socioéconomique des femmes travailleuses dans le domaine de l'agriculture et de la pêche part du quotidien des femmes. Notre recherche action met dans son cœur la complexité de tissage des dimensions du travail, qui concerne exclusivement les femmes : le travail domestique et le travail dans les champs et dans la collecte de palourdes. Cette dimension du quotidien nous ramène immédiatement et clairement au système d'inégalité fondé sur le genre et fortement enraciné dans la culture patriarcale.

Il s'agit d'un système d'interactions entre les relations homme et femme, les normes familiales et sociales et l'intériorisation de la culture patriarcale qui influencent la vie des femmes en termes de liberté, de prise de décision, de travail, d'accès aux ressources et qui l'expose à des actes de violence tant dans la dimension "privée" du foyer et de la famille que dans la dimension "publique" du travail et de l'espace public.

Partir de cette dimension complexe du quotidien des femmes travailleuse dans les milieux agricoles et marins - dont s'inscrit le système de relations familiales, collectives, communautaires et publiques - c'est ce qui nous a permis de détecter les difficultés et les besoins pour développer une perspective et des processus d'empowerment, afin de réaliser les changements nécessaires à améliorer les conditions du travail et de la vie familiale. Pour nous ça c'est le "féminisme au quotidien".

Le choix de mettre le focus sur le travail, la liberté, l'égalité de chance entre homme et femme, les ressources et la violence est fondamentale pour s'approfondir dans la compréhension et l'analyse des difficultés et des opportunités qui peuvent être des pistes d'amélioration de la vie des femmes travailleuses dans les milieux agricoles et marins. Bien que la Recherche-Action

soit une recherche qualitative, nous avons accordé beaucoup d'importance aussi aux données quantitatives et parmi celles-ci, même celles qui semblent être les moins intéressantes, comme l'âge. La majorité des 91 femmes interviewées ont entre 31 et 50 ans avec un taux élevé de non-scolarisation de 53% et d'abondance scolaire de 34%. Ces données quantitatives nous parlent des causes de la marginalisation et du manque de connaissance des droits et services.

Ce parcours d'implication des femmes travailleuses avec la volonté de s'exprimer et dévoiler ses conditions socio-économiques depuis son entretien individuel, l'interaction avec un groupe des femmes et jusqu'à la revendication de ses droits au niveau public, est nécessaire pour sortir du silence et d'occuper ainsi son espace pour être protagoniste de leur vie et de la place qui doit leur être reconnue dans la société. Pour cela, et selon l'approche adoptée, il est nécessaire d'activer un processus d'empowerment pour permettre aux femmes d'être consciente de ses représentations sociales en matière de stéréotypes de genre et de répartition des rôles sociaux et de défense de leur droit, qui sont les bases de sa vulnérabilité sociale et économique. Ce sont des processus longs et complexes, qui investissent la vie des femmes à tous les niveaux, des processus qui partent d'une dimension individuelle de changement, renforcés par une dimension collective et par une prise de parole publique. C'est pourquoi il est important de les accompagner et de trouver des alliés dans les institutions, les législatrices/eurs, les systèmes de gouvernance et de contrôle, les politiques publiques du travail, l'environnement, l'égalité des chances.

5.3 Les Focus où nous avons dirigé la loupe de genre

5.3.1 Travail

Le travail est une source primordiale de revenus, c'est aussi une voie principale de l'insertion sociale. Les personnes, dans la plupart des sociétés actuelles, ont besoin de travailler pour prouver et assurer leur existence. Mais tout au long de l'histoire, les luttes des femmes et des hommes pour avoir des conditions de travail humaines et dignes ont conduit à l'acquisition de certains droits, apparemment universellement reconnus. Mais ce n'est pas le cas des travailleuses dans l'agriculture, dans la collecte des palourdes et dans la pêche, en Tunisie.

Le besoin de travailler ne doit pas devenir le point sur lequel le chantage s'appuie facilement pour ne pas garantir les droits et les justes conditions de travail. En effet, la mesure dans laquelle les droits des travailleurs/ses sont appliqués et respectés varie d'un domaine à l'autre, ainsi que d'un genre à l'autre. Les femmes travailleuses dans l'agriculture et la pêche, sont très vulnérables à l'exploitation et au travail dans des conditions misérables.

"J'ai élevé la voix, non pas pour crier, mais pour faire entendre qui est sans voix... On ne peut pas réussir quand la moitié d'entre nous reste arrière"¹¹

La recherche du travail

En interrogeant les travailleuses agricoles et les collectrices des palourdes sur trouvent les opportunités de travail, le constat est que la grande majorité est généralement contactée par un intermédiaire.

"C'est le chauffeur qui nous trouve le travail"
Saïda, 43 ans - Fernana, Jendouba

"L'agriculteur me confie la tâche de rechercher 20 femmes dans un délai d'un mois. C'est moi qui les trouve et qui m'occupe de les lui amener."

.....
¹¹ Malala Yousafzai, militante pakistanaise des droits des femmes, Nobel pour la paix, messenger de paix des Nations Unies

"Nous partons ensemble au travail"

Rebh, 57 ans - Melloulech, Mahdia

Ce pourcentage élevé (54,95%) des travailleuses contactées par l'intermédiaire indique que les travailleuses ont un accès très limité au marché du travail. De plus, il est clair que les hommes dominent et contrôlent les opportunités d'emploi des femmes. La travailleuse est devenue incapable d'accéder seule au marché du travail, car l'intermédiaire a dominé la plupart des opportunités d'emploi et a placé ces travailleuses sous son contrôle. Il est clair aussi que cette dynamique met l'agriculteur dans une solution des plus confortables car il n'a plus à s'intéresser à la main d'œuvre et sous-traite cette partie à l'intermédiaire.

"Pour obtenir un emploi, je vais voir les femmes qui travaillent en coordination avec les intermédiaires et je leur demande de les contacter pour que je travaille. Certains acceptent et m'offrent du travail et d'autres refusent"

Rim, 38 ans - Souk Jedid, Sidi bouzid

Il faut noter que ce rôle dominant de l'intermédiaire varie entre les régions internes, à prédominance agricole, et celles côtières.

À Sfax, qui se caractérise par l'activité maritime, les femmes travaillent en tant que collectrices de palourdes car elles habitent des zones connues pour avoir des palourdes et des cloisses sur les rivages. En l'absence de tout autre type d'activités génératrices de revenus, et ayant cette ressource naturelle à disposition, elles s'y orientent toutes naturellement. Par ailleurs, n'ayant pas d'employeurs, elles doivent simplement identifier les endroits des rivages qui sont les plus riches en palourdes. Ces endroits changent d'un jour à un autre en fonction de la météo, des marées et du vent. Certaines d'entre elles ont beaucoup d'années d'expériences et arrivent à collecter

entre 4 et 5 kg par jour, d'autres en ont moins et n'arrivent pas à en collecter une grande quantité à cause de leur manque d'expérience (entre 0,5 et 1kg).

Pour les 4 autres régions, concernées principalement par le travail agricole, la majorité

des travailleuses trouvent les opportunités d'emplois par le biais des intermédiaires, faisant office d'agences de placements.

"Le chauffeur nous dit qu'il va nous appeler lorsqu'il y aura du travail"

Fatma, 48 ans – Jendouba.

Moyen de recherche de travail				
Gouvernorat	Intermédiaire	Agriculteur	Famille ou proche	Total
Jendouba	15	3	0	18
Kasserine	13	4	1	18
Mahdia	7	10	2	19
Sidi Bouzid	14	3	0	17
Total des régions	49	20	3	72
% par rapport à 72 réponses	68,06%	27,78%	4,17%	100%
% de l'échantillon	53,85%	21,98%	3,30%	79,12%

Ces travailleuses sont majoritairement recrutées par des intermédiaires qui jouent les rôles de fournisseurs de main-d'œuvre et de sous-traitants. L'agriculteur qui a besoin d'une main-d'œuvre féminine ne contacte pas directement les travailleuses, mais demande plutôt à ces fournisseurs de lui fournir des travailleuses. Cela aggrave l'illégalité de ce travail en rendant plus floue sa responsabilité par rapport à ces travailleuses. Le rôle de l'intermédiaire ne se limite pas seulement à la médiation dans le recrutement des travailleuses, mais il contrôle aussi de nombreux autres aspects. C'est ce que nous ont confirmé les femmes participantes au Focus Group organisé dans la région de Mahdia. Elles sont conscientes que l'intermédiaire dépasse son rôle de transporteur et affirment que c'est à lui que tout tient : lieu de travail, taux des frais de transport, rémunération...

Conditions de travail

Travail illégal

Sur les 72 travailleuses agricoles de l'échantillon, 69 ont déclaré travailler au noir et sans aucun droit ; trois travailleuses de la région de Sidi Bouzid sont les seules à avoir déclaré que l'agriculteur avec qui elles travaillent leur a fait un contrat régulier. Cela signifie que plus de 95% des travailleuses agricoles de l'échantillon travaillent dans un système totalement illégal.

Conditions de travail	
Gouvernorat	Sans contrat
Jendouba	18
Kasserine	18
Mahdia	16
Sidi Bouzid	17
Total des régions	69
% de l'échantillon de 72 travailleuses agricoles	95,83%

Bien que l'échantillon de cette recherche soit limité à moins de 100 travailleuses, le 95,83% est un pourcentage qui ne peut pas être sous-estimé et qui dénonce clairement que le travail dans le système agricole en Tunisie est presque totalement illégal. Une illégalité si largement répandue, impliquant un nombre très élevé de travailleuses, ne peut être inconnue des autorités de contrôle et politiques. Nous parlons donc d'un problème structurel du pays où les femmes, dernier et plus faible maillon de la chaîne, paient le prix le plus cher.

Travailler sans contrat, sans aucun autre document de travail, sans couverture sociale et sécurité sanitaire, avec l'insécurité des transports, sont tous des éléments qui mettent la travailleuse dans une situation de vulnérabilité, incapable de faire valoir ses droits et exposée à tout moment à l'expulsion et à l'exploitation. Ces femmes ont exprimé leur conscience de cette situation misérable, mais en retour elles ont également exprimé leur incapacité à la changer et à l'améliorer.

"Je sais que notre travail est au noir et illégal et même s'il nous arrive quelque chose, nous ne trouvons pas notre droit, mais nous n'avons pas le choix, il nous suffit de trouver quoi manger et comment se soigner puisque l'état ne nous a pas donné nos droits"

Jamila, 61 ans - Sidi Alouane, Mahdia.

"On travaille d'une façon informelle, on n'a pas des papiers professionnels"

Jazya - Souk Jedid, Sidi Bouzid 42 ans

La situation des travailleuses qui collectent les palourdes et pêchent à pied n'est pas meilleure. Elles peuvent bien avoir leurs documents professionnels (permis de pêche, autorisation de pêche..) mais sans pour autant bénéficier des avantages et des droits les plus évidents. Législativement, on ne peut pas parler de système illégal mais plutôt d'une négligence de la part de l'État de la structuration professionnelle des activités de ses femmes et d'un manque d'encadrement au sujet de leurs droits.

Mesures d'hygiène et protection

L'absence de protection et la négligence des droits des travailleuses dans l'agriculture, a une importance égale à celle de l'absence totale de conscience quant à la situation dramatique de tout le territoire et à laquelle, les exploitants agricoles, contribuent largement. En effet, l'utilisation généralisée de pesticides nuisibles à l'environnement, à la santé des travailleurs et des personnes qui se nourrissent du produit des champs pulvérisés par des produits chimiques toxiques, constitue un sérieux problème à prendre en considération.

Conditions de travail			
Gouvernorat	Mesures d'hygiène prévues par l'employeur	Outils de protection fournis par la femme	Outils de travail fournis par la femme
Jendouba	0	10	6
Kasserine	0	17	17
Mahdia	1	14	0
Sidi Bouzid	6	6	0
Total des régions	7	47	23
Pourcentage	9,72%	51,65%	25,27%
	% de 72 travailleuses agricoles	% de toutes les 91 travailleuses de l'échantillon	

On devrait ouvrir ici un grand chapitre sur la nécessité d'un changement culturel radical et l'adoption d'une nouvelle approche tant par rapport à la gestion des ressources naturelles, toutes épuisables, que par rapport à ce modèle de développement économique basé exclusivement sur le profit et l'exploitation des personnes et de l'environnement, mais nous nous limitons aux résultats de notre recherche.

Le travail dans les champs nécessiterait des mesures appropriées et spécifiques de sécurité et de protection des travailleuses, non seulement pour ne pas souffrir des conséquences d'une longue exposition aux substances toxiques, mais aussi pour les conditions basiques du travail, comme l'exposition prolongée au soleil et aux intempéries, de protection de certaines plantes, comme les épineuses et de protection des outils.

Les conditions de travail des femmes collectrices de palourdes ne présentent pas moins de risques pour la santé, étant donné l'exposition totale aux intempéries et à l'eau, cause de nombreuses maladies qui touchent le dos et les articulations à cause de la position pliée.

Les données de la recherche-action, par rapport aux travailleuses dans l'agriculture, sont très claires : seulement 7,69% nous disent que les mesures d'hygiène sont prévues par l'employeur.

"Il n'y a aucun moyen de prévention et de protection sanitaire au travail. Si une femme a besoin d'aller aux toilettes, elle cherche un grand arbre pour se protéger des regards indiscrets"

Zayneb, 25 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

Ces employeurs non seulement ils ne fournissent pas les dispositifs d'hygiène et de protection, mais parfois même si une femme apporte avec elle des gants, ils l'empêchent de les utiliser par peur de gâcher la qualité du produit.

"On travaille mais ils ne s'intéressent pas à notre santé. Si on travaille le ricin par exemple il nous demande d'enlever les gants car il te dit qu'il va dégrader les graines de ricin"

Jazya - Souk Jedid, Sidi Bouzid 42 ans

Face à ce manque des mesures d'hygiène prévues par l'employeur, 69,23% de travailleuses sur l'échantillon recourent à les fournir par elles-mêmes.

"Je prends moi-même en charge les mesures de sécurité et d'hygiène : je porte une combinaison imperméable de pêche en hiver et un chapeau de paille en été"

Bahria, 74 ans - Kerkennah, Sfax

"De ma part quand j'ai de l'argent j'achète des outils de protection sanitaire, si non l'agriculteur ne nous fournit rien du tout"

Saadia, 26 ans - El Ayoun, Kasserine

Les paroles de ces travailleuses montrent leur conscience de la nécessité de protéger leur santé. Elles veulent utiliser les moyens de protection sanitaire, mais à défaut de les avoir fournis par l'employeur, les femmes finissent par travailler sans.

D'autres fois, elles sont obligées d'utiliser des moyens de protection inadaptés et même insolites.

"C'est nous qui apportons les gants pour qu'on puisse enlever les orties, puisqu'on ne peut pas les toucher sans gants. Sincèrement parfois quand je vais enlever les orties et je ne trouve pas des gants, j'enlève mes chaussettes et je les mets dans mes mains pour que je puisse travailler car les orties piquent, irritent la peau et causent des sensations de brûlure."

Jamila, 61 ans - Sidi Alouane, Mahdia

En plus de fournir elles-mêmes les dispositifs d'hygiène, ces travailleuses se voient aussi, parfois, amener avec elles les outils de travail. Ainsi on trouve que 35,16% des femmes ont déclaré apporter elles même leurs outils de travail.

“Rien n’est fourni comme outils de sécurité et d’hygiène, soit on les amène avec nous, soit nous sommes contraints de travailler sans protection. Parfois c’est le matériel de travail qui manque, je me pointe alors avec ma propre hache”

Nesrine - El Ayoun, Kasserine 26 ans

Accidents sur le lieu de travail

71% des femmes interrogées ont déclaré avoir été exposées à des accidents du travail, 40,23% d’entre elles ont eu des accidents sur le lieu de travail.

Accidents/Transport		Accidents/ Travail	
Gouvernorat	Au transport	Au travail	Gouvernorat
Jendouba	12	5	Jendouba
Kasserine	3	8	Kasserine
Mahdia	4	8	Mahdia
Sidi Bouzid	7	4	Sidi Bouzid
Sfax	1	10	Sfax
Total des régions	27	35	Total des régions
% par rapport à 87 réponses sur 91	31,03%	40,23%	% par rapport à 87 réponses sur 91
% de l’échantillon	29,67%	38,46%	% de l’échantillon

En raison de l’absence des mesures d’hygiène, les femmes victimes d’accidents du travail ne pouvaient pas trouver d’équipements de premiers secours. Donc, soit elles sont envoyées au centre de santé de base le plus proche, soit elles continuent à travailler en attendant de rentrer chez elles.

“Un jour, une des femmes avait ingéré de l’eau en utilisant ses mains après avoir manipulé un pesticide fortement toxique. Elle s’était évanouie sur le champ et s’est mise à vomir. De peur d’être responsabilisé et poursuivi, l’agriculteur a préféré l’emmener chez un médecin privé au lieu de l’hôpital publique”

Jazya - Souk Jedid, Sidi Bouzid 42 ans

“J’étais en train de récolter des olives à El Arich quand je suis tombée de l’escabeau et je me suis blessée au doigt. Je me suis déplacé à l’hôpital en taxi à mes frais. J’ai dû arrêter le travail pour un moment, l’agriculteur n’avait pas pris la peine de prendre de mes nouvelles même par téléphone”

Tozeur, 60 ans - Hassi el Ferid, Kasserine

“Hier, quand le camion est arrivé rempli d’une cargaison de roses, les hommes qui travaillent avec nous m’ont appelé pour les aider à le décharger. J’ai blessé ma main à cause des épines et j’ai beaucoup saigné. C’est Jalel, l’un de nos collègues, qui est venu m’aider et a mis un peu de sable sur la plaie pour arrêter le saignement”

Jamila, 61 ans - Sidi Alouane, Mahdia

Il est clair qu’il existe une difficulté d’accès aux soins pour les travailleuses victimes d’accidents du travail, vu que seulement 11% des travailleuses sur l’échantillon ont déclaré que l’agriculteur est celui qui paie les charges des services sanitaires. Alors ces travailleuses, en plus de ne pas avoir assuré la sécurité sanitaire et avec un salaire très bas, doivent assumer elles-mêmes les frais de traitement en cas d’accident du travail.

Rémunération

Le mode de paiement des travailleuses change d'une femme à une autre : il y a celles qui reçoivent leur rémunération directement par l'agriculteur et d'autres qui la reçoivent à travers l'intermédiaire.

"L'agriculteur nous paye par semaine, chaque mardi"

Jalila, 55 ans - Melloulech, Mahdia.

"Nous prenons notre salaire de la part du chauffeur, 14 dinars. Il en prend 4 dinars et nous donne 10 dinars. "

Doula, 66 ans - Regueb, Sidi Bouzid

Quant aux femmes collectrices de palourdes dans la région de Sfax, la situation est différente. L'intermédiaire des collectrices de palourdes a un autre rôle : c'est lui qui achète les produits des femmes. Pour cette raison, nous trouvons que 58% des femmes interrogées dans la région de Sfax ont déclaré que c'est l'intermédiaire qui fixe le prix de vente. Alors que seulement 16% de ces travailleuses sont celles qui déterminent le prix de vente. Les 26% restants sont des femmes qui vendent leurs produits directement aux consommateurs/ces.

"Ce sont les intermédiaires qui imposent le prix de vente. Je suis dans l'obligation de ne pas augmenter le prix de vente"

Halima, 62 ans - Kerkennah, Sfax

Au cours des entretiens, nous avons constaté plusieurs cas où des travailleuses travaillent plusieurs mois, mais sont finalement privées de leur salaire à cause de l'arnaque de l'agriculteur.

"Il y a un agriculteur qui doit 7 milles dinars à l'une des femmes. Elle a travaillé plusieurs mois sans être payée jusqu'à aujourd'hui"

Saadia, 26 ans - El Ayoun, Kasserine

En résumé, les travailleuses se fatiguent et produisent, en retour, ce sont les hommes qui contrôlent leur rémunération et bénéficient de gains. Ces travailleuses se trouvent dans une situation où ne peuvent discuter de sa rémunération et du prix de vente de ses produits, elles sont obligées d'accepter le montant fixé par l'intermédiaire.

46,15% des femmes interviewées déclarent gagner entre 10 et 15 DT par journée de travail. Ce sont des salaires qui ne répondent même pas au SMAG (Salaire Minimum Agricole Garanti), fixé à 16,512 DT par jour. À Jendouba et à Sidi Bouzid, toutes les travailleuses interrogées ont déclaré gagner entre 10 et 15 dinars par jour. À Kasserine et à Mahdia la plupart des témoins déclarent gagner entre 15 et 20 DT et seulement 8,79% gagnent plus de 20 DT par jour et sont situés presque tous à Mahdia. L'explication de cette donnée est que à Mahdia pendant la saison des oliviers, le salaire journalier est souvent plus élevé parce que les agriculteurs veulent fidéliser une main d'oeuvre spécialisée qui devient de plus en plus rare, surtout durant une même période de collecte, c'est pour ça que les agriculteurs se disputent les femmes disponibles et donc ils sont contraints à le payer plus.

Il est tout à fait évident que 49% des travailleuses qui gagnent moins que le salaire minimum ne peuvent pas faire face aux besoins de subsistance et que les 51% restants qui gagnent plus mais occasionnellement, dans la récolte de produits particuliers et/ou seulement dans certaines saisons, n'est pas dans une meilleure situation. Les ressources du travail pour ces femmes ne sont donc pas suffisantes pour leurs besoins fondamentaux et ceux de leurs familles. Ces bas salaires reflètent le taux de pauvreté que connaissent les femmes travaillant dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

"Parfois je me sens exploitée au travail, surtout quand le salaire n'est pas à la hauteur de ma fatigue et de mes efforts"

Aicha, 32 ans - Melloulech, Mahdia

Lieux et périodes de travail

Étant donné que ces femmes travaillent illégalement et de manière non permanente, elles n'ont pas de lieu de travail fixe, mais se déplacent d'un endroit à un autre, parfois à l'intérieur du même gouvernorat et parfois elles migrent ou font la navette chaque jour vers les gouvernorats voisins pour travailler.

"Je me déplace pour 15 jours vers d'autres délégations pour avoir du travail. On se déplace même des familles entières et on habite soit avec l'agriculteur qui nous donne une maison dans le champ, soit on s'occupe de nous-même de trouver un logement"

Mabrouka, 50 ans - El Ayoun, Kasserine

Chacune des cinq régions concernées par la recherche action a ses lieux de travail particuliers, que ce soit dans l'agriculture ou dans la pêche.

- À Kasserine plusieurs femmes font la navette vers des délégations de la région comme Hidra, Foussana, Thala, Salloum, Sbitla, Garn El Halfeya, ou vers la région de Sidi Bouzid, à Sidi Ali Ben Oun er Meknessy, ou encore jusqu'à Gafsa.
- À Sfax la collecte de palourdes est exercée par les femmes habitant des zones proches de rivages propices à la prolifération de ces crustacés (palourdes, clovisses, couteaux). La recherche-action s'est concentrée sur la zone de Ghraiba - à une soixantaine de km de Sfax - et en l'Archipel de Kerkennah.
- À Sidi Bouzid les femmes protagonistes de la recherche-action travaillent dans les zones de Regueb, Nwayel, Dhraa, Essadakiya, mais il y a aussi celles qui se déplacent en dehors de la région à Skhira, Zarzis, Gabes, Sfax.
- À Jendouba les lieux de travail sont Bousalem, Librahmi, Oued Ghrib, Fernana, Jendouba nord, Bullaragia.
- À Mahdia il y a des femmes qui travaillent aux alentours de leurs maisons. À Chiba, Dkhila et Khmara et il y a d'autres femmes qui

font la navette vers d'autres gouvernorats, à Sidi Alouane/Mahdia vers Moknine, Bekalta et Teboulba.

Le 47,25% de femmes de l'échantillon travaillent d'une façon saisonnière et 52,75% travaillent pendant toute l'année. Le travail saisonnier n'est pas lié au désir des femmes de travailler ou non, mais il est plutôt le résultat du manque de travail tout au long de l'année, surtout ici on parle de la pêche, car il y a des périodes de repos biologiques où la pêche est interdite afin de préserver les richesses maritimes.

La majorité des travailleuses qui travaillent toute l'année se concentrent dans les régions de Jendouba et de Sidi Bouzid. La majorité des travailleuses qui travaillent saisonnièrement sont réparties entre les régions de Sfax, Kasserine, Mahdia.

Saisonnalité du travail		
Gouvernorat	Saisonnière	toute l'année
Jendouba	2	16
Kasserine	13	5
Mahdia	12	7
Sidi Bouzid	5	12
Sfax	11	8
Total des régions	43	48
% de l'échantillon	47,25%	52,75%

"Je ne travaille pas la pêche pendant la période de repos biologique durant 3 mois. Je ne travaille pas aussi pendant les 4 jours de marée basse et je reprends pour 7 jours pendant la marée haute"

Halima, 62 ans - Kerkennah, Sfax

Le facteur de la santé a également un rôle dans ce travail saisonnier, car il y a des

femmes pêcheuses qui ne peuvent pas travailler en hiver à cause de l'eau froide.

"La saison de collecte de palourdes s'étend de septembre à mars, mais je ne travaille pas durant toute la saison parce qu'en hiver je ne peux pas supporter l'eau froide"

Samira, 61 ans - Kerkennah, Sfax

Quant à l'agriculture, le manque de précipitations ces dernières années a rendu la production faible et donc le besoin de main-d'œuvre s'affaiblit et il est instable.

Temps de travail

Les temps de travail de ces travailleuses sont déterminés par les heures de travail effectives, les temps de transport, le temps pour rejoindre le lieu de collecte pour le transport et, parfois, d'attente de l'intermédiaire. Pour ces raisons, dans les interviews, les femmes parlent de journées entières de travail. En systématisant les données, nous avons cherché de ventiler ces temps. Sur 79 personnes qui ont répondu à la question "combien d'heures travaillent par jour", le pourcentage le plus élevé déclare travailler 8 heures (35,44%) et à Sidi Bouzid la plupart de femmes déclarent travailler moins de 8 heures par jour.

Nombre des jours de Travail par semaine			
Gouvernorat	Moins de 6 jours	6 jours	Toute la semaine
Jendouba	1	8	3
Kaserine	3	10	5
Mahdia	5	11	3
Sidi bouzid	1	8	3
Sfax	2	1	5
Total des régions	12	38	19
% par raport à 69 réponses	17,39%	55,07%	27,54%
% de l'échantillon	13,19%	41,76%	20,88%

Dans la région de Sfax, la quasi-totalité de l'échantillon a répondu moins de 8 heures.

Il faut bien noter que les femmes collectrices de la palourde de Sfax représentent plus du 47% des femmes qui travaillent moins de 8 heures par jour, car elles sont liées à l'horaire des marées hautes et basses, elles doivent donc quitter la mer avant la marée haute.

Nombre d'heures de travail par jour			
Gouvernorat	Moins de 8h	8h	Plus que 8h
Jendouba	1	8	4
Kasserine	5	9	4
Mahdia	3	10	4
Sidi Bouzid	10	1	2
Sfax	17	0	1
Total des régions	36	28	15
% par raport à 79 réponses	45,57%	35,44%	18,99%
% de l'échantillon	39,56%	30,77%	16,48%

Quant à la durée du trajet, environ 1 travailleuse sur 3 a répondu et de ces réponses le résultat est presque également divisé entre les trois tranches de temps identifiées

Ainsi, si l'on veut indiquer une moyenne qui additionne les heures journalières de travail à celles du transport serait approximativement de 9 heures et 30 minutes.

Gouvernorat	Durée du trajet		
	moins de 1h	1h-1h30	plus que 1h30
Jendouba	2	3	0
Kasserine	4	5	8
Mahdia	4	3	10
Sidi Bouzid	4	2	0
Sfax	5	6	5
Total des régions	19	19	23
% par rapport à 61 réponses	31,15%	31,15%	37,70%
% de l'échantillon	20,88%	20,88%	25,27%

"On sort de la maison vers 3h du matin et on arrive au champ à 5h, on prend nos petit déjeuner et on commence le travail jusqu'à 12h. On fait une pause déjeuner de demi-heure et on revient jusqu'à 16h - 16h30, on passe environ 12 heures en dehors de nos maisons"

Hadhba, 26 ans - El Ayoun, Kasserine

"Je prends 1h30 même plus au trajet pour aller travailler selon la zone"

Halima, 62 ans - Kerkennah, Sfax

Il faut prendre en considération lors du calcul des heures de travail dans l'agriculture et la pêche que ces travaux diffèrent des autres travaux qui sont loin de l'exposition au soleil, à l'eau de mer froide et à la chaleur des serres. Travailler 8 heures ou plus dans de mauvaises conditions demande beaucoup d'endurance.

Plus du 50% des femmes qui ont répondu, ont déclaré qu'elles travaillent 6 jours par semaine, le 27,54% d'entre elles travaillent 7 jours par semaine, sin repos et le 17,39%

moins de 6 jours par semaine. Normalement celles qui travaillent 6 jours ont 1 jour de repos.

"Oui je travaille chaque jour sauf le mercredi c'est notre jour de repos"

Hedia, 40 ans - Sidi Alouane, Mahdia

À noter que le jour de repos n'est pas payé, vu que la travailleuse ne gagne que la rémunération des jours travaillés.

Conditions de transport

Il existe plusieurs moyens de transport utilisés par les travailleuses agricole et de la pêche, par exemple on trouve que 14,61% des femmes interrogées marchent à pied au travail, 8,99% utilisent le transport publique, 10,11% font recours à d'autres moyens de transport tels que les animaux et 66,29% de ces femmes sont transportées par un intermédiaire.



Moyen de transport				
Gouvernorat	A pied	Avec intermédiaire	Public	Autres
Jendouba	0	16	2	0
Kasserine	0	16	2	0
Mahdia	6	8	3	0
Sidi Bouzid	0	16	1	0
Sfax	7	3	0	9
Total des régions	13	59	8	9
% de l'échantillon	14,29%	64,84%	8,79%	9,89%
% par rapport à 89 réponses	14,61%	66,29%	8,99%	10,11%

Alors un grand nombre des travailleuses sont transportées par l'intermédiaire dans des camions, soit de type OM, ISUZU, D-MAX ou 404 Baché. Elles restent debout tout le long de la route. Parfois, leur nombre atteint jusqu'à 45 femmes, entassées et collées les unes aux autres. La fréquence des accidents en route dont les femmes ont parlé lors de leurs entretiens a révélé les conditions de transport inhumaines de ces travailleuses. Ainsi 71,26% des femmes interrogées ont déclaré que leurs transports n'est pas sécurisé. Parmi elles 31,03% ont déclaré avoir eu des accidents de transport.

"Je passe généralement 30mn sur la route, parfois 1h ou 1h30 quand je travaille à Regueb. Tout le trajet on le fait debout, à l'aller comme au retour, sur des routes dans un état médiocre pleines de trous et de risque d'accident. Dans le camion nous sommes entassées et écrasées les unes sur les autres, des fois on est 35 à 45 personnes sur un camion 404 baché ou D-Max. Si tu vois une femme assise c'est qu'elle s'est évanouie. Il m'arrive même de faire le trajet debout sur un seul pied"

Jazya, 42 ans - Fernana, Jendouba

Ces femmes vivent au quotidien dans un état de panique dans les transports, surtout

lorsque la police poursuit le chauffeur du camion. Il emprunte des petites pistes secondaires et augmente la vitesse du camion, et il s'en fout des femmes qui sont à l'arrière.

"Je jure devant Dieu, quand un chauffeur de camion voit la police, il devient imprudent et violent. À tel point que nous voyons la mort devant nos yeux et soumettons nos ordres à Dieu. Il change de route rapidement et roule à une vitesse folle, indifférent à nous"

Monia, 41 ans - Sidi Alouane, Mahdia

Transport non sécurisé	
Gouvernorat	Ayant déclaré
Jendouba	16
Kasserine	17
Mahdia	11
Sidi Bouzid	16
Sfax	2
Total des régions	62
% de toutes les réponses	71,26%
% de l'échantillon	68,13%

Parfois pour éviter la patrouille de police, les femmes sont obligées de descendre du véhicule et marcher à pied pour la dépasser.

“Il arrive plusieurs fois que lorsque le chauffeur voit un barrage de police de loin, il nous fait descendre du camion, puis nous demande de le rejoindre à pied après la patrouille de police, et il passe devant les policiers seul dans le camion”

Hedia, 40 ans - Sidi Alouane, Mahdia

Il faut souligner aussi que ces travailleuses agricoles sont transportées par des camions ouverts, ce qui signifie qu’elles sont exposées en été au soleil brûlant et en hiver à la pluie, au froid et au vent, ce qui affecte négativement leur santé.

En plus de ces conditions inhumaines de transport, les travailleuses paient pour le transport une grande partie de leur salaire journalier. La majorité des travailleuses de l’échantillon gagnent entre 10 et 15

dinars par jour et la majorité d’entre elles paient entre 3 et 5 dinars pour le transport ; on peut dire qu’un tiers de leur salaire est utilisé pour payer un transport illégal, dans de mauvaises conditions qui exposent les travailleuses à des accidents, à cause d’une vitesse excessive, surtout lorsqu’il est en fuite de la police.

L’intermédiaire

Lorsque nous avons soulevé la question de la relation avec l’intermédiaire, que ce soit lors d’entretiens individuels ou lors de Focus Group, il s’est avéré que l’intermédiaire dépasse son rôle principal de transporteur des travailleuses surtout quand c’est lui qui les paye. En plus de décider où les amener à travailler, souvent dans la totale désinformation des mêmes travailleuses, il soustrait à sa discrétion le coût du transport de leurs salaires qu’il a reçus de l’agriculteur.

Relation avec l’intermédiaire		
Gouvernorat	Travailleuses payées par l’intermédiaire	Travailleuses transportées par l’intermédiaire
Jendouba	17	16
Kasserine	0	17
Mahdia	17	0
Sidi Bouzid	8	17
Sfax	12	5
Total des régions	54	55
% de l’échantillon	59,34%	60,44%

Coût de transport			
Gouvernorat	Moins de 3 dt	entre 3dt et 5dt	plus que 5dt
Jendouba	0	15	1
Kasserine	0	9	8
Mahdia	2	0	8
Sidi Bouzid	3	8	0
Sfax	1	0	4
Total des régions	6	32	21
% par rapport à 62 réponses	9,68%	51,61%	33,87%
% de l'échantillon	6,59%	35,16%	23,08%

"L'intermédiaire nous paye à 10d la journée. Il prend de l'argent selon la distance. Il double le tarif selon la distance. Nous prenons que 60 dinars par semaine alors qu'il gagne entre 500 et 600 dinars par semaine"

Saida, 43 ans - Fernana, Jendouba

"Chaque jour je panique en roulant dans le camion, surtout quand la police nous poursuit. Le camion roule à une vitesse terrible"

Fatma, 60 ans - Melloulech, Mahdia

Beaucoup de femmes cherchent à entretenir une bonne relation avec l'intermédiaire pour garder leur travail puisque c'est lui qui contrôle les opportunités d'emploi. Tandis que d'autres femmes se retrouvent obligées de l'affronter afin qu'elle puisse libérer certains de ses droits. C'est ce que nous racontait Fatma de Mahdia, 60 ans, pendant un Focus group à Mahdia

"En général, celle qui parle ou proteste sera virée par l'employeur et même par l'intermédiaire qui va refuser de la transporter"

Fatma, 60 ans - Melloulech, Mahdia

Dans la région de Sfax il y a un autre aspect de l'exploitation des travailleuses. Les intermédiaires sont ceux qui déterminent le prix de vente du produit, et ce sont eux qui

achètent ce produit donc ils ne laissent pas aux femmes d'autre choix et n'acceptent même pas la discussion avec elles sur le prix de vente.

"Les intermédiaires nous exploitent et manipulent les prix. Ils ne sont pas coopératifs. Quand nous manifestons contre les prix injustes, l'intermédiaire ne nous laisse pas vraiment le choix et il refuse les négociations"

Zina, 61 ans - Ghraiba, Sfax

En fait, l'intermédiaire est le maillon fort de la chaîne : c'est lui qui est en position de décider qui est transporté et qui ne l'est pas, comment et quel est le prix. Dans ces conditions, dans la plupart des cas, les femmes et l'agriculteur dépendent de lui.

Choix et prise de décision au travail - Qu'est-ce qui pousse la femme à travailler dans l'agriculture?

Beaucoup de femmes que nous avons interrogées nous ont expliqué que leur travail dans l'agriculture et la pêche n'est pas un choix, mais qu'elles se retrouvent plutôt obligées à faire ce travail.

Elle est diplômée mais elle n'a pas trouvé de travail autre que l'agriculture.

"J'ai obtenu mon diplôme et je n'ai pas trouvé de travail, alors je travaille dans l'agriculture"

Ichrak, 28 ans - Regueb, Sidi Bouzid

D'autres femmes ont exprimé qu'elles travaillent pour pouvoir subvenir à leurs besoins de base, surtout lorsque le mari est mort ou bien chômeur, ou incapable de travailler pour raisons de santé, de sorte que la femme se retrouve devant la responsabilité de travailler et gagner pour la famille.

"Je sais que nous travaillons dans l'illégalité et que même s'il nous arrive malheur, nos droits ne seront pas préservés, mais nous n'avons pas le choix, il nous suffit de trouver quoi manger et comment se soigner"

Jamila, 61 ans - Sidi Alouane, Mahdia

Lorsque les ressources ne sont pas suffisantes, les filles vont avec les mères travailler dans les champs, déjà de la petite enfance.

Réactions face aux injustices au travail

Dans la plupart des cas, les travailleuses ne font pas de réaction face aux injustices que ce soit au niveau de la rémunération, ou bien sur les heures de travail, ou face aux agressions sur le lieu ou sur la route du travail. Elles se taisent principalement pour ne pas être virées et parfois pour obtenir leur rémunération. Il y a des femmes qui ont déclaré ne pas réagir parce qu'elles ne trouvent pas de soutien de la part de leurs collègues.

"Des fois, on se révolte pour nos droits pour un peu plus de paix, pour un peu plus de repos, mais en fin de compte on se sent obligées quoi, c'est la vie. Des fois on s'encourage pour nous battre, mais au klaxon de la voiture, on lâche. Les situations sociales nous obligent d'y aller tête baissée"

Naziha, 52 ans - Sakiet el Khadem, Mahdia



TABLEAU RÉCAPITULATIF FOCUS TRAVAIL

LES PROBLÈMES APPARUS	LES BESOINS EXPRIMÉS	LES SOLUTIONS POSSIBLES
<ul style="list-style-type: none"> ● Travail dans des conditions d'illégalité. -● Un manque de mesures de santé et d'hygiène sur les lieux de travail. ● Accidents de travail et de transports fréquents. ● Difficulté à trouver du travail sans l'intervention de l'intermédiaire. ● Une rémunération très faible. ● Travail saisonnier, irrégulier et précaire. ● Temps de travail et de transport élevés. ● Abus de la part de l'intermédiaire et de l'agriculteur. ● Transport non sécurisé avec un prix élevé et dans des conditions inhumaines. ● Les conditions de pauvreté et de responsabilité totale de la famille obligent les femmes à accepter certaines conditions pour gagner quelque chose. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Obtenir des documents officiels de travail. ● Obtenir des dispositifs de protection et d'hygiène pour les travailleuses. ● Equipements de premiers soins pour les travailleuses victimes d'accidents du travail. ● Obtenir un emploi d'une manière autonome sans avoir besoin de l'intermédiaire. ● Obtenir un salaire décent. ● Des revenus pour toute l'année. ● Réduire le nombre d'heures de travail et transport. ● Avoir des moyens de transport sécurisés et moins chers. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Réglementer le travail agricole, en surmontant les conditions d'illégalité et d'exploitation des travailleuses. ● Assurer les contrôles sur les lieux de travail en matière de sécurité sanitaire et de droits du travail. ● Faciliter l'accès légal au marché du travail pour les femmes. ● Encourager les femmes à prendre des mesures collectives pour exiger un travail digne. ● Impliquer les ministères et structures concernés pour trouver des solutions pour le transport des travailleuses.

5.3.2 Ressources

Les ressources économiques sont parmi les moyens essentiels pour pouvoir vivre, mais les gens ne sont pas égaux dans l'accès à ces ressources. La disparité dans l'accès aux ressources dépend de nombreux facteurs qui croisent multiples axes de différenciation en déterminant la position des sujets dans les systèmes de pouvoir et de domination. La loupe de genre n'est pas la seule, d'autres éléments créent des disparités, par exemple entre les femmes celles qui sont moins instruites, celles qui vivent dans des zones rurales, celles qui ont moins accès aux ressources naturelles, etc. Mais si on considère que la différence de genre est très évidente partout sur la planète, les femmes sont les plus défavorisées dans l'accès aux ressources.

Droits et accès aux ressources

Dans les cinq régions concernées par notre recherche action (Jendouba, Kasserine, Mahdia, Sfax, Sidi Bouzid), les femmes ont déclaré qu'elles font face à des conditions d'accès et de contrôle de la terre et des ressources inégales à celles des hommes.

Etant donné que 59,34% des femmes interviewées sont mariées, elles ont déclaré être obligées de donner leurs salaires à leurs maris que ce soit pour leurs dépenses personnelles ou pour celles de la famille. Par conséquent les travailleuses, en tant que femmes mariées, n'ont pas le droit de posséder de l'argent ou d'autres biens. Il y a des femmes qui travaillent dans l'agriculture familiale, mais en contrepartie elles ne gagnent que quelques fruits et légumes. Quant à la terre, sa propriété reste toujours pour l'homme. Ces femmes se plaignent de se trouver dans l'impossibilité de posséder des terres et de la privation de leurs droits à l'héritage. Les travailleuses dans le secteur agricole et de la pêche, tout en touchant un salaire qui ne couvre même pas les coûts basiques de survie, prennent en charge toutes les dépenses de la famille et souvent

aussi celles de leurs maris au chômage.

"Mon travail est la seule source de revenus pour la famille"

Natija, 45 ans - Regueb, Sidi Bouzid

"Après la saison du romarin, je commence un travail comme femme de ménage à l'école primaire"

Mabrouka, 50ans - Al Ayoun, Kasserine

"Mon mari dort à la maison et moi je vais travailler pour que nous puissions survivre, si je ne travaille pas, nous ne trouverons même pas à manger"

Naziha, 47 ans - El Fjouj, Jendouba

"Je ne suis payée que pour les travaux agricoles, quant aux travaux ménagers, c'est mon devoir et je n'attends rien en retour"

Rabeb, 20 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

"Quand je travaille dans la ferme de notre famille, je ne suis pas payée et quand nous vendons des moutons, l'argent revient à mon père"

Zayneb, 25 ans - Mezzouna, Sidi Bouzid

Les résultats de la recherche-action ont montré que les femmes travailleuses sont le cœur battant de la famille. En plus de leur responsabilité en matière de dépenses, elles cherchent aussi d'autres sources de revenus en plus de leur travail dans l'agriculture et la pêche à pied.

Sources de revenus			
Gouvernorat	Unique revenu travail agricole / pêche	Revenu travail agricole / pêche + autres	Pas de réponses
Jendouba	2	2	
Kasserine	6	12	
Mahdia	8	10	
Sidi Bouzid	9	8	
Sfax	12	7	
Total des régions	37	39	15
% par rapport à 76 réponses	48,68%	51,32%	
% de l'échantillon	40,66%	42,86%	16,48%

76 femmes sur 91 ont répondu aux questions sur leurs sources de revenus. Parmi celles-ci, 37 déclarent avoir comme seule source de revenu le travail agricole ou la collecte de palourdes et la pêche et 39 d'avoir plus

de sources de revenus. Les pourcentages les plus significatifs parmi les activités économiques exercées par ces femmes concernent l'élevage 41%, la transformation 10%, l'artisanat 23%.

Activité économique										
Gouvernorat	Elevage	Transformation	Artisanat	Elevage + prod.veg	Elevage + Transformation	Elevage + Transformation + Prod.veg	Agriculture	Culture maraîchère + élevage + commerce	Elevage + Artisanat	Total
Jendouba	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Kasserine	9	0	2	0	0	0	0	0	0	11
Mahdia	2	3	2	1	1	1	0	0	0	10
Sidi Bouzid	2	0	2	0	0	0	0	1	1	6
Sfax	1	1	2	0	0	0	2	0	0	6
Total des régions	16	5	9	1	1	1	2	1	1	37
% de 39 qui on plus de revenu	41,03%	12,82%	23,08%	2,56%	2,56%	2,56%	5,13%	2,56%	2,56%	

Toutes les femmes interrogées sont engagées dans le travail domestique, le travail de soins et le travail salarié et dans une proportion importante également dans un ou plusieurs autres emplois et, dans de nombreux cas, ces ressources, provenant de leur travail, sont les seules de la famille et n'arrivent même pas à être suffisantes pour couvrir les besoins de base. En outre, dans la plupart des cas, la gestion de ces ressources ne sont pas gérées par les femmes elles-mêmes.

“Que nous soyons célibataires ou mariées, nous ne sommes pas libre, y compris pour la manière de dépenser notre propre argent”

Aicha, 32 ans - Sidi Alouane, Mahdia

“Nous dépensons nos revenus en frais d'électricité et d'eau, en frais de loyer et pour les dépenses de nourriture et de mobilier”

Rabeb, 20 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

Dans ce contexte, il faut aussi noter que seulement 5,13% des travailleuses ont déclaré d'avoir accès à des aides publiques qui leurs sont accordées par les institutions des affaires sociales. Mais ces aides ne couvrent que quelques petits besoins de base.

“L'assistante sociale a refusé de m'attribuer la subvention et a dit que c'est le droit de l'homme tant que je ne suis pas encore divorcée, même si j'ai la garde des enfants”

Mhania, 58 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

“Si je travaille, je gagne de l'argent, et si je ne travaille pas, je ne gagne rien. Même la bourse que je reçois je la paie directement pour rembourser mes dettes chez l'épicier”

Rebah, 55 ans - El Ayoun, Kasserine

Compétences

47,25% des femmes interviewées travaillent d'une façon saisonnière en raison du manque de travail stable et récurrent sur l'année. En raison de cette instabilité, ces travailleuses doivent chercher d'autres sources de revenus, en utilisant toutes leurs compétences. 87 parmi les 91 travailleuses interviewées ont déclaré avoir d'autres compétences en plus de celles requises pour les travaux agricoles ou la collecte de palourdes. Malheureusement, ces compétences restent limitées et peu lucratives.

Compétences							
Gouvernorat	Elevage	Transformation	Culture maraichère	Artisanat	Elevage+ culture maraichère	Elevage + artisanat	Autres
Jendouba	6	16	7	0	5	0	0
Kasserine	6	1	0	6	2	2	1
Mahdia	2	4	0	1	0	3	4
Sidi Bouzid	2	0	0	4	0	0	0
Sfax	5	1	0	4	0	5	0
Total régions	21	22	7	15	7	10	5
% de l'échantillon	23,08%	24,18%	7,69%	16,48%	7,69%	10,99%	5,49%

“Je peux faire des aliments traditionnels “Oula” et ils peuvent à un moment donné être une source de profit pour moi”

Monia, 41 ans - Sidi Alouane - Mahdia

“Pendant le ramadan, je prépare du pain et je le vends afin de garantir un revenu supplémentaire”

Natija, 45 ans - Regueb, Sidi Bouzid

“Je prépare de la bsissa, de la chorba, du borghol, du couscous puis je les vends”

Rawia, 35 ans - Khamara, Mahdia

Cette limitation dans le développement de leurs compétences et dans le développement de leurs activités économiques est due à plusieurs facteurs comme le fait que souvent le savoir-faire dans le travail agricole et dans la pêche à pied se transmet de génération en génération, mais le niveau de compétences développables est égal au bas niveau de leurs tâches. Il y a un taux élevé d'analphabétisme étant considéré que 52,75% des femmes interviewées sont non scolarisées, donc elles ont une grande limite pour l'accès à des formations qui améliorent leurs compétences.

Les femmes interrogées confirment une habileté très répandue parmi les femmes qui est la capacité de gérer l'économie familiale dans des conditions de contraintes économiques extrêmes. Cette habileté, entraînée par la nécessité, est un élément à mettre en valeur. Si ce potentiel est renforcé et affiné il peut devenir une compétence pour la gestion d'activités économiques porteuses de revenu.

Auto-organisation et dynamique collective

Lors de la systématisation des témoignages, un élément est apparu, c'est l'auto-organisation collective des femmes travailleuses dans l'agriculture et la pêche à pied. Au travail elles s'entraident et se concertent entre elles pour prendre des décisions collectives

“Une fois, après notre arrivée, l'agriculteur nous a dit qu'il allait réduire nos salaires. Alors nous avons pris la décision ensemble de ne pas travailler avec lui et nous sommes rentrées chez nous à pieds”

Jalila, 55 ans - Melloulech, Mahdia

Ceci explique les 57% de travailleuses qui ont déclaré avoir expérimenté des formes d'auto-organisation au travail. Alors, être au sein d'un groupe de femmes leur donne la force de se rebeller et de défendre leurs droits. Cette auto-organisation ne se limite pas seulement au travail, mais s'exprime aussi avec des actes de solidarité et de cohésion entre les femmes, de la même famille et en dehors de la famille. En effet, 59% des femmes ont déclaré avoir fait des expériences d'auto-organisation collective hors du travail.

Ce sont des chiffres importants qui expriment la pratique de l'aide mutuelle entre femmes et la volonté de s'organiser au sein d'un groupe féminin pour pratiquer des activités économiques collectives. Elles ont l'espoir de surmonter ensemble les obstacles.

Organisation collective au travail		
Gouvernorat	Au travail	Hors travail
Jendouba	10	12
Kasserine	16	18
Mahdia	7	10
Sidi Bouzid	8	7
Sfax	11	7
Total régions	52	54
% par rapport à 64 réponses	81,25%	83,08%
% de l'échantillon	57,14%	59,34%

Les femmes interviewées ont aussi déclaré que l'indépendance financière leur donnera plus de valeur aux yeux de la société. Cette auto-organisation représente une manière d'exprimer leur volonté de se rebeller, de surmonter la dévalorisation dans laquelle elles vivent et de participer avec un rôle actif dans la vie sociale soit au niveau économique que dans la vie publique, à travers une meilleure défense collective de leurs droits.

"Mon groupe et moi, nous prenons la décision ensemble de ne pas travailler et nous sommes conscientes du danger qui menace le stock de palourdes"

Rabiaa, 63 ans - Hchichina, Sfax

"J'ai créé un atelier de couture avec ma sœur. On a travaillé pendant 5 mois mais maintenant il est fermé à cause du manque de moyens financiers. Le rendement du projet était insuffisant, à la fin du mois on arrivait à payer les charges mais sans aucun profit. S'il y avait des moyens financiers suffisants, on peut travailler plus et produire nos propres articles"

Hadhba, 26 ans - El Ayoun, Kasserine

"Je me réjouis de l'opportunité de créer un projet participatif avec un groupe de femmes. Si l'occasion me le permet, je lancerai un projet et je veillerai à diminuer les difficultés des femmes travaillant dans l'agriculture"

Zayneb, 25 ans - Mezzouna, Sidi Bouzid

"Je voulais réunir les femmes pour qu'elles commencent à étudier avec moi. Mais elles ont refusé"

Doula, 66 ans - Regueb, Sidi Bouzid

"Le problème c'est que nous ne sommes pas capables d'épargner de l'argent, nous ne pouvons donc pas créer notre propre projet. Tout l'argent est dépensé pour les couches et le lait de ma petite et j'emprunte toujours pour compléter nos besoins alimentaires. (...) Au moins, en s'entraïdant on peut mieux épargner"

Cherifa - Fernana, Jendouba

"Nous sommes 4 femmes, nous nous sommes rencontrées auparavant afin de rechercher des financements pour un projet qui nous

rassemble, mais personne ne nous a écouté. J'ai envie de m'engager dans un partenariat avec mes voisines autour d'un projet. J'espère pouvoir trouver un ou plusieurs partenaires pour financer un projet d'élevage bovin laitier"

Ghalia, 47 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

Malheureusement les femmes qui tentent de créer leur propre projet sont confrontées à plusieurs obstacles de la part de leurs maris et de leurs proches en plus des difficultés rencontrées pour accéder et profiter des aides publiques et de fonds.

Services de l'Etat et initiatives de la société civile

"Je souhaite prendre connaissance des programmes et des encouragements pour améliorer les revenus des femmes"

Rabiaa, 63 ans - Hchichina, Sfax

La systématisation a montré que 62,64% des femmes interrogées ont une connaissance des services mis à disposition par l'État et la société civile, mais à des degrés différents entre les régions.

Quant au pourcentage total des travailleuses qui ont bénéficié de certains de ces services, il représente 56,04%.

Connaissance des services		
Gouvernorat	Connaissance des services	
Jendouba	14	24,56%
Kasserine	10	17,54%
Mahdia	12	21,05%
Sidi Bouzid	16	28,07%
Sfax	5	8,77%
Total des régions	57	100%
% par rapport à 72 réponses	79,17%	
% de l'échantillon	62,64%	

Il est intéressant de se pencher sur la diversification des services dont elles ont bénéficié selon les régions.

41,18% des travailleuses ont bénéficié de services de santé, tandis que seulement 1,96% de ces travailleuses ont bénéficié de

services de sécurité sociale, et le même% s'applique également aux services de droits au travail. En résumé, il est vrai qu'il y a un pourcentage important de travailleuses qui ont bénéficié de services, mais ce sont surtout des services de vie dont on ne peut pas se passer.

Type de services						
Gouvernorat	Préparation de documents	Santé	Contre la violence	Sécurité Sociale	Droit de travail	Total
Jendouba	3	9	0	0	0	12
Kasserine	3	0	3	0	0	6
Mahdia	5	0	5	0	1	11
Sidi Bouzid	1	10	5	0	0	16
Sfax	3	2	0	1	0	6
Total des régions	15	21	13	1	1	51
% par rapport à 51 réponses	29,41%	41,18%	25,49%	1,96%	1,96%	
% de l'échantillon	16,48%	23,08%	14,29%	1,10%	1,10%	56,04%

"Nous sommes 4 femmes, nous nous sommes rencontrées auparavant afin de rechercher des financements pour un projet qui nous rassemble, mais personne ne nous a écouté. J'ai envie de m'engager dans un partenariat avec mes voisines autour d'un projet. J'espère pouvoir trouver un ou plusieurs partenaires pour financer un projet d'élevage bovin laitier"

Ghalia, 47 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

"Nous avons envisagé la possibilité de nous organiser avec d'autres femmes pour réaliser une activité économique de groupe. On n'a pas eu de capital, il nous faut de l'argent et pas seulement les promesses"

Rebeh, 54 ans - Jendouba

Quant aux services qui garantissent la dignité et les droits des femmes, ils sont encore difficiles d'accès de la part de ces travailleuses.

Fatma de Mahdia pense que cette difficulté d'accès à certains services est due à l'analphabétisme dont se plaignent 52,75% des femmes interrogées, elle dit

"Je ne connais pas les services auxquels une femme victime de violence peut s'adresser, autre que le poste de police. Comme je suis analphabète, j'ai une connaissance très limitée de ces services. Ici dans les zones rurales il n'y a pas des services qui aident la femme"

Hadhba, 26 ans - El Ayoun, Kasserine

"Je bénéficie d'une allocation d'activité associative de 200 dinars"

Zayneb, 25 ans - Mazouna, Sidi Bouzid

"L'Etat aide ceux qui ont une bonne situation et pas nous, qui sommes pauvres. Aucune personne n'est venue nous voir. (...) Chez moi, j'ai mis des bacs dans la maison, pour collecter l'eau qui coule du toit à cause de la pluie. Vous ne pouvez imaginer les conditions de vie que nous vivons. (...) J'ai fait beaucoup de demandes, mais

sans aucune réponse. La municipalité est venue voir l'état de ma maison, ils ont noté la situation mais sans aucun retour"

Rebh, 54 ans - Jendouba

Cette difficulté dans la connaissance et l'utilisation des services est aussi perceptible par rapport à ceux des organisations de la société civile.

Connaissance des initiatives/ organismes de Société Civile		
Gouvernorat	Connaissance des initiatives/ organismes	
Jendouba	2	7,14%
Kasserine	6	21,43%
Mahdia	8	28,57%
Sidi Bouzid	6	21,43%
Sfax	6	21,43%
Total des régions	28	100%
% par rapport à 49 réponses	57,14%	
% de l'échantillon	30,77%	

Services de la Société Civile utilisés			
Gouvernorat	Services de transport sécurisé	Espace et associations d'appui / soutien aux femmes	Total
Jendouba	0	0	0
Kasserine	0	6	6
Mahdia	3	5	8
Sidi Bouzid	0	5	5
Sfax	0	2	2
Total des régions	3	18	
% par rapport à 21 réponses	14,29%	85,71%	
% de l'échantillon	3,30%	19,78%	

Utilisation des initiatives/ organismes de Société Civile		
Gouvernorat	Adressée au initiatives/ organismes	
Jendouba	0	0,00%
Kasserine	6	27,27%
Mahdia	5	22,73%
Sidi Bouzid	5	22,73%
Sfax	6	27,27%
Total des régions	22	100%
% par rapport à 39 réponses	56,41%	
% de l'échantillon	24,18%	

TABLEAU RÉCAPITULATIF FOCUS RESSOURCES

LES PROBLÈMES APPARUS	LES BESOINS EXPRIMÉS	LES SOLUTIONS POSSIBLES
<ul style="list-style-type: none"> ● Des difficultés d'accès aux ressources. ● Des revenus très limités. ● Des compétences diverses mais peu développées. ● L'Analphabétisme ● Le manque de connaissances et d'accès aux services de soutien aux femmes. ● Une faible connaissance et d'accès aux services de l'État 	<ul style="list-style-type: none"> ● Gagner un salaire qui garantit une vie décente ● Atteindre l'égalité de salaires entre les femmes et les hommes ● Avoir accès aux ressources essentielles ● Dépasser le seuil d'analphabétisme et améliorer le niveau d'éducation ● Avoir accès à des fonds pour lancer des activités économiques ● Avoir accès à des formations ● Avoir des services plus proches et plus accessibles ● Présenter autant que possible aux travailleuses les services de la société civile. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Application rigoureuse des lois qui concernent la vie de femmes <ul style="list-style-type: none"> ● Soutien aux droits des travailleuses agricoles et de la pêche. ● Facilitations de la participation des travailleuses à des programmes d'alphabétisation et de formation ● Rapprochement des services aux citoyens surtout dans les zones intérieures du pays ● Mener des campagnes de sensibilisation pour présenter les différentes composantes de la société civile et les services qu'elles fournissent ● Développer des projets d'accompagnement des femmes qui souhaitent démarrer des activités économiques ● Faciliter l'accès aux fonds pour le développement d'activités économiques et de services pour les femmes

5.3.4 Droits

“La Femme naît libre et demeure égale à l’homme en droits. (...) Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l’utilité commune”¹². Après 230 ans, les paroles d’Olympe De Gouge sont malheureusement encore d’actualité et les femmes doivent chaque jour lutter pour la reconnaissance de leurs droits, même si ces derniers sont inscrits dans les constitutions des États “modernes”. Comme si le corps social, ainsi que la volonté politique, restent sourds à toutes voix qui les rappellent des droits des femmes.

La recherche-action du projet FAIRE a fait émerger plusieurs de ces voix, en allant à la rencontre des femmes travailleuses dans les champs et dans la collecte de palourdes. Ces exemples réels et vécus par ces femmes dans 5 régions de la Tunisie, témoignent de l’absence des droits malgré les textes de loi qui sont supposés les garantir.

Dans ce focus, les réponses des femmes interrogées ont été systématisées par rapport à trois indicateurs principaux: la connaissance des lois et des droits, le niveau de conscience de ces droits, les réactions des femmes face aux injustices subies.

Connaissance de lois et des droits

La majorité des travailleuses interviewées ignorent totalement leurs droits. En effet, sur un échantillon de 91 travailleuses interviewées : 18,68% ont affirmé connaître les lois qui protègent les droits des femmes, 25,27% les lois du travail et de la sécurité sociale et 18,68% les lois sur les droits de la santé.

Ce résultat est expliqué principalement par un facteur macro : la privation de connaissance est l’un des principaux engrenages des mécanismes de soumission de tout sujet social. Mais il y a aussi plusieurs autres facteurs qui se basent sur les discriminations

.....
12 Olympe de Gouges, Déclaration des droits de la femme et de ma citoyenne 1791.

de genre, géographiques, sociales et économiques (absence de politique de vulgarisation, l’analphabétisme de la majorité des femmes, la perte de confiance dans les mécanismes d’application des lois et de protection des droits, etc.)

Connaissance des lois			
Gouvernorat	lois des droits des femmes	lois du travail / sécurité sociale	lois des droits de la santé
Jendouba	5	1	15
Kasserine	5	6	1
Mahdia	0	11	0
Sidi Bouzid	7	4	1
Sfax	0	1	0
Total des régions	17	23	17
% de l'échantillon	18,68%	25,27%	18,68%

Bien qu’il existe des lois pour protéger les droits des femmes, y compris dans la sphère privée (telle que la Loi 58 contre la violence), leur faible niveau d’application, combiné à la fragilité de la condition des femmes partiellement en raison de leur isolement dans les zones intérieures les plus précaires du pays, empêchent leur libération des traditions patriarcales auxquelles elles sont encore soumises. A titre d’exemple, même si la loi autorise le mariage des mineures de plus de 16 ans avec autorisation d’un juge de tutelle, à El Ayoun (gouvernorat de Kasserine) une femme s’est mariée à un âge jeune sur demande du père. Sans pour autant être un mariage forcé, c’est un mariage qui est le résultat de l’influence et l’emprise de la famille sur la vie des filles dans un premier

temps et des femmes d'une manière plus générale. Un des cas qui explique comment la protection des femmes et des jeunes filles, même prévue par la loi, est dépassée par les traditions patriarcales de soumission des femmes devant les décisions paternelles et ensuite celles des maris.

Cette culture de l'oppression, qui maintient les femmes dans l'ignorance, repose sur des pratiques de vexation et de domination exercées par l'homme sur la femme qui envahissent même leur conscience, jusqu'à les convaincre d'une prétendue naturalité des rôles dans lesquels elles se sont retrouvées confinées.

Conscience et attitude

Sur l'échelle professionnelle, le niveau de conscience est plus clair : 63% des travailleuses interrogées considèrent comme une véritable injustice sociale le fait que les femmes soient moins payées que les hommes, surtout lorsqu'elles effectuent des travaux plus contraignants. Néanmoins, malgré le fait qu'elles sont conscientes de leur droit à une rémunération équitable et à un travail et transport digne, la réalité reste celle vécue par ces travailleuses, une réalité qui est la conséquence d'une vision sociale masculine, qui voit la femme comme un être de seconde zone.

"Pour la cueillette des olives, l'homme est payé 35 /40 dt alors que la femme perçoit 25 dt, bien qu'elle travaille parfois beaucoup plus"

Naziha, 52 ans - Sidi Alouane, Mahdia

Face à ces inégalités, l'attitude de la majorité des femmes, travailleuses en agriculture spécifiquement, est l'acceptation forcée. Cette acceptation trouve principalement son origine dans la peur de perdre leur source de revenu, qui est souvent l'unique de la famille, ou dans le manque de confiance dans les mécanismes d'application des lois qui protègent leurs droits.

"La femme est payée deux fois moins que l'homme mais quand nous en discutons avec

l'agriculteur, sa réponse est que c'est l'usage habituel et que c'est comme ça que les choses sont depuis toujours"

Rebh, 57 ans - Awled Abdallah - Melloulech, Mahdia

Presque toutes les travailleuses en agriculture travaillent d'une manière informelle, dans un système d'illégalité qui est pratiquement le seul système existant dans le domaine agricole. Il est donc évident que quand tout l'écosystème est illégal (du temps de travail aux conditions de sécurité, d'hygiène et de santé, de la rémunération au manque de protection, du transport jusqu'au champ, sans aucune sécurité ni couverture sociale) il y a une absence totale des mécanismes qui normalement ont pour mission d'assurer l'application des lois. Dans un environnement informel, frôlant même l'illégalité sur beaucoup d'aspects, parler de lois, et surtout d'application des lois est clairement utopique. Nous sommes même confrontés, à ce niveau, à une inexistence de structures ou de référents auxquels les femmes peuvent s'adresser.

"Nous sommes plusieurs à ne pas savoir à qui devons-nous nous adresser en cas de problèmes. Nous n'avons aucun organisme ni syndicat qui nous représente, alors que les médecins, les enseignants et autres métiers, en ont !"

Basma, 38 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

Pour le cas des femmes collectrices de palourdes, la situation est loin d'être meilleure. La principale différence réside dans le fait qu'elles travaillent selon une organisation plus autonome, et même s'il n'y a pas une véritable reconnaissance de leur statut professionnel, elles connaissent très bien les services et les procédures relatifs à leur activité.

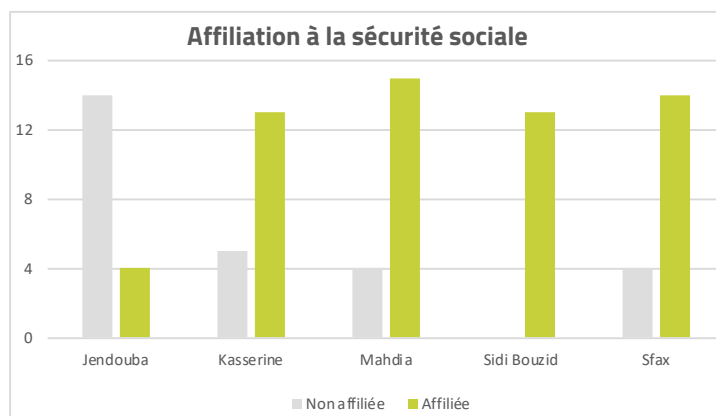
Le domaine de la pêche à pied et de la collecte de palourdes à un aspect très intéressant qu'il faut souligner, surtout pour sa valeur globale. Il s'agit ici d'une situation

qui exprime pleinement les contradictions qui affectent toute la planète en ce moment et non seulement la région de Sfax. C'est la contradiction apparente entre le droit au travail et la protection de l'environnement. Une situation qui amène certaines femmes pêcheuses et collectrices de palourdes à se ranger avant tout pour la protection de la mer comme ressource épuisable qui pourrait un jour ne plus donner même du travail, donc pour le respect des moments de pause reproductive, où la pêche et la collecte sont interdites par la loi. Cependant, d'autres femmes disent que si elles ne ramènent pas de l'argent à la maison pour les dépenses quotidienne du foyer, comment leurs familles peuvent-elles vivre ? Par conséquent, elles sont contre la période de repos biologique et ont décidé de ne pas respecter l'arrêt de leur activité. Bien que la collecte de palourdes soit strictement interdite à Kerkennah, les femmes, n'ayant aucune autre source de revenus, se retrouvent obligées de prendre des risques avec cette activité de collectes

en se mettant dans une situation d'illégalité pouvant entraîner de lourdes conséquences juridiques.

Selon la définition de l'OMS, la santé c'est "un état de complet bien-être physique, mental et social" et non pas seulement "l'absence de maladie ou d'infirmité". Les travailleuses agricoles en Tunisie n'ont pas le privilège de jouir du bien-être qu'offre la bonne santé, bien que ce soit un droit, normalement garanti par la constitution pour tous les citoyens. La recherche action menée dans les cinq régions a montré une absence de ce droit, ainsi que des difficultés d'accès aux services de santé publique, puisque les femmes ne sont pas affiliées directement à la CNSS ou bien elles ont des carnets de soins à tarifs limités (carnets blancs, jaunes). En termes de pourcentage, 64,84% des femmes interrogées ont déclaré avoir des carnets de soin, même si c'est un carnet de soin leur permettant un accès minimum aux soins.

Affiliation à la sécurité sociale		
Gouvernorat	Non affiliée	Affiliée
Jendouba	14	4
Kasserine	5	13
Mahdia	4	15
Sidi Bouzid	0	13
Sfax	4	14
Total des régions	27	59
% de l'échantillon	29,67%	64,84%



Le fait d'avoir un carnet ne permet pas pour autant aux travailleuses d'accéder facilement aux soins. La majorité des femmes affirment qu'elles ne bénéficient pas de ces services et annoncent que même si elles ont accès aux hôpitaux, la qualité des soins n'est pas au rendez-vous et parfois, elles n'ont pas les moyens d'acheter les médicaments qui ne sont pas fournis par le service public.

"Je dispose d'un carnet de soin "jaune", mais quand je suis tombée, je suis allée à l'hôpital de Fernana, il m'ont donné un médicament et m'ont envoyé à l'hôpital de Jendouba où j'ai dû faire une échographie. Suite à cela, ils n'ont rien fait pour moi, ce qui a aggravé ma situation et maintenant j'ai dû continuer mes soins auprès d'un médecin du secteur privé"

Khira, 42 ans - Fernana, Jendouba

Nature d'affiliation					
Gouvernorat	A leur nom	Avec mari	Avec père	Avec Mère	Avec fils
Jendouba	1	3	0	0	0
Kasserine	5	6	1	1	0
Mahdia	8	7	0	0	0
Sidi Bouzid	1	9	3	0	0
Sfax	3	9	0	1	1
Total des régions	18	34	4	2	1
% de l'échantillon	19,78%	37,36%	4,40%	2,20%	1,10%

Réactions de femmes

Suite au non-respect de leurs droits au travail, à la santé, même en cas de violences subies, les réactions des femmes restent très timides et mènent rarement à une réaction aboutie qui permet un changement de situation ou à des droits récupérés.

Plus que 40% des femmes rencontrées n'ont pas réagi dans des situations de non-respect de leurs droits et ce pour deux raisons principales : l'ignorance des mécanismes, des services et des procédures qui garantissent ces droits et les préservent et une peur de créer une situation encore plus fragile, qui mettrait en péril leurs sources de revenus et même leur équilibre social/familial.

Réactions par rapport au manque de respect des droits		
Gouvernorat	N'ont pas réagi	Ont réagi
Jendouba	6	12
Kasserine	11	6
Mahdia	8	11
Sidi Bouzid	2	15
Sfax	13	6
Total des régions	40	50
% de l'échantillon	43,96%	54,95%

La recherche action a fait ressortir plusieurs exemples de ces situations, accompagnés de réactions différentes :

Une première catégorie concerne les violences verbales et physiques subies dans les champs ou sur la route vers le lieu de travail.

“Pendant l’été, comme c’est la haute saison des récoltes de fruits, Il y a beaucoup de personnes qui ne sont pas originaires de la région et qui viennent pour transporter les récoltes. Certains hommes disent des mots vulgaires et ont même des actes physiques déplacés. Pour ma part, j’essaie de protéger les filles, mais, de peur de perdre notre travail nos réactions restent très timides”

Doula, 66 ans - Regueb, Sidi Bouzid

Un deuxième type de réactions est constatées quand l’agriculteur ou l’intermédiaire ose dépasser ses limites, quelques femmes prennent leur courage à deux mains et refusent d’être traitées de la sorte. Une réaction immédiate qui ne dépasse pas la défense verbale, avec le soutien et la solidarité des collègues qui décident des fois d’interrompre le travail si l’une des femmes est renvoyée du champ.

“Je me suis disputée avec l’agriculteur et il a voulu me frapper en jetant son téléphone sur moi et heureusement il n’a pas réussi, sinon il aurait pu me blesser à la tête. Mes collègues sont intervenues et ont stoppé l’agriculteur”

Dhaouia, 43 ans - Fernana, Jendouba

Pour les droits civiques comme le droit de vote, les femmes en sont conscientes et savent qu’elles sont amenées à voter pendant les élections municipales et présidentielles. Plusieurs ont déjà fait l’exercice, alors que d’autres n’ont par contre pas voté, non par méconnaissance de leurs droits mais plutôt par manque de confiance dans les initiatives politiques ;

“J’ai déjà voté deux fois par le passé mais maintenant je ne le ferai plus, car je sais que celui pour qui je vais voter , ne va rien faire pour moi et ma situation”

Aicha, 61 ans - Mahdia

ou bien par absence de la liberté de décision ;

“Mon mari ne me laisse pas voter”

Hadia, 50 ans - Hassi el Ferid, Kasserine

De tous nos échanges avec les femmes dans les cinq régions, que ce soit dans le cadre des entretiens individuels ou des Focus Groupes, il est évident que, même en constatant des réactions différentes, ces réactions restent très limitées et s’appuient beaucoup plus sur une assise collective que sur une volonté propre et individuelle de la femme. La travailleuse se sent effectivement encore trop vulnérable tant au niveau de sa situation qu’au niveau de son équilibre social (famille, mari, entourage..) pour pouvoir se permettre des réactions proportionnelles aux droits bafoués.

Pour quel droit les femmes ont réagi			Type de réactions					
Droit de la santé	Droit de travail	Droit des femmes	Gouvernorat	Manifestation	Plainte	Quitter le travail collectivement	S’organiser collectivement	Quitter le travail individuellement
5	2	5	Jendouba	0	1	5	5	0
0	3	2	Kasserine	0	4	3	1	1
1	6	4	Mahdia	2	4	1	2	2
0	12	8	Sidi Bouzid	7	6	8	3	3
0	4	2	Sfax	1	1	0	4	0
6	27	21	Total des régions	10	16	17	15	6
6,59%	29,67%	23,08%	% de l’échantillon	10,99%	17,58%	18,68%	16,48%	6,59%

L'entrelacement entre la désinformation, les conditions économiques précaires et l'invisibilité sociale des femmes, qui ne favorisent pas la revendication des droits de citoyenneté et du travail, avec la faible application des lois et du contrôle donnent

un cadre complexe qui doit être affronté à plusieurs niveaux, dans plusieurs domaines et avec des instruments diversifiés, comme il ressort de tous les focus sur lesquels la Recherche-Action a rapproché sa loupe.

TABLEAU RÉCAPITULATIF FOCUS DROITS

LES PROBLÈMES APPARUS	LES BESOINS EXPRIMÉS	LES SOLUTIONS POSSIBLES
<ul style="list-style-type: none"> ● Non application des lois relatives au travail (égalité des salaires, seuil minimum de rémunération,...) ● Manque d'information pour la connaissance des droits ● Absence des mécanismes de contrôle de l'application des Lois. ● Manque d'informations sur les organismes de tutelle (à qui s'adresser, comment?) ● Accès très réduit aux services de santé. ● Niveau de vulnérabilité personnelle et professionnelle très élevé des femmes travailleuses agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Avoir des conditions favorables au travail (droit au congé, pause, horaires et moyens de protection) ● Avoir un transport digne et confortable. ● Avoir une rémunération équitable. ● Bénéficier des soins adaptés en cas de maladie ● Connaître les mécanismes d'application des lois. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Adapter le système de sécurité sociale à la femme travailleuse agricole (carnet de soin, prise en charge...) ● Renforcer le cadre légal du travail agricole afin de permettre l'application des lois existantes. ● Avoir les adresses et contacts des structures/personnes pour les mécanismes d'application des lois. ● Renforcer la dimension collective: échange d'informations entre elles et orientation en cas de besoin pour celle qui ne connaît pas la loi.

5.3.5 Liberté

La liberté est un droit fondamental et signifie la possibilité de choisir et d'agir selon nos propres volontés sans contraintes et sans être soumises. Dans un système politique démocratique, liberté signifie pouvoir participer aux instances démocratiques et à la prise de décisions en apportant sa propre contribution et en portant la voix et le point de vue de la collectivité qu'on représente.

Pour les femmes, les obstacles à la liberté sont nombreux et ils sont parfois intérieurs.

"Ce qui compte c'est se libérer soi-même, découvrir ses propres dimensions, refuser les entraves" **Virginia Woolf**

Après plus qu'un demi-siècle de militantisme féminin en Tunisie, la liberté de la femme demeure très limitée et ne dépasse pas le cadre de sa propre vie très personnelle ; sa liberté de circuler, de divorcer, de travailler et gagner un salaire égal à celui de l'homme, de dépenser son salaire, etc. Ces libertés, bien qu'elles soient, en théorie, garanties par le cadre législatif (constitution, lois, code des statuts personnels...), restent un rêve utopique quand on vient à leur application.

Rôles et stéréotypes sociaux

L'expérience vécue pendant notre recherche action souligne que les rôles sociaux et l'intériorisation des stéréotypes ont renforcé les rapports de domination de la mentalité masculine sur les femmes. Cela a catalysé la reproduction et la légitimation des inégalités entre les femmes et les hommes. Étant donné leurs responsabilités domestiques et familiales, tel que le ménage et l'éducation des enfants, les femmes assument seules de la responsabilité des charges ménagères.

"Je m'occupe de toute la famille et des dépenses. Mon mari a 60 ans et il ne travaille pas, personne ne vient m'aider"

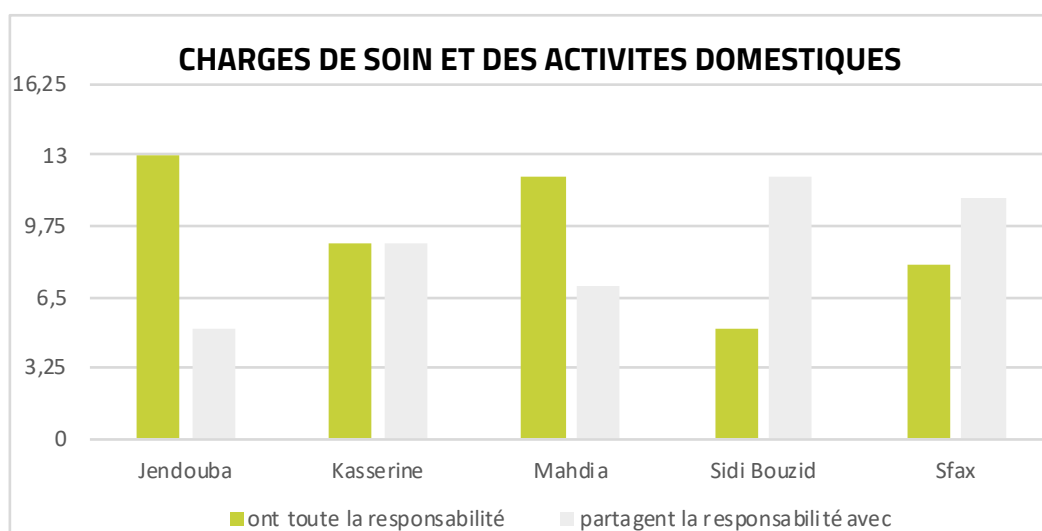
Iljia, 45 ans - Elloufyā, Jendouba

"Mon mari ne fait rien, quand je lui dis que je vais travailler, il me dit d'emmener nos filles avec moi car elles font beaucoup de bruit"

Rim, 38 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

"Mon mari ne m'aide pas dans les tâches ménagères. Un homme qui aide sa femme est considéré comme impuissant par la société, ils ont cette mentalité masculine"

Nourhene, 30 ans - Regueb, Sidi Bouzid



Presque 50% des femmes partagent les charges ménagères avec des personnes de la famille. Environ 1 sur 10 seulement avec leurs maris. Ces données traduisent l'affirmation des rôles sociaux et des inégalités sociales entre femme et homme en commençant par des pratiques quotidiennes comme la responsabilité des charges ménagères. La perception personnelle des femmes sur les rôles dans la famille confirme que le travail domestique reste majoritairement réalisé par les femmes et qu'elle est une construction sociale intériorisée, ce qui justifie qu'il y a des femmes parmi l'échantillon interviewé qui trouvent tout à fait normal qu'un homme n'aide pas à la maison et ce n'est pas acceptable pour elle, donc ne demande même pas son aide.

Egalité de chance

L'égalité des chances est une thématique fortement liée aux rôles et stéréotypes de genres. Dans notre contexte et dans les régions cibles de la recherche-action, la liberté de la femme de prendre des décisions est faible tout autant que la possibilité d'avoir accès à des opportunités professionnelles. Dans ce contexte rural, isolé et pauvre, le rôle des femmes est dévalorisé et les femmes, appauvries sur plus qu'un franc, sont souvent prisonnières d'elles-mêmes, en raison de l'héritage social intériorisé qui donne la légitimité aux hommes et à la société de la soumettre. Mais, la majorité des femmes interrogées ont déclaré avec force qu'elles souffraient d'une injustice liée au genre par rapport aux salaires entre les femmes et les hommes travaillant dans l'agriculture.

CHARGES DE SOIN ET DES ACTIVITES DOMESTIQUES						
Gouvernorat	Ont toute la responsabilité	Partagent la responsabilité avec	Le mari	La mère	Les enfants	Frères et/ou sœurs
Jendouba	13	5	3	0	2	0
Kasserine	9	9	1	0	7	1
Mahdia	12	7	2	2	3	0
Sidi Bouzid	5	12	1	4	5	2
Sfax	8	11	3	0	5	3
Total des régions	47	44	10	6	22	6
% de l'échantillon	51,65%	48,35%	10,99%	6,59%	24,18%	6,59%

"L'homme est payé 20 Dt bien que la femme fait toutes les activités, travaille et se fatigue beaucoup plus. L'homme vient travailler seulement quelques heures et il est mieux payé juste parce qu'il est un homme. Le genre joue un rôle important ici. On ose pas en parler devant le chef mais cela ne nous empêche pas de nous plaindre, entre nous, de ces inégalités. Le chef ne fait que crier sur nous et nous critiquer mais avec les hommes il a un comportement différent, bien meilleur, pourtant on sait que nous sommes égaux, que l'homme et la femme sont pareils. Nous avons des droits comme les hommes"

Noura, 34 ans - Bou Salem, Jendouba

"Je pense que dans chaque travail l'homme est payé plus, je n'ai jamais compris pourquoi. Il y a quelque temps j'ai fait un stage dans une usine de confection, l'homme son salaire arrive à 600 Dt et la femme est toujours à 400 Dt maximum, quand j'ai demandé pourquoi on m'a dit que c'est parce que l'homme a une famille. Mais même la femme a normalement une famille aussi ?"

Souha, 24 ans - Mahdia

À cette inégalité structurelle, entre les hommes et les femmes, s'ajoute une inégalité des chances entre les régions du pays et même à l'intérieur de ces régions. Les zones frontalières et rurales sont défavorisées par rapport aux zones urbaines et périurbaines en termes d'infrastructure et de biens primaires, tels que l'eau potable.

Une partie des femmes a partagé avec nous un constat qui confirme l'entrelacement des systèmes de pouvoir qui créent des positions de disparité changeantes entre les sujets et que la lentille intersectionnelle permet de voir ; ces femmes déclarent aussi des inégalités entre femmes, en particulier entre les femmes qui vivent dans les environnements urbains et elles qui vivent dans les zones rurales et isolées du pays. Des inégalités qui touchent l'accès aux biens de première nécessité, aux services de base, à l'information et la communication publique, l'éducation et les structures d'instruction, aux infrastructures, etc...

"Je ramène l'eau de source sur mon dos puisque je n'ai pas de l'eau potable"

Naziha, 47 ans - Fernana, Jendouba

14.29% des femmes interviewées ont déclaré qu'elles sont défavorisées parce qu'elles habitent dans des zones rurales marginalisées privées des standards de vie basiques tels qu'une infrastructure routière, l'eau potable, le transport, l'internet...etc. Cette dimension de privation des éléments essentiels pour vivre dignement et pour améliorer leur condition, comme le manque d'opportunités structurelles et économiques pour étudier, trouvent confirmation dans les déclarations des femmes qui affirment que

l'autonomisation économique peut changer leur vie. Ce désir d'autonomie, que les femmes maintiennent dans leur horizon malgré tout, est évidemment moins réalisable là où les conditions de départ sont encore plus pénalisantes : dans les zones où la pauvreté individuelle et sociale est plus élevée, comme les zones intérieures et isolées des régions.

Une analyse attentive de l'égalité des chances doit donc prendre en compte la complexité de la vie de ces femmes, la complexité des liens entre les inégalités d'usages et le manque d'opportunités. Si l'Etat avec les autorités locales et les acteurs économiques ne décident pas d'aborder ces inégalités structurelles, l'énergie, la volonté et la persévérance des femmes seules ne

suffiront pas à les sortir de ce labyrinthe d'inégalités des chances par rapport aux hommes et de regagner les droits humains et de citoyenneté qui leur appartiennent en tant que personnes.

En effet, dans plusieurs zones rurales, les garçons continuent leurs études et les filles restent à la maison, déscolarisées à un très jeune âge pour les plus chanceuses mais souvent analphabètes. Le manque d'infrastructures et des moyens économiques sont les problèmes immédiatement visibles d'accès aux écoles, mais il y a des raisons qui sont profondément ancrées dans la culture de l'inégalité entre les hommes et les femmes dès l'enfance.

Egalité des chances			
Gouvernorat	Perception d'être dévalorisée pour être une femme rurale et à cause de pauvreté	Perception que l'autonomie économique peut changer sa vie	Perception de discrimination au travail à cause du genre
Jendouba	5	3	10
Kasserine	1	12	4
Mahdia	3	9	18
Sidi Bouzid	4	0	12
Sfax	0	0	4
Total des régions	13	24	48
% de l'échantillon	14,29%	26,37%	52,75%

Alors que la plupart des garçons, malgré les difficultés à atteindre les écoles, sont libres de se déplacer, les filles ne le sont pas. En outre, c'est le travail dans les champs des jeunes filles - et non des garçons - qui constitue une possibilité d'augmentation des revenus familiaux.

"Je suis analphabète je ne suis jamais allée à l'école, c'est la faute à mes parents ce n'est pas ma faute à moi, maintenant je vais aller étudier. Nous sommes deux filles et deux garçons dans la famille, seuls les deux garçons sont allés à

l'école. C'était le sort de toutes les filles de mon village à l'époque car l'école était trop loin du village et nos familles craignaient pour nous les difficultés et les incidents de la route"

Hedia, 40 ans - Sidi Alouane, Mahdia

Malgré l'absence de réglementation et de contrôle des droits des travailleuses dans les secteurs de l'agriculture et de la collecte des palourdes, qui contribue à un sentiment généralisé de inéluabilité sur leur condition, des femmes réagissent et certaines d'entre

elles affirment qu'elles pourraient sortir de cette situation d'exploitation si elles avaient la possibilité de créer leur propre entreprise ou avec d'autres femmes.

Elles considèrent que cette possibilité n'améliorerait pas seulement leur situation économique et leur niveau d'autonomie, mais cela changerait aussi le regard de la société dévalorisant sur elles.

"Le fait d'être une femme financièrement

autonome et indépendante, tout le monde t'aime et le regard de la société change envers toi"

Souha, 24 ans -Mahdia

Choix et prise de décision

Sur 91 femmes interrogées, 32 femmes déclarent prendre des décisions d'une manière indépendante et libre, ce qui est équivalent à 35.16%.

CHOIX ET PRISE DE DÉCISION				
Gouvernorat	De manière indépendante		Dépendent du père/mari/frère/fils	Dépendent de la mère/belle-mère/sœur
Jendouba	6	18,75%	12	0
Kasserine	7	21,88%	10	1
Mahdia	6	18,75%	10	2
Sidi Bouzid	8	25,00%	8	1
Sfax	5	15,63%	6	5
Total des régions	32		46	9
% de 87 réponses		36,78%	52,87%	10,34%
% de l'échantillon		35,16%	50,55%	9,89%

Plus de 63% déclarent que leurs décisions dépendent d'autres personnes de la famille, notamment 52,87% dépendent des hommes de la famille et 10,34% des femmes de la famille.

CHOIX ET PRISE DE DÉCISION		
Ne prend pas de décisions parce qu'elle pense que c'est à l'homme de les prendre		Gouvernorat
2	10,00%	Jendouba
8	40,00%	Kasserine
3	15,00%	Mahdia
7	35,00%	Sidi Bouzid
0	0,00%	Sfax
20	100%	Total des régions
	21,98%	% de l'échantillon

Plus de 20% des femmes interrogées répondent qu'il est naturel que ce soient les hommes qui décident.

Ce qui approfondit cette inégalité sociale c'est l'intériorisation des femmes interviewées des stéréotypes des rôles sociaux dans leurs perceptions et visions, en considérant que la décision de l'homme est plus objective et c'est lui qui doit décider.

Une femme sur trois décide librement, mais sur quoi ? Sur des sujets personnels et familiaux, comme la gestion quotidienne de la maison, l'éducation des enfants, parfois sur le mariage et le divorce, plus rarement sur les études et la liberté de circuler.

Pour la plupart des femmes interrogées, le domaine dans lequel elles peuvent faire des choix indépendants est limité à la gestion domestique. Une sphère très étroite et un niveau basique des pratiques quotidiennes de la liberté de choix et la prise de décision. Il semble être un peu plus large pour les femmes célibataires qui vivent seules, ou au femme veuve ou divorcée qui sont les seules responsables de leurs foyers et/ou des leurs enfants.

"Après mon divorce, c'est moi qui décide pour toute la famille"

Mhania, 58 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

Cette affirmation confirme qu'il y a des femmes divorcées ou veuves qui ne sont ni indépendantes ni libres en termes de prise de décision.

"Même après la mort de mon mari, je suis obligée de consulter et de prendre la permission des hommes de la famille (mes frères, mes gendres)"

Natija, 45 ans - Regueb, Sidi Bouzid

"J'ai failli me marier mais mon père a refusé. En fait plusieurs hommes ont demandé ma main, mais mon père n'était pas d'accord car ils ne sont pas de la même famille que nous"

Kmaïra, 62 ans - Dkhila, Mahdia

"C'est mon mari qui prend les décisions parce qu'il est l'homme et que je dois lui obéir. Mon mari a la mentalité de ses grands-parents, toutes les décisions lui reviennent et il a toujours le dernier mot et bien sûr ce n'est pas négociable"

Noura, 34 ans - Bou Salem, Jendouba

"C'est mon mari qui prend les décisions pour notre famille, je décide parfois, mais par ruse, mais en général c'est à lui que revient le dernier mot. Même quand il prend une mauvaise décision et que je veux changer son avis, il me crie dessus"

Radhia, 51 ans - Regueb, Sidi Bouzid

Ces témoignages confirment que pour atteindre une certaine liberté et autonomie dans les choix, des changements culturels profonds sont nécessaires. Ces changements doivent dépasser les stéréotypes et les rôles que la société impose aux femmes, mais aussi ceux auxquels elles s'adaptent elles-mêmes. Il faut entamer des processus de changement de mentalité et de modes de vie à travers la déconstruction de ses stéréotypes et leurs normes sociales, mais pour entreprendre un tel processus, il est nécessaire que les femmes acquièrent parallèlement une autonomie économique.

Toutefois, il y a du changement en cours. Des femmes nous ont dit que bien que leurs parents ne leur avaient pas laissé la liberté de choisir et de prendre les décisions qui concernent les études ou le mariage, maintenant qu'elles sont mères, elles donnent la même chance à part égale à leurs filles et leurs fils de faire des choix libres.

*"We have to talk about liberating minds as well as liberating society"*¹³ **Angela Davis**

Liberté de mouvement

La liberté de mouvement est un élément crucial pour la femme, pour son ouverture à l'autre, à son environnement, pour son développement personnel et pour l'accès aux ressources et aux informations.

Nous avons demandé aux femmes si elles étaient libres d'avoir des déplacements autres que ceux pour aller travailler. 50% de notre échantillon déclare être libre de se déplacer. Mais si nous regardons les données,

13 " Il faut parler de libération des esprits aussi bien que de libération de la société " Angela Davis

nous voyons que sur la liberté de mouvement il y a des différences régionales évidentes. 70% des femmes interrogées des régions de Kasserine et Mahdia ont déclaré être libres

et indépendantes dans leurs mouvements. À Jendouba la même réponse a donné 50%, à Sidi Bouzid 40% et à Sfax 20%.

LIBERTÉ DE MOUVEMENT						
Gouvernorat	Nombre de réponses	LIBRES DE SE DÉPLACER	EMPÊCHEMENT AU DÉPLACEMENT			
			besoin d'autorisation	manque d'infrastructures	manque de ressources	Gouvernorat
Jendouba	18	9	8	0	1	Jendouba
Kasserine	18	13	4	0	1	Kasserine
Mahdia	19	12	4	2	1	Mahdia
Sidi Bouzid	17	7	7	2	1	Sidi Bouzid
Sfax	19	4	3	11	1	Sfax
Total des régions	91	45	26	15	5	Total des régions
% de l'échantillon	100,00%	49,45%	28,57%	16,48%	5,49%	% de l'échantillon

Les 50% qui ont déclaré ne pas être libre de décider de leurs déplacements, ont fourni trois raisons principales :

La nécessité d'être autorisée (28,57%), le manque d'infrastructures des routes et transports (16,48%), l'impossibilité économique de dépenser de l'argent pour se déplacer au-delà du travail (5,49%). Parmi les femmes qui ont besoin d'autorisation pour leurs déplacements, le pourcentage le plus élevé se trouve à Jendouba et à Sidi Bouzid.

"En ce qui concerne Mazouna, Sidi Bouzid et Sfax, parce que j'y ai étudié, je m'y rends librement toute seule. Quant aux autres endroits, je ne peux pas me déplacer librement"

Zeineb, 25 ans – Mazouna, Sidi Bouzid

Des témoignages recueillis, il semble que les femmes qui vivent seules et qui sont âgées de plus de 45 ans sont plus libres que les femmes mariées.

"J'ai la liberté totale de choisir où et quand aller et personne ne me contrôle"

Mabrouka, 57 ans - Jendouba

Par contre il y a des femmes qui déclarent être soumises aux autorisations des hommes ;

"Par exemple si tu veux aller quelque part et l'homme te dit de ne pas y aller, tu ne dois pas y aller, tu te tais et ne discute pas"

Raouia, 35 ans - Khmara, Mahdia

Parmi aussi les raisons qui limitent les déplacements des femmes interviewées il y a l'insécurité personnelle et des moyens de transport ;

"Personnellement mon mari n'aime pas que je monte en transport pour aller travailler, il a peur et il dit que ce n'est pas sécurisé"

Noura, 34 ans - Bou Salem, Jendouba

Plusieurs éléments influencent la liberté de mouvement de la femme et son autonomie de circuler, l'autorisation de la famille en fait partie ;

"Je peux me déplacer librement, mais à condition de demander l'autorisation et de ne pas être en retard"

Zouhour, 22 ans – Regueb, Sidi Bouzid

Aussi le manque de ressources financières, d'infrastructure et la rareté des moyens de transport sont des causes

"Le transport rural n'est pas toujours disponible et parfois, les circonstances financières m'empêchent d'y aller"

Rim, 38 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

La prise de décision dans la dimension publique

La participation des femmes dans la prise de décision au niveau public est une étape d'empowerment qui demande aux femmes de gagner plus de liberté et à la société de reconnaître leur place dans les choix qui concernent la vie communautaire. Dans ce cas, il s'agit de "liberté de mouvement" qui permet à la femme de passer de la sphère individuelle et familiale à une dimension plus large, plus exposée à la société et au public, mais qui lui permet aussi de faire partie de cette dynamique sociale et d'être parmi les parties prenantes pour créer des changements socio-économiques. Selon les résultats de notre recherche-action, la participation à la dimension publique et communautaire des femmes travailleuses des secteurs de l'agriculture et de la pêche à pied, est très faible.

Il y a des femmes qui ont déclaré avoir une contribution à la vie publique en participant aux élections, d'autres en participant à des réunions et des protestations pour réclamer une amélioration des conditions de transport des ouvrières agricoles suite à un incident (les accidents de transports), d'autres encore en s'organisant avec leurs voisins et

voisines à une décision collective au niveau de leur quartier au sujet de l'éclairage public. Cependant, ce n'est qu'une minorité de femmes qui se déclarent actives dans la vie sociale et collective.

"Là ce sont toujours les hommes qui décident, nous les femmes même si nous voulons parler, personne ne nous écoute. Par exemple comme quand ils sont venu pour faire la route principale, nos maris étaient enthousiastes et ont revendiqué l'aménagement de cette route qu'elle arrive jusqu'à notre quartier et que ça devienne une zone propre et sont même allés au cheikh (omda) et à la municipalité, et ils nous ont dit: vous les femmes occupez-vous de vos affaires, ce sont des sujets qui ne vous concernent pas"

Naziha, 52 ans - Sakiet el Khadem, Mahdia

"Je ne participe pas aux élections municipales, Je suis inscrite aux élections présidentielles"

Zina, 61 ans - Khawala, Sfax

"Cela fait des années que les habitants ont réclamé un éclairage dans notre quartier qui était très sombre la nuit, et finalement ce que nous avons fait était d'aller à la municipalité, des voisins et des voisines qui ont représenté le quartier y sont allés, se sont mis d'accord sur combien coûte l'installation d'une ampoule, nous avons cotisé 10 Dt ou 20 Dt chacun pour que ça se fasse"

Souha, 24 ans - Mahdia

"J'ai participé aux manifestations pour nous construire un lycée et rétablir l'électricité dans le quartier. J'ai participé aux élections avant mon mariage mais après, mon mari ne me laisse pas"

Nesrine, 26 - El Ayoun, Kasserine

D'autres femmes ne participent pas à la vie publique, soit parce que le mari vote à sa place à chaque élection ou bien parce qu'elles ne sont pas informées des réunions au sein de la communauté. D'autres ont pris la décision de ne pas voter pour une position en contre du pouvoir politique.

"Dans notre zone on ne sait pas ce qui se passe. Il n'y a que les hommes qui assistent au niveau de notre quartier"

Saida, 45 ans - El Ayoun, Kasserine

"Au niveau de notre quartier, aucune décision n'est prise. Notre zone est délaissée. L'état ne nous fournit rien, je n'ai pas participé aux élections législatives"

Sonia, 30 ans - Khawala, Sfax

"Mon refus de voter est une réaction contre l'ingratitude de ce pays. Plusieurs femmes ont perdu leurs vies et personne n'a réagi même pour prendre soins des petits orphelins"

Khira, 42 ans - Fernana, Jendouba

Participation à la prise de décision communautaire	
Gouvernorat	Pensent que la femme n'est pas impliquée dans la prise des décisions communales
Jendouba	2
Kasserine	9
Mahdia	6
Sidi Bouzid	6
Sfax	5
Total des régions	28
% de l'échantillon	30,77%

Participation à la dimension publique		
Gouvernorat	Ont voté aux élections	Ont participé à des prise de décisions communautaires
Jendouba	1	0
Kasserine	5	3
Mahdia	8	7
Sidi Bouzid	2	1
Sfax	1	0
Total des régions	17	11
% de l'échantillon	18,68%	12,09%

TABLEAU RÉCAPITULATIF FOCUS LIBERTÉ

LES PROBLÈMES APPARUS	LES BESOINS EXPRIMÉS	LES SOLUTIONS POSSIBLES
<ul style="list-style-type: none"> ● Exploitation de la femme au niveau de la responsabilité de la gestion de la maison, le garde de ses enfants et le travail. ● L'inégalité du paiement journalier ou des salaires entre hommes et femmes. ● Manque d'autonomie économique ● Accès à l'information et à la participation de la femme dans l'espace public. ● Limitation de la mobilité ● Taux d'analphabétisme élevé au niveau des femmes travailleuses dans les champs ● Manque de liberté imposé par les hommes 	<ul style="list-style-type: none"> ● Garderie d'enfant dans les zones rurales ● Rendre les salaires plus équitables entre hommes et femmes et reconnaître économiquement les travaux lourds faits par les femmes ● Facilitation d'accès des femmes au travail et aux ressources pour démarrer des activités économiques ● Participation à la vie communautaire ● Infrastructures et Sécurité du transport ● Savoir lire et écrire ● Prise de décision sans imposition 	<ul style="list-style-type: none"> ● Services de proximité à activer ● Faciliter les échanges entre femmes et l'accès à associations de femmes, pour entamer de processus d'empowerment ● Légaliser la situation du travail agricole et régler les salaires selon des critères équitables. ● Réaliser des initiatives pour faciliter les collectrices des palourdes à garantir une chaîne de valeurs de la filière juste pour la vente de leur produit. ● Sensibilisation des décideurs, des parties prenantes et des hommes en particulier. ● Amélioration de l'infrastructure et Sécurité de transport ● Facilitation de l'accès à des cours d'alphabétisation soutenables par les femmes ● Campagnes de sensibilisation sur l'équité de genre et droits des femmes.

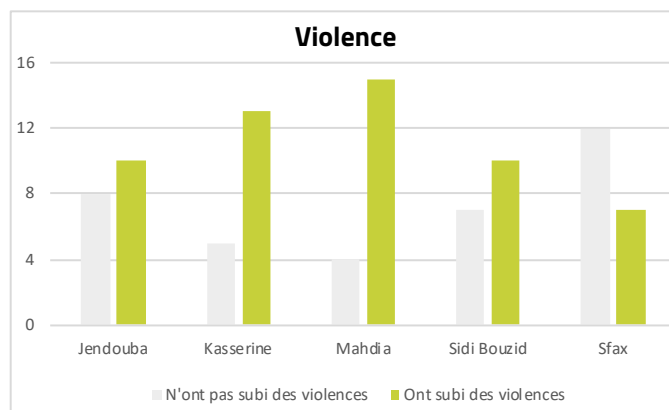
5.3.6 Violence

La violence à l'encontre de la femme est un sujet condamné par toute la société. Malheureusement, la condamnation est, la plupart du temps, hypocrite et ne correspond pas à une culture répandue de respect des femmes, de leur corps et de leur intégrité physique, étant donné la réalité que la majorité des femmes endurent sur tous les francs. Les droits de disposer librement de leur corps sont fragiles, menacés, voire bafoués, or il s'agit de droits humains fondamentaux et indispensables aux femmes pour leur autonomisation.

"Il y a des actes de désagréments comme partout et pour tout le monde, en tout cas, pour eux tout est mal vu... le travail, les sorties, la façon de s'habiller, ils se mêlent de tout. Ils en parlent dans mon dos probablement mais il y en a une qui m'avait blessée une fois, que Dieu la pardonne et puis c'est tout... pour elle travailler c'est pas bien, je suis aller confectionner des habits elle m'a dit carrément: t'es veuve et tu te paye des habits confectionnés ? Comme quoi ce n'est pas correct, je n'ai pas le droit selon elle, je ne dois plus vivre après mon mari d'après elle. C'est quelqu'un de la famille de mon mari"

Fatma , 42ans - Sakiet el Khadem, Mahdia

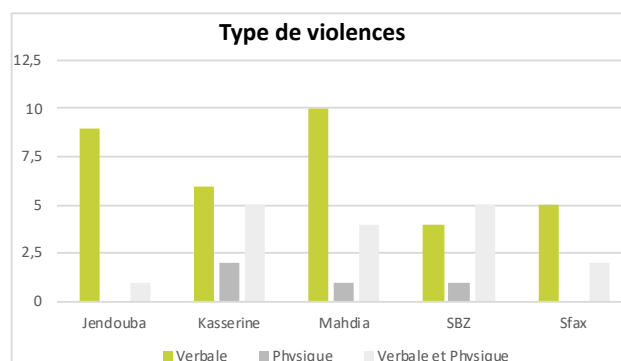
Violence		
Gouvernorat	N'ont pas subi des violences	Ont subi des violences
Jendouba	8	10
Kasserine	5	13
Mahdia	4	15
Sidi Bouzid	7	10
Sfax	12	7
Total des régions	36	55
% de l'échantillon	39,56%	60,44%



Les résultats de la recherche-action du projet FAIRE reflètent cette dure réalité, puisque plus que 60% des femmes interviewées dans les cinq régions ont déclaré avoir subi des formes de violence.

La violence se manifeste sous différentes formes et dans des milieux différents. Il s'agit de violence verbale, physique et de harcèlement, dans le milieu "privé" comme la famille, dans l'espace public et aussi sur le lieu de travail.

Type de violences			
Gouvernorat	Verbale	Physique	Verbale et Physique
Jendouba	9	0	1
Kasserine	6	2	5
Mahdia	10	1	4
SBZ	4	1	5
Sfax	5	0	2
Total des régions	34	4	17
% de l'échantillon	37,36%	4,40%	18,68%



L'espace où les femmes déclarent souffrir le plus de violence sont les lieux de travail qui représentent le pourcentage le plus élevé, près de 32%, mais parfois les chiffres parlent plus que les mots. Dans ce cas, on peut affirmer que la violence contre les femmes est perpétuée partout : 21% des femmes

qui ont subi de la violence déclarent l'avoir subi dans plus d'un lieu. Du point de vue des données régionales sur la violence au travail, le pourcentage le plus élevé est enregistré dans la région de Jendouba : le double de la moyenne des autres.

Lieux où les femmes ont subi la violence				
Gouvernorat	Au foyer	Au travail	Espace publique	Dans plusieurs milieux
Jendouba	0	10	0	0
Kasserine	2	6	0	5
Mahdia	2	4	0	9
SBZ	1	4	0	5
Sfax	1	5	1	0
Total des régions	6	29	1	19
% de l'échantillon	6,59%	31,87%	1,10%	20,88%

Violence dans le milieu de travail

Les 91 entretiens individuels et les focus groupes réalisés au cours de la recherche-action montrent clairement et de manière généralisée l'état d'exploitation, l'existence de plusieurs formes de violence et l'absence de droits des travailleuses dans l'agriculture et dans la collette de palourdes. Parmi les 55 femmes sur 91 qui ont déclaré avoir subi des violences : 37,6% disent qu'il s'agit de violence verbale, plus de 4% nous parlent de violences physiques et presque 18% de violences verbales et physiques.

Dans la plupart des cas, les agriculteurs et les intermédiaires ne respectent pas les travailleuses en les insultant et les dévalorisent en sous-estimant leurs capacités. Dans certains cas, les femmes se font escroquer par les transporteurs ou elles se trouvent obligées de les payer pour leur trouver du travail. Se rajoute à ce constat, une discrimination ressentie vis-à-vis de leur statut voire même de leur apparence en tenue de travail.

"On travaille à la file, même quand on a besoin d'aller aux toilettes, il faut demander la permission, et il (le chef) dit : allez les femmes ne levez pas le dos, travaillez, dépêchez-vous! en plus il nous insulte, et nous dit des gros mots"

Rebeh, 54 ans - Aoufia, Jendouba

"Je me sens exploitée au travail, surtout quand le salaire est bas et la fatigue est grande"

Aicha, 32 ans - Mahdia

"L'agriculteur nous maltraite et nous met la pression pour travailler sans arrêt"

Rebah, 55 ans - El Ayoun, Kasserine

"L'intermédiaire exerce des abus sur moi et les autres femmes. L'intermédiaire nous insulte au téléphone, nous menace, nous intimide à coups de gros mots et de blasphèmes"

Halima, 62 ans - Kerkennah, Sfax

Les travailleuses se trouvent même obligées et forcées à faire des pratiques contre leur gré et parfois même dans le silence absolu des personnes témoins.

"Ça s'est passé devant moi: une belle et charmante fille qui venait de travailler a été harcelée puis violée par le fermier, qui l'a attirée dans un endroit isolé après lui avoir fait penser qu'il allait lui confier un travail facile, alors quand il a été seul avec elle, il a fait ce qu'il voulait. Nous l'avons retrouvée en train de pleurer toute seule"

Norhene, 30 ans - Regueb, Sidi Bouzid

"Une fois, une jeune femme a subi un harcèlement sexuel dans le camion de chargement des produits. Mais je crois qu'elle y ait pour quelque chose aussi"

Amal, 22 ans - Regueb, Sidi Bouzid

Ces récits ne révèlent pas seulement l'insécurité dans laquelle les femmes vivent mais, dans la dernière partie du témoignage

d'Amal, on note aussi une intériorisation du sens de responsabilité et de complicité qui est attribué par les hommes aux femmes lorsqu'elles subissent des violences.

Les travailleuses déclarent avoir subi des harcèlements et des abus économiques : chantage par l'argent, des prix de vente imposés (cas de Sfax), vols et intrusion sur une propriété privée, escroquerie.

"Parfois ils jettent leurs filets et pêchent près de ma Charfia, ce que je considère en tant que vol et violence à la fois"

Sarra, 62 ans – Kerkennah, Sfax

"Pendant la saison des raisins, par exemple, il y a beaucoup de harcèlement envers les filles qui travaillent dans l'agriculture"

Doula, 66 ans - Regueb, Sidi Bouzid

"Je travaille avec un agriculteur jeune qui me fait le chantage par l'argent"

Rabeb, 20 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

Ce type de violence est exercé par toutes les figures professionnelles avec lesquelles les femmes interagissent: l'agriculteur, le chauffeur et l'intermédiaire.

Réactions contre la violence			
Gouvernorat	Pas de réaction	Réaction	Pas de réponse
Jendouba	5	9	4
Kasserine	6	7	5
Mahdia	7	8	4
Sidi Bouzid	3	10	4
Sfax	2	5	12
Total des régions	23	39	29
% de l'échantillon	25,27%	42,86%	31,87%

D'un échantillon de 91 femmes, auxquelles on a demandé "si elles ont réagi à des violences subies ou en solidarité avec d'autres femmes qui les ont subies", presque 32% n'ont pas répondu.

Sur la totalité de l'échantillon, celles qui ont déclaré avoir réagi à la violence représentent 43%.

Réactions contre la violence		
Gouvernorat	En dénonçant	En quittant la maison
Jendouba	3	0
Kasserine	0	3
Mahdia	2	1
Sidi Bouzid	3	3
Sfax	2	0
Total des régions	10	7
% de 39 qui ont réagi	25,64%	17,95%

Pour faire face à ces injustices, les travailleuses sont parfois solidaires entre elles, et décident de réagir collectivement en protestent ou en quittant le travail. Elles contestent ou réclament leurs droits sans forcément aboutir à un résultat positif. Dans certains cas, leurs protestations peuvent être contrées par une opposition de la part de l'employeur suivi d'un renvoi définitif du travail. C'est pour cette raison ou simplement par crainte que d'autres femmes préfèrent garder le silence sans réagir.

"J'ai continué le travail le jour où j'ai subi de la violence, et j'ai passé 3 jours en criant de douleur sans manger, ni boire"

Latifa 43 ans - Fernana, Jendouba

"On ne laisse pas la femme qui a subi une violence seule (...) On refuse de continuer le travail sans elle. Si le problème est résolu on reprend le travail sinon on quitte et on ne revient plus chez cet agriculteur"

Mabrouka, 57 ans - Hwaylia, Jendouba

“Il y a des femmes qui portent plainte contrairement à moi malgré que j’ai subi de la violence de la part d’un agriculteur”

Latifa, 43 ans – Fernana, Jendouba

“Mes collègues et moi sommes d’accord pour boycotter le travail chez cet agriculteur, et nous nous engageons à ne pas venir le lendemain afin

de lui mettre la pression pour qu’il cesse de nous exploiter (les bas salaires et les longues heures de travail), donc notre décision c’est d’être unies entre nous, mais il y a celles qui changent d’avis une fois rentrées chez elles. Cette fluctuation et ce manque d’unité dans les décisions font que l’agriculteur continue à nous exploiter”

Rabeb, 20 ans -Souk Jedid, Sidi Bouzid

Lieux où les femmes ont réagi à la violence				
Gouvernorat	Au foyer	Au travail	Espace publique	Dans plusieurs milieux
Jendouba	0	9	0	0
Kasserine	2	3	0	2
Mahdia	1	5	0	2
SBZ	2	6	0	2
Sfax	1	3	1	0
Total des régions	6	26	1	6
% de l'échantillon	6,59%	28,57%	1,10%	6,59%

Violence familiale

Environ 7% de l'échantillon total de la recherche-action est représenté par des femmes qui déclarent avoir subi des violences familiales. Une donnée numérique qui sous-estime le phénomène par rapport aux récits des femmes pendant les interviews en profondeur et les focus groupes, à laquelle il faut certainement ajouter un pourcentage relatif aux femmes qui n'ont pas répondu, par peur, par pudeur ou par honte.

Ces abus sont généralement exercés par un membre de la famille et dans la plupart des cas il s'agit du mari ou du père.

“J’ai subi des violences de la part de mon père. Quand nous vivions avec lui, il nous frappait avec sa ceinture, avec des bâtons et avec tout ce qu’il pouvait trouver. Il nous mettait à la porte tard dans la nuit, nous devions donc dormir dans l’écurie avec les animaux. Il avait l’habitude de frapper ma mère, de me battre et de jeter ma sœur dehors”

Rabeb, 20 ans - Souk Jedid, Sidi Bouzid

“Mon mari me crie dessus en présence de mes enfants”

Norhene, 30 ans - Regueb, Sidi Bouzid

“Il commence à me frapper pour n’importe quelle raison, qu’il y ait un problème d’argent ou pas. Il n’assume pas la responsabilité de la famille, il prend mon salaire et il dépense le tout dans l’alcool, et il nous laisse sans nourriture, mais lui, il mange chez sa mère”

Nesrine, 26 ans - El Ayoun, Kasserine

“Mon mari me bat et il dit beaucoup des gros mots et des mots blessants même devant nos filles, (...) Mon mari a brûlé ma carte d’identité, il m’a mis la pression et m’a forcé à accepter le divorce. Dernièrement, même après le divorce, il m’a frappée et la nuit il m’a déshabillé, il m’a attaché à un poteau, il m’a attaché les mains avec des cordes et il est sorti chercher un bâton pour me frapper”

Jamila, 61 ans - Sidi Alouane, Mahdia

Ces actes peuvent être accentués par des viols, des kidnappings, des braquages, voire même des menaces de mort ou les violences sont exercés de façon régulière sur les femmes sans qu'elles ne puissent y mettre un terme.

"Mon mari m'insulte toujours. Quand je me suis mariée et que je suis venue vivre ici avec lui, j'ai vécu un enfer, ce n'est pas la vie dont je rêvais. Mon mari est colérique, il me bat très souvent : il me tire les cheveux même pendant mes dernières semaines de grossesse"

Jamila, 62 ans - Sidi Alouane, Mahdia

Dans certains cas, l'agresseur (le mari) ne prend même pas en considération l'état de santé de la femme (enceinte ou malade).

"Mon mari est violent, il ferme la porte et me frappe, il ouvre la bouteille de gaz, il m'a cassé le nez. Quand j'étais enceinte de ma petite fille, il me frappait fort et me tirait les cheveux. J'ai réalisé que je suis face à la mort"

Mabrouka, 50 ans - El Ayoun, Kasserine

Face à ces abus et dans le meilleur des cas, la femme cherche le soutien au sein de sa famille sans porter plainte auprès des autorités. Dans le cas où les femmes ont réagi, elles se sont retrouvées confrontées au regard critique et moralisateur de leur entourage.

"La mentalité qui prévaut ici, si une femme est victime de violence conjugale, les femmes plus âgées s'adressent à elle pour résoudre le problème sans recourir à la justice. Ici, nous préférons que les problèmes familiaux restent dans le cadre familial. Lorsqu'une femme est victime de violence conjugale et poursuit son mari, elle est ostracisée par les gens de notre région (...) Une femme travaillant dans l'agriculture, lorsqu'elle est exposée à la violence, préfère ne pas recourir à la justice, car à ce moment-là elle doit déménager à Al-Mazouna, et elle ne gagne que 10 dinars et doit payer 30 dinars pour les frais de transport afin de déposer une plainte"

Zaineb -25 ans - Mazouna, Sidi Bouzid

A noter que celles qui ont trouvé la force de réagir ont souvent été victimes d'abus et d'autres formes de violence et de discrimination de la part des personnes à qui elles adressent leurs plaintes (famille ou autorités).

"Lors de mes ennuis avec mon mari, ce dernier me violait, quand je vais à la police qui se spécialise dans les crimes de violence contre les femmes, ils me disent qu'il est mon mari et qu'il a le droit de le faire, et la policière s'est moquée de moi et a dit à son collègue que c'était une histoire de sexe, même si j'avais demandé à me confier à une policière seule"

Norhene, 30 ans - Regueb, Sidi Bouzid

Dans plusieurs cas, les femmes se trouvent incapables d'être indépendantes, asservies et perdent ainsi espoir. S'ajoute à cela le manque de soutien familial et social, elles sont donc obligées de baisser les bras.

"J'ai fait deux tentatives de suicide car je me détestais et haïssais ma vie, j'ai perdu l'espoir, je n'ai pas besoin de vivre : une fois je me suis pendue sur le toit de la maison et une fois j'ai ingéré un insecticide contre les mouches alors que j'étais enceinte de ma fille au sixième mois, mais ils m'ont sauvée et m'ont emmenée à l'hôpital"

Jamila -62 ans- Sidi Alouane, Mahdia

Violence dans l'espace public

Slim Kallel, Professeur universitaire en psychologie sociale qui a mené l'étude Les violences fondées sur le genre dans l'espace public en Tunisie, en présentant les résultats dit que " 40% des femmes ont subi des violences physiques, 75% des femmes ont subi des violences sexuelles et 78% des femmes ont subi des violences psychologiques"¹⁴.

14 Les violences fondées sur le genre dans l'espace public en Tunisie publiée par CREDIF-ONU Femmes en 2016

"La violence est une chose normale dans notre village"

Mabrouka, 50 ans - El Ayoun, Kasserine

"Le policier a dit au médecin que j'étais victime de violence et qu'il devrait l'inclure dans son rapport médical. Ce dernier lui a dit: "Elle est noire. Comment les effets de la violence apparaîtront-ils sur son corps?"

Norhene, 30 ans - Regueb, Sidi Bouzid

La violence dans l'espace public est celle qui enregistre le pourcentage le plus faible (1%) dans les déclarations des femmes interrogées dans la Recherche-Action du projet FAIRE, mais le pourcentage augmente de quelques points si l'on tient compte du fait que 7% des femmes ont indiqué plus d'un espace dans lequel elles ont été victimes de violence, voire même dans l'espace public.

Il existe de nombreuses raisons liées à ce faible pourcentage dans nos résultats : d'abord le sentiment de honte et de culpabilité qui est souvent ressenti par les femmes qui ont subi des violences ; l'embarras d'en parler, de le rendre public, de peur de subir aussi le jugement des autres. Malheureusement ce sont des émotions qui fragilisent encore plus

les femmes et renforcent les hommes dans leur sécurité de ne pas être ni dénoncés, ni poursuivis. Et cela pourrait être la raison d'un faible pourcentage de déclarations des femmes interrogées. Mais dans les interviews que nous avons faites, nous avons perçu peu de réticence à cet égard, donc nous pensons qu'il y a aussi d'autres raisons liées à ces pourcentages inférieurs à la moyenne et nous trouvons un lien avec l'espace public.

L'espace public reste la prérogative des hommes, en particulier dans les zones rurales décentralisées et dans les environnements sociaux où le niveau de pauvreté est le plus élevé. En outre, la faible fréquentation des espaces publics par les femmes qui travaillent dans l'agriculture et la collecte de palourdes est due aussi à un manque de temps, à une faible liberté de mouvement, à un accès aux infrastructures très limité, à une culture diffuse qui considère l'espace domestique comme le seul espace pour les femmes. Parfois, cet aspect culturel est intériorisé par les femmes elles-mêmes qui ne se sentent pas autorisées à fréquenter ces espaces publics, parfois il correspond à une forme de protection qu'elles se donnent pour diminuer le risque de subir la violence.



TABLEAU RÉCAPITULATIF FOCUS VIOLENCE

LES PROBLÈMES APPARUS	LES BESOINS EXPRIMÉS	LES SOLUTIONS POSSIBLES
<ul style="list-style-type: none"> ● Violences physiques et morales sur le lieu de travail, dans la famille et dans les espaces publics. ● Abus et mauvais traitement de la part de l'intermédiaire. ● Fraudes et chantages économiques de la part de l'intermédiaire. ● Travailleuses forcées par l'agriculteur à faire des pratiques sexuelles contre leur gré. ● Réticence des femmes victimes de violences à porter plainte contre leurs agresseurs. ● Faible solidarité entre les femmes pour faire face à la violence. ● Faible connaissance des lois protégeant les femmes contre la violence. ● Faible accès des travailleuses aux services de soutien pour les femmes victimes de violence. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Surmonter les abus et l'exploitation envers les femmes en respectant leur dignité. ● Avoir un salaire digne pour survivre et ne pas avoir à subir le chantage des intermédiaires et des agriculteurs. ● Avoir un transport digne. ● Travailler en sécurité (au niveau personnel et en terme de santé) et appliquer les droits du travail (pauses, maladies, congés) ● Avoir une facilité d'accès aux centres spécialisés dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes. ● Apporter un soutien collectif aux femmes victimes de violence. ● Avoir connaissance des lois qui garantissent les droits de la femme. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Appliquer strictement la loi n°58 contre les violences faites aux femmes et mettre en place des contrôles sur les lieux de travail. ● Faciliter le transport digne et sûr pour réduire l'utilisation du transport risqué et coûteux avec les intermédiaires en appliquant la loi n°51 pour le transport de travailleuses agricoles. ● Légalisation du travail agricole, compte tenu de la situation particulière d'abus sur les femmes et contrôle de son application. ● Faciliter les démarches administratives pour les femmes victimes de violences pour les encourager à porter plainte. ● Sensibiliser les femmes à être solidaires dans les situations des abus. ● Informer les femmes sur leurs droits et les moyens de se défendre contre la violence. ● Augmenter la présence de services d'aide aux femmes victimes de violence dans les zones isolées.

Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

Moyen de transport public

22%

43%
ont réagi à la violence subie

18%

Connaissent leurs droits de la santé

Accidents de transport

9%
Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

Perception de discrimination au travail à cause du genre

53%

60%

Ont subi des violences

91 femmes interviewées

Moyen de transport public

8%

Moyen de transport public

Transport non sécurisé

72%

9%
Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

18% Connaissent leurs droits de la santé

9%
Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

30% Accidents de transport

18% Connaissent leurs droits de la santé

53%
n'ont pas été scolarisées

9%
Mesures d'hygiène prévues par l'employeur

63%
prennent leurs décisions en fonction de la famille

Ne prennent pas de décisions parce qu'elles pensent que c'est à l'homme de les prendre

22%

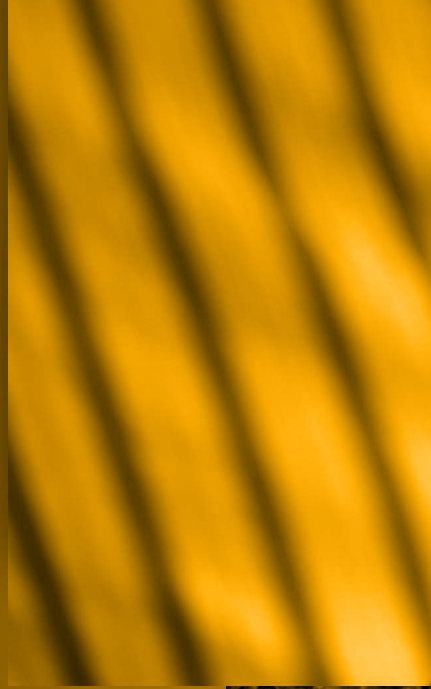
Moyen de transport public

8%

Perception de discrimination au travail à cause du genre

53%

Accidents de transport







Portrait des femmes

Jazia Hedhli

est une veuve de 43 ans qui vit avec son fils unique qui est en situation de handicap. Son mari est décédé quand leur fils n'avait que cinq mois. Elle est alors retournée avec son fils vivre avec sa mère, sa sœur célibataire et la famille de son frère dans la maison familiale, qui arrive à peine à loger toute la famille. Jazia est aussi la seule responsable de son fils et de sa mère et sa sœur toutes les deux souffrant de différentes maladies.

Jazia et son fils bénéficient du système de traitement gratuit (carnet blanc de traitement) et d'une subvention mensuelle de l'État en plus des 10 dinars de revenu journalier. Sachant que son travail n'est jamais constant en raison du temps pluvieux en hiver et avec l'aggravation de la crise du covid19, elle peine à trouver du travail. Avec les charges financières du foyer et le coût de la vie qui continue à s'élever d'une part et les frais d'éducation et de traitement de son fils d'autre part, elle arrive difficilement à s'en sortir. Même la famille de son mari décédé est dans une situation précaire et ne peut pas l'aider, elle et son fils.

Jazia a fait plusieurs demandes d'aide sociale auprès du délégué de Fernana et des assistants sociaux, mais il n'y a jamais eu de réponse à ses demandes.

Jazia laisse son fils tôt le matin pour démarrer sa routine vers 3h ou 4h du matin pour rentrer à la maison à 17h exténuée et effectuer ses tâches ménagères de nettoyage et de cuisine dans la même petite pièce où elle mange puis dort avec son fils, sa mère et sa sœur.

Jazia part tôt pour rejoindre le reste des femmes dans un point de ramassage où elles attendent longtemps jusqu'à ce que le chauffeur vienne les récupérer et remplir le véhicule d'environ 20 femmes assises les unes sur les autres jusqu'à ce que leurs jambes s'engourdissent pendant des trajets qui durent au moins 30 minutes. Tout dépend de l'endroit où elles sont censées travailler ce jour-là.

Chaque femme emporte avec elle son déjeuner et des outils de travail tranchants qui peuvent constituer une menace pour leur vie si le véhicule est secoué et que les femmes sont bousculées. Ce n'est pas la seule préoccupation de Jazia et de ses consœurs, la vitesse élevée à laquelle le chauffeur conduit sur des routes dangereuses sans se soucier de la vie des passagers. Ce n'est pas la mort qui fait peur à Jazia, c'est plutôt l'idée de laisser son jeune fils orphelin sans soutien qui la tue et tue aussi la paresse qu'elle pourrait ressentir face à toutes ces conditions de travail catastrophiques.

Tout a changé depuis le jour où Jazia a été témoin d'un horrible accident dont les victimes étaient les femmes avec lesquelles elle travaille.

Jazia dit: *"Ce jour-là, les femmes se sont partagées en deux groupes, le premier a pris la route avec l'agriculteur sur un gros camion et le deuxième groupe, j'en*

faisais partie avec le reste des femmes nous avons pris le transport habituel avec le chauffeur. Soudain, une vache est apparue devant le premier camion qui a dévié de la route, et l'agriculteur a perdu le contrôle du véhicule qui s'est renversé dans l'abîme et avec plus de 20 femmes. Une scène choquante pour nous lorsqu'on a rejoint les lieux. Personne ne s'est soucié de ce qui est arrivé à ces femmes, certaines y ont laissé leurs vies et d'autres un membre de leur corps..."

Elle n'était plus jamais retournée à travailler pour cet agriculteur, elle a même arrêté le travail pendant tout un mois, mais la nécessité et la situation précaire dans laquelle elle vit l'a amenée à retourner de nouveau dans les champs.

Cet accident a laissé une trace importante dans l'esprit de Jazia avec un goût de peur et de panique mélangé à la violence verbale que les femmes subissent de la part du chauffeur, de l'agriculteur ou des chefs. Ceci sans oublier la cruauté de travailler de longues heures dans des conditions parfois extrêmes pour recevoir de si bas salaires ; le sentiment de danger est accentué.

Quand Jazia arrive sur son lieu de travail, avec les autres femmes, elle attend que le soleil se lève et que l'agriculteur arrive, et pendant ce temps, les femmes allument un feu pour se réchauffer et prendre leur petit-déjeuner. Tantôt attaquées par des chiens et tantôt effrayées par le passage de sangliers, elles se rassemblent dos à dos, collées les unes aux autres, battant les chiens avec des pierres ou faisant des bruits forts jusqu'à ce que ces animaux s'éloignent.

Dès l'arrivée de l'agriculteur à 7h, Jazia se met à empiler les caisses en plastique pour qu'elles soient ensuite remplies de légumes ou de fruits selon la saison. Parfois, Jazia remplit jusqu'à 80 caisses pour encaisser deux jours de salaire. Une caisse prend entre 30 et 40 kilogrammes, si elles ne sont pas pleines, Jazia ne sera pas payée, même pas à la hauteur de ses efforts. Après avoir rempli les caisses, Jazia les porte jusqu'au camion avec l'agriculteur au détriment de son temps de pause et de déjeuner.

Un train de vie difficile et un travail épuisant, mais Jazia n'a pas trop le choix que de continuer de se lever tous les jours aux aurores pour nourrir sa famille et subvenir aux besoins de son fils et sa mère tous les deux malades. Un combat inévitable tant à l'extérieur de la maison qu'à l'intérieur.

Saida Mazni

est une femme de 43 ans. Elle est épouse et mère de trois enfants ; deux filles et un garçon. Elle vit avec sa famille dans une maison appartenant à son beau-frère dans une zone appelée Argoub Rihane dans la ville de Fernana. La région est connue pour être l'une qui compte le plus de femmes travaillant dans le secteur agricole et est l'une des zones les plus marginalisées en Tunisie ; aucune assistance sociale de l'État ou même de la considération de la part de la société civile même pendant la pandémie du covid-19.

La famille de Saida ne fait pas exception. Le mari est un travailleur journalier sans revenu fixe tout comme elle. Le couple est ainsi partagé entre les besoins quotidiens de leur foyer et les dépenses pour assurer la scolarité des enfants et leur transport...

Chaque matin, Saïda se lève à 3h ou 4h pour préparer le petit-déjeuner pour les membres de sa famille, et elle prend quelque chose à grignoter avec elle et embarque sur la carcasse d'un camion dangereux qui l'amènera sur un des terrains agricoles de la région avec une vingtaine d'autres femmes chargées de fournitures et d'outils à travailler la terre qu'elles achètent elles-mêmes avec leur propre argent. Une situation inconfortable tant pour le passager que pour le spectateur. Le froid de l'hiver et la chaleur de l'été pénètrent les corps fatigués de ces pauvres femmes alors que les insultes du "chifour" (chauffeur) et ses blasphèmes pénètrent leur dignité, mais "les circonstances m'incitent des fois à supporter pire que cela" "soit tu travailles dans le silence soit tu rentres chez toi" se confie Saïda.

La relation avec le "chifour" est un vrai cauchemar pour Saïda et le reste des ouvrières agricoles; il prend une grande partie de leur revenu, "*C'est nous qui sommes fatiguées et lui n'hésite pas à prendre la moitié de ce qu'on gagne*", "*ces traitements sont devenu notre routine*". Le "chifour" se met toujours du côté de l'agriculteur ou l'exploitant de la terre contre les femmes parce qu'il sait qu'il peut toujours les remplacer par d'autres femmes qui sont dans la nécessité et cherchent à travailler surtout pendant les vacances scolaires.

La durée du trajet sur ce véhicule de la "souffrance" varie en fonction de la zone dans laquelle les ouvrières vont travailler ce jour-là : si le travail est à Jendouba ou Fernana, la course dure entre une demi-heure ou un peu plus et peut prendre plus d'une heure si le lieu de travail est plus loin vers Boussalem ou Beja.

Saïda et le reste des femmes arrivent sur le lieu de travail habituellement vers 5h ou 6h du matin où elles commencent par ramasser du bois pour faire un feu pour se réchauffer et préparer "Barred Ettéy" (du thé) avant que l'agriculteur n'arrive vers les coups de 7h quand commence le travail habituel selon la saison et des légumes et fruits du moment... La seule chose qu'une femme peut contrôler pendant son travail c'est de doubler son travail pour doubler son revenu du jour, tout en essayant de faire abstraction de l'état de son corps affaibli et des remarques déplacées de l'agriculteur et parfois des chefs qui violent effrontément ses droits en tant que travailleuse et femme.

Parfois, les choses dégénèrent entre l'agriculteur et l'une des femmes au point où il l'arrête de travailler et la renvoie, alors toutes les femmes se montrent solidaires face aux agissements de l'agriculteur avec cette femme ; soit l'agriculteur se désiste et annule la décision de l'expulser, soit elles partent toutes avec elle et ne seront pas prêtes à travailler à nouveau avec lui. Saïda n'arrête pas de répéter que leur travail

est illégal et que bien qu'il y ait des lois dont elle entend parler à la télévision, elles ne sont pas appliquées et ne les incluent pas en tant qu'ouvrières agricoles puisque leur vie est toujours en danger. Lorsque les femmes sortent travailler le matin, elles sont stressées et tétanisées du risque qu'elles courent et ne sont soulagées que lorsqu'elles arrivent sur leur lieu de travail et il en va de même pour le retour. Ces femmes disent qu'elles n'ont pas d'autres choix que d'accepter ce qu'il leur arrive même quand elles sont victimes de violences verbales de la part du chauffeur ou de l'agriculteur.

"Même si vous vous plaignez, vous n'arriverez nulle part, personne ne vous entend"

"Une fois, le chauffeur avait décidé de virer deux femmes parce qu'elles avaient travaillé sur la parcelle de terre de leur voisin pendant quelques jours sans l'informer, alors le reste des femmes les ont rejoints, et nous avons décidé d'arrêter de travailler avec lui. La conséquence de cette décision a été de rester sans travail pendant un mois entier. Le chauffeur a remonté ses autres collègues contre nous afin de nous priver de collaborer avec eux à sa place, mais nous avons pris l'initiative de rechercher un chauffeur nous-même et nous nous sommes mis d'accord avec lui et avons repris le travail malgré les intimidations exercées par les autres chauffeurs"

Après la fin des heures de dur labeur, vers 14h ou 15h, le chauffeur revient pour conduire les femmes au point de ramassage où elles se retrouvent chaque matin. Saida dit que bien souvent elles sont obligées de réveiller le chauffeur de sa sieste à cause du froid et du temps d'attente. Saida n'arrive chez elle qu'aux alentours de 16h pour retrouver un tas de tâches ménagères qui l'attend. Avec son mari qui est complètement désintéressé des corvées de la maison et ses filles scolarisées, Saida se retrouve seule à devoir assurer l'entretien de leur foyer, de temps en temps elle demande à ses filles d'aller chercher une liste de courses à l'extérieur après l'école ou pendant les vacances.

Le dimanche est supposé être un jour de repos pour Saida pendant lequel elle profite de son temps avec sa famille. Quelquefois elle se réunit avec ses consœurs chez elle pour discuter des transgressions subies et des éventuelles plaintes qu'elles souhaitent déposer.

Malgré les conditions de vie difficiles et la précarité dans laquelle vit Saida et sa famille qui la poussent à travailler dans des conditions déplorables et dangereuses, elle reste une femme de caractère avec une forte personnalité capable de gérer son foyer en étant la première responsable et décisionnaire dans tout ce qui concerne ses enfants et l'intérêt de sa famille.

L'engagement de Saida envers la cause féminine en milieu rural n'est pas à démontrer. Son franc parlé et sa liberté de penser sur des sujets comme le travail et le foyer, sa manière d'exprimer sa souffrance en tant que femme et sa volonté d'améliorer sa réalité à travers un travail décent et digne traduisent son désir de s'émanciper de l'emprise du chauffeur et de l'agriculteur.

Il est vrai que Saida représente cette catégorie de femmes travailleuses du secteur agricole mais bien des choses la distinguent du collectif ; son sens de l'initiative, sa capacité à suivre de près les actualités et toutes les informations qui peuvent l'aider pour amorcer le changement. Elle est l'une des femmes qui ont la capacité de voir l'ensemble de la situation tout en se souciant des détails.

Imene Hassine

est une femme, actuellement travailleuse agricole, native et habitant encore la délégation de Sidi Alouane à Mahdia. Âgée de 35 ans, elle est maman de 4 enfants dont l'aîné de 15 ans vient d'immigrer clandestinement en Italie, avec sa bénédiction. Une femme des plus conscientes de sa situation sociale et économique, des plus actives et combattives dans sa communauté mais au parcours des plus classiques ...

Les plus grandes lignes de vie d'Imene sont reprises ci-dessous avec ses propres mots :

"J'ai ouvert les yeux dans ces terres rurales de Ouled Hmed, dans une famille de trois filles et deux garçons, ma mère travaillait dans les champs en tant qu'ouvrière agricole, mon père lui, n'a jamais été vraiment actif, c'est en économisant que ma mère a pu, depuis quelques années, lui financer une petite épicerie de quartier dans le garage de notre maison... J'ai ainsi grandi en observant ma mère travailler dur pour subvenir à nos besoins dans l'ingratitude totale de mon père qui a toujours été très violent verbalement et même physiquement parfois... Nous sommes tous allés à l'école primaire mais il n'y a que moi qui suis arrivée jusqu'au collège, je m'accrochais à mes études et je voulais vraiment finir le collège puis le lycée et je rêvais même d'aller à la faculté... je n'étais pas si mauvaise à l'école, même si personne dans ma famille ne m'en félicitait ou y accordait la moindre importance, je voyais mes études comme ma bouée de sauvetage qui va me sortir de la précarité et de l'ignorance...

Hélas on ne m'a pas permis d'aller au lycée... J'ai refusé cette décision de déscolarisation, j'ai essayé d'en parler à mes oncles, mes tantes, sans réussir à trouver un quelconque soutien... Mon père et mes frères me disaient "nous n'avons pas de filles qui prennent des bus et vont au lycée ". C'est pour cela, qu'aujourd'hui, je veux que mes filles étudient le plus possible, je ferai tout pour qu'elles y arrivent, elles sont brillantes à l'école j'en suis si fière...

J'avais fini par céder à la pression de ma famille et je suis allée travailler à l'usine. Pendant quatre ans, j'ai travaillé sans garder un millime pour moi, je donnais le tout à mon père qui m'avait promis de les garder pour que je puisse mettre sur pied un petit projet... Quatre ans de travail de 7h à 16h, je n'achetais rien et me privais de tout avec l'espoir d'avoir enfin une petite affaire...Jusqu'au jour où mon frère a décidé de se marier et que mon père avait dépensé toutes mes économies pour couvrir les frais du mariage... Ce qui m'a le plus blessée était la prise de position de ma mère, elle qui avait tant souffert de l'oppression de mon père, elle avait trouvé normal que mes économies soient dépensées pour prendre en charge le mariage de mon frère !

J'essaie de faire autrement avec mes enfants, il n'en est pas question qu'un jour mes filles soient dévalorisées devant leur frère, jamais, j'essaie de leur apprendre la notion d'égalité du mieux que je peux...

Mon mari est une personne aimable, c'est vrai que je ne l'avais pas vraiment choisi moi-même, mais lui par contre, m'avait choisi Il m'avait aperçu sur le chemin du travail et avait demandé ma main directement à mon père... Je ne voulais pas mais ma famille m'avait obligé à choisir entre trois prétendants: le premier était vieux, le deuxième, un vaut rien et le troisième (mon actuel mari) je ne le connaissais

même pas et j'avais donc fini par l'accepter... Ce n'était pas un si mauvais choix puisqu'il est gentil, me fait confiance et il travaille... C'est après le mariage que j'ai commencé à travailler dans l'agriculture, il ne voulait pas au début, surtout quand j'étais enceinte, mais comme ses revenus étaient très modestes et qu'il ne pouvait plus assumer notre famille qui grandissait, il a accepté et j'ai donc demandé à ma mère de m'emmener avec elle pour travailler dans l'agriculture...

Nous avons quatre enfants, ma grande fille de 14 ans s'occupe de la maison quand je suis au travail... Elle est très responsable, contrairement à son grand frère, que je soupçonne qu'il ait une forme d'autisme mais l'infirmière du dispensaire m'a déconseillé d'aller voir un psychiatre pour éviter de lui coller l'étiquette de fou à l'école ou dans l'entourage et puisque ce n'est pas vraiment visible, elle m'a conseillé de continuer à l'élever comme un enfant normal... mais je le sens au plus profond de moi, mon fils a un certain trouble du comportement, je m'inquiète un peu pour son avenir...

C'est pour eux que je travaille et que j'accepte les conditions de transport minables dans des camions pour accéder aux exploitations agricoles et nous assurer de quoi vivre plus dignement...

Mais je ne me laisse pas faire et je n'accepte jamais le manque de respect. Je garde aussi mes distances avec tout le monde pour ne pas créer de tensions avec qui que ce soit car j'ai besoin de travailler, je ne peux pas me permettre de chômer...

L'agriculture c'est nos racines, c'est l'origine de tout mais le travail aux champs est disgracieux : très pénible et peu lucratif... mais que faire d'autre ?

A présent je cherche à apprendre à faire de la pâtisserie artisanale et ouvrir un petit atelier chez moi, il me faut aménager un espace et l'équiper mais j'ai déjà fait toute seule quelques pas et puis j'ai bénéficié d'une première formation avec une association féminine dans la région...

J'ai récemment vendu ma part des oliviers à mes frères, ça m'a rapporté la somme de 5700 dt... J'ai fait ce choix parce que je devais aider mon fils à immigrer clandestinement en Italie pour devenir coiffeur... Dieu merci il est bien arrivé et comme il est mineur, les autorités italiennes vont s'en occuper, c'est ça la procédure au camp des immigrés... Eux (les italiens), au moins, ils vont faire le nécessaire pour lui et le prendre en charge avec ses troubles de comportement, ils lui trouveront ce qu'il lui faut, ça va lui assurer un avenir qu'il ne pourrait jamais avoir ici... Il sera coiffeur et aura une chance de s'en sortir... il pourrait prendre en charge un jour ses sœurs et son petit frère... Ici il n'y a rien pour lui...

Moi je vais continuer à travailler, au moins je suis tranquille pour le grand, je vais essayer de monter mon atelier et trouver des marchés, je voudrais tellement changer de statut social et avoir un travail digne avec des revenus suffisants pour ne plus jamais manquer de rien... pour que mes filles puissent faire des études universitaires et mon fils aussi..."



Sbika Mosbahi

est une femme de 60 ans, mère de trois garçons et une fille. Née à Sidi Bouzid, plus précisément à Souk Jdid où elle a vécu et grandi dans une zone rurale connue sous le nom d'Al-Msabhia. Petite de taille et dynamique, elle adore l'élevage des chèvres pour lesquelles elle a un amour particulier et elle a toujours été vue comme une personne pleine d'énergie.

Sbika fait partie d'une fratrie de 7 frères, issus des deux mariages de son père. Ce dernier ne l'avait pas scolarisée pensant que l'école est faite pour les hommes, en plus de la battre à chaque fois qu'elle se plaignait de sa situation. Sa mère était donc sa seule confidente et sa seule source d'affection en raison des traditions rigides de sa communauté et de l'absence d'une sœur ou amie à laquelle elle pourrait se confier.

Elle s'est mariée à 16 ans afin de fuir ses conditions de vie et a commencé une nouvelle vie avec de nouvelles responsabilités dont elle ne connaissait pas encore les fondements, avec un homme qu'elle n'avait jamais vu auparavant. Au fil du temps, et après avoir eu trois enfants, son mari est devenu complètement incapable de travailler suite à un accident et les dépenses n'ont fait qu'augmenter jusqu'à ce qu'il lui annonce la décision de déscolariser les enfants pour ne laisser étudier qu'un seul d'entre eux faute de moyens. L'histoire allait ainsi recommencer, et sa fuite par le mariage n'a fait qu'accentuer sa précarité.

Sbika a donc décidé de prendre sa vie en main et de faire ce qu'il faut pour se sortir de cette situation : 4 enfants et un mari dépendant à charge, aucune ressource financière et aucun soutien autre qu'elle-même. Elle a ainsi commencé à chercher du travail en agriculture, unique possibilité dans sa région. Ne trouvant pas d'emploi dans sa localité, Al-Msabhia, elle a suivi les femmes de sa commune et a décidé de partir à Sfax pour y récolter des olives. Elle était logée sous une tente dans une oliveraie avec d'autres parents éloignés et laissait ses quatre enfants avec ses voisins. En dehors de la saison des olives, elle se rendait à Gabès pour récolter le henné. Cette activité a duré des années et lui a ainsi permis de subvenir aux besoins de ses enfants et surtout de continuer leur scolarisation. Elle a ainsi alterné tout type d'activités agricoles, des olives, à la henné, en passant par toutes les cultures maraîchères. Ces mêmes activités lui ont fait traverser les frontières de sa commune : de Sfax, à Gabès, en passant par Regueb .. Elle suivait les mouvements des ouvrières agricoles de sa commune sans se poser de questions, à part celle de *"comment je peux gagner ma vie"*!

Sbika est respectée et appréciée par toutes les personnes qui la connaissent pour sa minutie, son honnêteté et sa franchise et en grande partie pour les grands sacrifices qu'elle fait pour ses enfants.

Les années sont passées et, à force d'alterner les travaux dans les champs et les déplacements entre les villes, ses enfants ont pu terminer leurs études. Sbika n'arrête pas de répéter sa grande fierté de ses enfants : *"tout ce que j'ai fait et ce que je fais jusqu'à maintenant est pour mes enfants.. Vous savez, si l'agriculteur m'avait demandé de tailler des pierres et de les prendre sur mon dos, je l'aurais fait sans aucune hésitation.."*

Sbika continue à travailler pour aider ses enfants qui n'ont pas encore trouvé un travail digne et décent. Malgré la fatigue physique et sa santé fragile, elle continue à travailler la terre, elle continue à monter à bord des voitures de la mort, à alterner les champs et les activités pour 10 dt par jour. Certaines fois, elle réagit, réclame et essaye de défendre ses droits et d'autres, elle préfère se taire devant l'obligation de continuer à se battre pour ses enfants et comme elle le dit avec insistance *"en leur espérant une vie meilleure que la mienne"*.

Ounissa Gassoumi

est une femme de 33 ans, de petite taille, aux yeux noirs brillants et aux intonations de voix fortes. Née en 1988 et originaire de la région de Hassi El Ferid du gouvernorat de Kasserine, une zone marginalisée et dépourvue des éléments les plus simples d'une vie décente (infrastructure, eau, moyens récréatifs...), faisant de cette délégation la dernière du classement national de développement national.

Cette situation de pauvreté extrême et l'impossibilité d'aller à l'école à cause de la culture patriarcale de sa région, ont poussé Ounissa à commencer le travail dès l'âge de 13 ans : le circuit du travail agricole étant l'unique option qui s'offrait à elle, comme à toutes les femmes de sa famille et de sa région.

Malgré son jeune âge, Ounissa voyait dans le travail agricole une opportunité lui permettant de gagner en autonomie d'une part et de sortir sa famille de la précarité d'autre part. C'est cette intégration dans le monde du travail qui lui a forgé une forte personnalité et lui a inculqué très tôt le sens des responsabilités.

À 25 ans, Ounissa s'est mariée avec Amer, un travailleur journalier originaire de la même région. L'arrivée de leurs deux enfants, Nawara et Aymen, respectivement 7 et 6 ans aujourd'hui, a donné un nouvel objectif au couple qui était déterminé, encore plus que jamais, à tout faire pour offrir une meilleure vie aux enfants. Le rêve ultime de Ounissa et de Amer était de ramener l'eau jusqu'à leur terre et de fertiliser le sol et démarrer ainsi un projet agricole capable de subvenir aux besoins de leur famille.

Un matin de 2019, Ounissa a vécu ce que toutes les femmes craignent le plus dans leur travail : un accident à bord d'un véhicule la transportant vers les champs. Elle était la dernière à être montée à bord avant que le camion ne prenne la route vers l'oliveraie empruntant des pistes sinueuses, afin d'éviter les barrages de contrôle. Il a suffi d'un virage pris à grande vitesse pour qu'elle soit éjectée du camion. Quelques blessures, heureusement légères et voilà Ounissa repartie au travail.

Ayant perdu son mari accidentellement en 2020, Ounissa a dû déménager avec ses enfants chez son père dans le centre-ville de Kasserine où elle a essayé de chercher du travail mais sans beaucoup de succès, ce qui l'avait amenée à reprendre les petits travaux agricoles dans des zones avoisinantes. N'ayant pas trouvé un équilibre social et économique pour elle et ses enfants, elle est repartie à Hassi El Ferid pour renouer avec la terre et repenser son projet de cultiver ses propres terres.

Elle a commencé à faire de petits pas qui la rapprochaient de son objectif avec la plantation de 200 amandiers et oliviers qu'elle avait arrosé avec des citernes d'eau, achetées à 30 dinars la citerne. Malheureusement le climat sec et aride de la région et le manque d'eau étaient des obstacles majeurs à la réussite de sa plantation et elle n'a donc pas pu faire aboutir son projet.

Le récit de vie de Ounissa est l'histoire d'une femme qui mène un combat quotidien à travers son engagement, ses sacrifices et ses efforts incommensurables pour assurer la souveraineté alimentaire à un pays qui devrait, à travers ses institutions, lui garantir au moins les conditions nécessaires pour travailler et vivre d'une manière digne et décente. C'est une des phrases répétées par Ounissa: *"Nous travaillons pour notre pays, nous nous engageons à le soutenir et à donner de nous-même, nous demandons uniquement qu'on nous fasse parvenir l'eau afin que nous puissions vivre dignement de nos terres et surtout offrir un meilleur avenir à nos enfants"*.

ANNEXE 1



TRACE ENTRETIEN RECHERCHE-ACTION FAIRE

NOM PRENOM (de la femme interviewée)	AGE	LIEU D'HABITATION et REGION	COMPOSITION DU NOYAU COHABITANT

LIEU COLLECTE DE TEMOIGNAGE	QUI A FAIT L'ENTRETIEN	DATE ET HORAIRE (début et fin)

1	Composition de la famille, qui vit dans la maison, qui a un travail rémunéré (quel travail, permanent ou temporaire/saisonnier) ?
2	Comme se passe la journée ? (activités, répartition du temps travail domestique/travail rémunéré)
3	Quels sont les rôles dans la famille (homme-femme et qui fait quoi à la maison) ? Comment s'organise la gestion des revenus de la famille (qui ? par qui ? comment ?) Comment sont prises les décisions au sein de la famille (par qui ? sur quels sujets ?) Quel type de relations entre les femmes de la même famille ? Y a-t-il des personnes ou de services qui aident la femme (enfants, travail à la maison, etc) ?
4	Combien de temps libre as-tu durant la semaine (après son travail et ses obligations familiales) ? Que fais-tu de ce temps libre?
5	Est-ce que tu as des relations avec des femmes en dehors de ta famille ? Est-ce que vous vous aidez entre vous (aide économique, soutien moral, garder les enfants ...) ? Est-ce qu'il y a des formes d'auto-organisation, ou des formes d'aide et de solidarité entre toi et des femmes (pour faciliter le charge de travail domestique, le garde des enfants, la santé, les affaires dans les administrations publiques, ou des choses que tu ne peux pas faire toute seule ? Y a-t-il des occasions ou des sujets sur lesquels vous prenez des décisions collectivement, à propos de quels sujets? (<i>demander de donner des exemples</i>)
6	Tu as entendu parler, ou tu connais directement des organisations ou des espaces de soutien de femmes (centres d'écoute, hébergement pour les femmes victimes de violence, garderie d'enfants, association de femmes, UNFT) ? Si oui, Où sont-ils ? Tu t'es déjà adressé à ces services (lesquels) ? Si non, pourquoi ?
7	Dans quels aspects / sujets tu peux prendre des décisions de manière indépendante, sans aucune influence? (<i>Demander de donner des exemples de choix indépendants</i>) Comment la décision a été faite (<i>description</i>) ? As-tu eu des difficultés, des obstacles lors de ces prises de décisions ? Comment as-tu agit/réagit pour dépasser ces difficultés ? Comment les autres personnes concernées par cette décision se sont comportées avec elle? Quand tu dois prendre un décision , est-ce que tu cherches l'aide/l'appui d'autres femmes? As-t-elle subit des actes de dévalorisation <input type="checkbox"/> A cause de son genre <input type="checkbox"/> Au sein de sa famille <input type="checkbox"/> Dans la rue <input type="checkbox"/> Autres : ...
8	Dans ton milieu, est-ce qu'il y a des sujets pour lesquels les femmes ne peuvent pas prendre de décisions ? Et en Tunisie ? (donner des exemples, TV, journaux ...) Que penses-tu de cela? (Si elle est d'accord, pourquoi ? Si elle n'est pas d'accord : est-ce qu'elle a eu l'occasion de prendre position? (<i>Exemples de situations survenues</i>).

9	<p>Y a-t-il des décisions qui sont prises au niveau du quartier, village, communauté ? Quelles sont ces décisions ? Les femmes peuvent-elles participer à la prise de décision ?</p> <p>Si non : selon elle, pourquoi ?</p> <p>Si oui : elle y participe? Si elle participe, comment?</p> <p>Par exemple : Est-ce que tu as une carte de votant ? Est-ce que tu as voté lors des dernières municipales ?</p>
10	<p>Est-ce qu'elle fait partie d'un collectif de femmes ? (Si oui : Qu'est ce que vous faites ensemble ? / Si non : pourquoi ?)</p> <p>Y a-t-il des savoir-faire particuliers dans ce groupe de femmes ? (Si oui : description / si non : pourquoi ?)</p> <p>Ce savoir-faire vous génère-t-il un revenu ?</p> <p>Si non : d'après vous, est ce qu'il peut être générateur de revenue?</p> <p><i>Si la femme a déjà une activité génératrice de revenu</i> : description de tout le processus, de l'échange de compétences à l'organisation de la vente, aux revenus économiques.</p> <p>Quelles sont, selon toi, les difficultés et les opportunités? (A la fin de la réponse, vous pouvez reprendre ici quelques actions du projet FAIRE sur les activités économiques des femmes)</p> <p>Le fait d'avoir une activité économique (avec d'autres femmes ou seule) a-t-il changé quelques choses dans votre vie, dans vos relations familiales ou dans la société ?</p>
11	<p>Tu peux bouger librement?</p> <p>Si non : quels sont les empêchements pour te déplacer ?</p> <p><input type="checkbox"/> problèmes d'autorisation de la part de ... <input type="checkbox"/> problèmes de mobilité dûs à la santé...</p> <p><input type="checkbox"/> problèmes de moyens/logistique de transport...</p> <p>(Avec explications)</p> <p>Si oui, tu te déplaces pour aller où ?</p> <p>Toute seule ou avec quelqu'un ? (pour chaque situation de déplacement)</p> <p>Comment te déplaces-tu (pour chaque situation)</p> <p><input type="checkbox"/> à pieds <input type="checkbox"/> avec transport public, privé etc...</p>
12	<p>Quels sont tes travaux rémunérés ? (Description détaillé de chaque travail rémunéré)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tes tâches ? - Dans quelles périodes de l'année travailles-tu ? Combien d'heures par jour ? combien de jours par semaine ? - Comment tu cherches du travail ? - Combien tu es payée ? Qui te paie ? Respect des délais de paiement ? Si travail au noir ou déclaré ? <p>Si travail agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la/les filières (quels produits) - Est-ce qu'il y a un intermédiaire (profil de l'intermédiaire : famille, quartier, jeune, vieux,...) ? Quelles relations entre vous, l'intermédiaire et l'employeur ? - Durée, conditions et coût du transport ?
13	<p>Est-ce qu'il y a une égalité au niveau de la rémunération entre les femmes ? entre femmes et hommes ?</p> <p>Si inégalités : y a-t-il eu des réactions de ta part ou de la part du groupe avec lequel tu travailles ?</p>
14	<p>Tu as connaissance du service de sécurité sociale?</p> <p>Es-tu affiliée?</p> <p>Si oui : quelle type de carte (blanche, jaune) ? sa carte personnelle ou affiliée avec une autre personne (mari, fils, fille), combien payez-vous ? Payez-vous une fois par an, ou comment ?</p> <p>Si non : pourquoi tu n'es pas affiliée ? Il y a des obstacles, lesquels ? (si c'est le coût demander combien et sa proportion par rapport à ce qu'elle gagne)</p>
15	<p>Est-ce qu'elle a connaissance des services qui sensibilisent / orientent / facilitent aux femmes la préparation de leurs papiers professionnels ? (Donner des exemples)</p> <p>Si oui : elle les utilise ? Si elle ne les utilise pas, pourquoi ?</p> <p>Si non : donner des exemples de ses services</p>
16	<p>Est-ce qu'elle a connaissance des initiatives de la société civile, du syndicat ou de l'Etat pour améliorer le transport des travailleuses agricoles ?</p> <p><i>Si la femme répond non, expliquez les mesures qui sont en place et demandez si elle pense que ca peut être utile pour elle</i></p> <p>Si la femme répond oui : Ces initiatives et mesures sont-elles appliquées dans votre territoire ?</p>
17	<p>Est-ce qu'il y a eu des visites des OSC pour vous donner des informations par rapport à la COVID et vos droits de protection sur le lieu de travail ?</p>
18	<p>Est-ce qu'elle a connaissance des lois qui garantissent les droits de la femme au travail ?</p> <p><i>Si oui : est-ce que ces lois sont appliquées sur son lieu de travail ?</i></p> <p><i>Si non : expliquer ces lois</i></p>

19	<p>Est-ce les mesures de santé et d'hygiène sont prévues par l'employeur sur votre lieu de travail ? Si oui, vous, les travailleuses, les respectez-vous ? Si non, comment réagissez-vous face à ce manque de protection de votre santé, de la sécurité et de l'hygiène ? Prenez-vous, vous-même en charge les mesures de sécurité et d'hygiène ? Si oui, lesquelles ? Si non : pourquoi ? Sensibiliser sur les règles de base de protection/hygiène</p>
20	<p>Est-ce que tu as vu des contrôles sur les droits du travail et des travailleuses, sur la santé / hygiène , sur ton lieu de travail? Si oui : quand ? par qui ? comment ça s'est passé ?</p>
21	<p>Avez-vous déjà eu un accident de travail ? Si oui comment et quelles conséquences ? Avez-vous eu la possibilité de vous faire soigner gratuitement par les services de la santé publique? <i>Oui ou non : demander ce qui s'est passé ?</i> Avez-vous obtenu une indemnisation de la part de l'employeur? Avez-vous eu des jours payés pour vous soigner ? Quand vous êtes guérie, avez-vous trouvé du travail ?</p>
22	<p>Vous êtes-vous retrouvée dans certaines situations où vous n'avez pas pu accéder aux services de santé publique ou que ceux-ci n'ont pas résolu vos problèmes de santé ? Qu'avez-vous fait dans ces cas ?</p>
23	<p>Y a-t-il des violations/abus exercés au travail ? Lesquels ? Quelle attitude elle et/ou les autres femmes travailleuses ont-elles adoptée ? S'il y a eu une réaction des femmes, qu'a fait le patron ou l'intermédiaire? Y a-t-il un soutien mutuel dans le groupe de femmes avec qui vous travaillez pour assurer la protection contre la violation/abus ? Si oui, Comment ? Si non, pourquoi ?</p>
24	<p>Est-ce qu'elle a connaissance de l'existence d'organismes/services auxquels la femme peut s'adresser en cas d'abus au travail ? (<i>Donner des exemples aux femmes</i>) Si oui, avez-vous fait appel à eux ? Connaissez-vous des femmes qui ont fait appel à eux ? Si non, donner des exemples/contacts des services en question</p>
25	<p>Avez-vous connaissance d'abus et de violences dont ont été victimes d'autres femmes? <ul style="list-style-type: none"> ▪ Au sein de la famille ▪ Dans la rue Si oui, par qui ? Y a-t-il eu des réactions individuelles ou collectives? Est-ce que la/les femmes ont cherché et trouvé du soutien auprès de la famille, amies, collègues, associations .. ?</p>
26	<p>Est-ce que parler entre femmes d'abus et de violences vous aide ? (<i>explication</i>) Est-ce que ça vous donne la force de réagir, individuellement ou avec les autres ? <i>Si oui : des exemples de réactions/dénonciation</i> <i>Si non : quels sont les obstacles, les peurs,..</i></p>
27	<p>Vous connaissez des lois pour la protection des femmes contre la violence ? Si non : expliquer et présenter ces lois Si oui : Que savez-vous de ces lois ? Sur quels aspects, selon vous, protègent-elles les femmes ?</p>
28	<p>Vous connaissez directement, ou avez-vous entendu parler de structures ou centres contre les violences faites aux femmes dans votre région ? A qui peuvent s'adresser les femmes victimes d'abus ? Si oui : où se trouvent les centres/structures que vous connaissez ? (village, quartier, centre ville, déterminer la distance/accessibilité), avez-vous eu l'occasion de les fréquenter/faire appel à eux ? Si vous ne l'avez pas utilisé, pourquoi? (<i>Vous pouvez ici expliquer quelques actions du projet FAIRE</i>) <i>Si non : présenter quelques structures (les plus accessibles)</i></p>
29	<ul style="list-style-type: none"> - Le problème le plus important que tu voudrais résoudre - Le rêve, l'idée, le projet que tu voudrais réaliser

ANNEXE 2

SCHEMA SYNTHESE ENTRETIEN		
NOM PRENOM (de la femme interviewée) - AGE - LIEU D'HABITATION - LIEU DE TRAVAIL		
Remplir la fiche en insérant un résumé des réponses concernant le focus		
FOCUS	INDICATEURS	REPONSES DE LA FEMME
LIBERTÉ AUTONOMI E	RÔLES STÉRÉOTYPE ÉQUITÉ DE GENRE	
	CHOIX - PRISE DE DÉCISION	
MOBILITÉ TRANSPOR T	LIBERTÉ DE MOUVEMENT - SÉCURITÉ DE DÉPLACEMENT	
EMPOWE RMENT individue l et collectif	RESSOURCES ECOMONIQUES	
	ÉGALITÉ DES CHANCES	
	COMPÉTENCES	
	CHOIX - PRISE DE DÉCISION	

Activités de recherche-action, investigation et systématisation

Équipe Jendouba – **Hayet Taboui, Nacyb Allouchi, Khouloud Salhi**

Équipe Kasserine – **Hamza Ferjeoui, Rahma Felhi, Lawahedh Samaali**

Équipe Mahdia – **Raouia Sallem, Hanene Mahjoub, Sana Hafsa Ep Mezaïb**

Équipe Sfax – **Sabrina Keske, Ibtissem Taktek, Fatma Dammak**

Équipe Sidi Bouzid – **Marwa Heni, Mahbouba Mosbahi, Ilhem Dhahri**

Expertise, formation, suivi de l'équipe et supervision de la recherche-action

Susi Monzali

Accompagnement et Relais local d'expertise :

Nacyb Allouchi

Traitement rapport final de recherche-action

**Nacyb Allouchi, Fatma Dammak, Hanene Mahjoub,
Hayet Taboui, Raouia Sallem, Susi Monzali, Marwa Heni**

Traitement données quantitatives

Hamza Ferjaoui

Portraits

Khouloud Salhi, Amina Ben Fadhl

Révision linguistique

Hafedh Barchouchi

Révision méthodologique et supervision rapport final de Recherche-Action

Susi Monzali

Photos

Équipe de projet

Design

ozads.org

Direction projet FAIRE

Amina Ben Fadhl

REMERCIEMENTS

COSPE remercie les équipes régionales, les partenaires du projet et toutes les parties prenantes qui se sont rendues disponibles pour les entretiens et le travail de recherche.

Et surtout un grand remerciement à toutes les femmes travailleuses dans l'agriculture et la pêche qui nous ont fait confiance, accueilli chez elles et partagé leur vécu et leurs besoins avec l'équipe du projet.

Vous avez grandement participé à la qualité de cette publication.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne, du Programme Alimentaire Mondial et de la Région Emilia-Romagna. Son contenu relève de la seule responsabilité de COSPE et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, du Programme Alimentaire Mondial et de la Région Emilia-Romagna»



Ministère de l'agriculture,
des ressources hydrauliques
et de la pêche

